MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE
Liberté
Égalité
Fraternité

Secrétariat général **Service des ressources humaines** **Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération** **Département du pilotage de la mobilité** **78, rue de Varenne** **75349 PARIS 07 SP** **0149554955**	**Note de mobilité** **SG/SRH/SDCAR/2024-99** **08/02/2024**

Date de mise en application : Immédiate
Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.
Cette instruction ne modifie aucune instruction.
Nombre d'annexes : 113

Objet : campagne fil de l'eau – Février 2024 – Publication 1 mois

Modalités de candidatures pour les candidats internes • Le dépôt des candidatures est dématérialisé dans Agrimob, • Le numéro de campagne à sélectionner dans Agrimob est indiqué dans le tableau récapitulatif des postes proposés, • Le guide utilisateur pour la télé déclaration est téléchargeable au lien suivant : https://gestion.agorha.agriculture.gouv.fr/Tele-candidature-AgriMob Modalités de candidatures pour les candidats externes • Prise de contact obligatoire avec la structure dont les coordonnées sont indiquées dans la fiche de poste, Faire demande à la structure du dossier mobilité. Conformément à ses engagements reconnus par l'attribution du double label AFNOR « Egalité professionnelle » et « Diversité », le MASA ouvre l'ensemble de ses postes aux candidats reconnus en situation de handicap. Afin de prendre connaissance des spécificités et contraintes éventuelles des postes offerts, les candidats sont invités à se rapprocher des personnes à contacter, mentionnées dans les fiches de poste, qui fourniront toute information utile et préciseront les dispositifs d'accompagnement à la prise de poste et/ou à l'adaptation du poste de travail pouvant être déployés.En outre, les candidats seront informés des activités éventuellement non télétravaillables. Elles sont mentionnées dans les fiches de poste. A défaut, les activités sont toutes télétravaillables. A l'issue dela procédure de sélection, les candidats non retenus en seront informés et pourront, s'ils s'estiment avoir fait l'objet d'une rupture d'égalité de traitement, saisir la cellule de signalement des discriminations du ministère Allodiscrim, dans un délai de 3 mois (sa consultation est gratuite). - Pour saisir la cellule : - Par téléphone : 01 49 55 82 41 - Par la plateforme : allodiscrim.wethics.eu code : 1881 - Par courrier : Allodiscrim 51 rue Bonaparte 75006 PARIS

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite au " fil de l'eau ".

Vous trouverez ci-dessous :

- Le tableau récapitulatif des postes proposés,
- Les fiches de poste correspondantes.

Le sous-directeur de la gestion
Des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

TABLEAU DES POSTES PROPOSÉS

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35230	DDT MAYENNE ECONOMIE ET AGRICULTURE DURABLE (4210)	B	Gestionnaire aides agricoles de la PAC - usagers	V	
	35231	DDT SARTHE EAU ENVIRONNEMENT (4237)	A	Chargé.e de mission prévention des incendies de forêts pôle forestier 49-53-72	V	
	35232	DRAAF PAYS DE LA LOIRE SREFAR (30032)	B	Chargé.e de mission forêt bois	V	
	35240	DAAF GUYANE ECONOMIE AGRICOLE (5090)	A	Chargé.e de mission Souveraineté alimentaire et agro-environnement	V	
	35241	DAAF GUYANE ECONOMIE AGRICOLE (5090)	A	Chargé.e de mission de la planification écologique forêt-bois	S	
	35242	DDT 02/Service agriculture (4301)	B	Gestionnaire aides animales□-Base exploitants	S	
	35243	DDT COTE D'OR SPAE (2416)	B	Technicien.ne forestier.e	V	
	35244	DDT DROME SA (4747)	B	Gestionnaire suivi des exploitations	V	
	35245	DDTM HAUTE-CORSE/SEA (2970)	A	Chef.fe du service économie agricole	V	
	35246	DDT ISERE/SADR (4777)	B	Gestionnaire DPB ACJA et aides surfaciques	V	
	35247	DDT MEURTHE ET MOSELLE - AFC (3560)	A	Chef.fe de service ABER	V	
	35248	DDT MEURTHE ET MOSELLE - AFC (3560)	B	Instructeur.rice aides PAC et contrôle structures - Référent.e aides couplées végétales et BCAE 7 et 8	V	
	35249	DDT MOSELLE SERAF (3630)	A	Chargé.e de mission agriculture et environnement	V	
	35250	DDT VOSGES ECONOMIE AGRICOLE ET FORESTIERE (3658)	A	Chef.fe de bureau des aides directes	V	
	35251	DRAAF AUVERGNE RHONE-ALPES / SREAAF - Lyon (51742)	A	Chargé.e de mission "renouvellement des générations en agriculture"	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35255	DAAF974/SALIM/LE PORT (30017)	B	Inspecteur.trice en poste frontalier	V	
	35256	DDPP13/SPAE (20811)	B	Responsable budgétaire et comptable	V	
	35257	DDPP35/SPA (53534)	B	Inspecteur.trice en filière avicole	V	
	35258	DDPP42/Env (53564)	A	Inspecteur.trice installations classées pour la protection de l'environnement et sécurité des aliments	V	
	35259	DDPP42/SSA (53563)	A	Chargé.e de mission exportation et inspecteur.trice établissements agréés	V	
	35260	DDPP42/SSA (53563)	B	Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments	V	
	35261	DDPP42/SSA (53563)	B	Inspecteur.trice en SSA	V	
	35262	DDPP91/LQSA (20559)	B	Inspecteur.trice en SSA	V	
	35263	DDPP91/LQSA (20559)	A	Inspecteur.trice SSA	V	
	35264	SD/DDETSPP/DDETSPP03/PP/SPAE (64611)	B	Inspecteur.trice SPAE	S	
	35265	SD/DDETSPP/DDETSPP18/QSSA (64695)	A	Vétérinaire inspecteur.rice, adjoint chef service	V	
	35266	SD/DDETSPP/DDETSPP18/QSSA/ABATTOIR DE SAINT-AMAND- (64697)	B	Chargé.e d'inspection	V	
	35267	SD/DDETSPP/DDETSPP25/PP/SPAE (64722)	A	Responsable qualité local et inspecteur ICPE	V	
	35268	SD/DDETSPP/DDETSPP2B/PP/VP (64743)	A	Chargé.e d'inspection ICPE	V	
	35269	SD/DDETSPP/DDETSPP39/PP/CCRF-SSA/ABATTOIR DE LONS (64770)	B	Inspecteur.trice en abattoir	S	
	35270	SD/DDETSPP/DDETSPP52/SV/SSA (64834)	A	Adjoint.e au chef du service sécurité sanitaire de l'alimentation	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35271	SD/DDETSPP/DDETSPP53/PP/SV-QSA/ABATTOIR D'EVRON (64849)	B	Chargé.e d'inspection en abattoir	V	
	35272	SD/DDETSPP/DDETSPP88/DIRECTION (64945)	A	Responsable Qualité local	V	
	35273	SD/DDETSPP/DDETSPP88/PP/PAE/ABATTOIR DE MIRECOURT- (64950)	B	Inspecteur.trice en abattoir	V	
	35274	DRAAF21/SRAL/DIJON (51171)	A	CRAQ	V	
	35275	DRAAF51/SRAL/CHALONS (51472)	A	COSIR	S	
	35276	DRAAF80/SRAL/LILLE (51371)	A	Adjoint.e chef de service	S	
	35295	ASMA (19850)	B	Gestionnaire d'action sociale Culture, Coupes sportives et Voile	V	
	35296	DGAL/MUS (33469)	A	Chargé.e de mission Alertes alimentaires	V	
	35297	AC/DGAL/SAS/SDSSA/BAMRA (64415)	A	Chargé.e d'études à «coordination UE et international" - Référent Chlordécone - Adjoint chef.fe de bureau	S	
	35298	AC/DGAL/SPPSI/SDATAA/BAPI (64452)	A	Adjoint.e chef de bureau : bureau de l'appui aux politiques incitatives	V	
	35299	AC/DGAL/SPPSI/SDPRS/BAMOSIA (64431)	A	Chef.fe de projet AMOA SINEMA Données	V	
	35300	AC/DGAL/SPPSI/SDPRS/BAMOSIA (64431)	A	Chargé.e de mission Coordinateur de la Recette AMOA	V	
	35301	AC/DGAL/SPPSI/SDPRS/BPE206 (64436)	A	Chargé.e de mission emplois et effectif du programme 206	V	
	35302	DGER/SESRI/SDRICI/BDAPI (50839)	A	Chef.fe de bureau	S	
	35303	DGER/SET/SDPOFE/BAEVS (31559)	A	Chargé.e de mission « Aides sociales - Egalité et diversité »	S	
	35304	DGER/SET/SDPOFE/BAEVS (31559)	A	Chargé.e de mission « Santé & sécurité au travail et service civique»	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	35305	DGER/SET/SDPOFE/BAFPC (33479)	A	Chargé.e de mission « réseaux et partenariats de l'□apprentissage et de la formation continue»	S	
	35306	DGER/SET/SDPOFE/BAFPC (33479)	A	Chargé.e de mission relations institutionnelles et enquêtes de l'apprentissage et de la formation prof.	V	
	35307	DGPE/SCPE/SDC/BEI (50952)	A	Chef.fe de bureau Emploi et innovation	S	
	35308	DGPE/SCPE/SDPE/BDA (50958)	A	Chargé.e de mission Planification écologique, agro-écologie, écophyto	V	
	35309	DGPE/SDFE/SDFA/BGC (50935)	A	Chargé.e de mission Filières oléoprotéagineuses	V	
	35310	DGPE/SDFE/SDFA/BV (50938)	A	Adjoint.e chef de bureau des Viandes et des productions animales spécialisées	V	
	35311	DGPE/SDFE/SDFCB (50940)	A	Adjoint.e sous-directeur de la SDFCB	V	
	35312	DGPE/SDFE/SDFCB/BROF (50943)	A	Adjoint.e chef de bureau Réglementation et opérateurs forestiers	V	
	35313	DGPE/SEI/SDE (50960)	A	Chargé.e de mission Elargissement et PAC	V	
	35314	AC/SG/DAJ/SDDPA/BDS (64451)	A	Consultant.e juridique au bureau du droit sanitaire	V	
	35315	AC/SG/DAJ/SDDPA/BDS (64451)	A	Consultant.e juridique au bureau du droit sanitaire	S	
	35316	AC/SG/DAJ/SDDPG/BDPE (64446)	A	Consultant.e juridique au bureau du droit public économique	S	
	35317	SG/Délég encadrement supérieur (11007)	B	Assistant.e administratif.ve	V	
	35318	AC/SG/PAMS (64588)	A	Consultant.e Coach Sénior	V	
	35319	SG/SAFSL/SDTPS/B assuj et cotisations sociales (25520)	A	Chargé.e de mission prélèvements sociaux des employeurs agricoles	V	
	35320	SG/SAFSL/SDTPS/B assuj et cotisations sociales (25520)	A	Adjoint.e chef de bureau assujettissement et des cotisations sociales	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35321	SG/SAFSL/SDTPS/B org de protect sociale agricole (25550)	A	Chargé.e de mission budget et marchés publics	V	
	35322	AC/SG/SAFSL/SDTPS/BRCTA (64405)	A	Chargé.e de mission Risques chimiques et biologiques en agriculture	S	
	35323	AC/SG/SNum/DASN/BSIEA/Toulouse (64569)	A	Directeur.rice de projet	V	
	35324	AC/SG/SNum/DASN/BSIS/Toulouse (64575)	A	Directeur.rice de projet	V	
	35325	AC/SG/SNum/DETNA/BPT/Paris (64553)	A	Directeur.rice de projet Expert(e) réseaux et télécommunications	V	
	35326	AC/SG/SNum/DPHI/BI/Toulouse (64584)	A	Directeur.rice de projet Réseau - Sécurité	V	
	35327	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste de vulnérabilités	V	
	35328	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste SOC	V	
	35329	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste SOC	V	
	35330	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste en réponse à incidents	V	
	35331	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste en réponse à incidents	V	
	35332	AC/SG/SNum/SDSPR/BSSI/Paris (64544)	A	Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)	V	
	35333	AC/SG/SNum/SDSPR/BSUPD/Paris (64535)	A	Directeur.rice de projet « Expertise technique»	V	
	35334	SG/SRH/MIPEC (50182)	A	Chargé.e d'études GPEC pour le secteur Enseignement	V	
	35335	SG/SRH/M. systèmes d'information RH (20721)	A	Chef.fe de projet AMOA	S	
	35336	SG/SRH/SDCAR/BASE (50042)	B	Gestionnaire de corps A+	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35337	SG/SRH/SDCAR/BBC (50041)	A	Responsable adm. cat. A Chef(fe) de bureau	V	
	35338	SG/SRH/SDCAR/BBC (50041)	A	Chargé.e de mission juridique	V	
	35339	SG/SRH/SDCAR/BBC (50041)	B	Gestionnaire de corps - filière administrative	S	
	35340	SG/SRH/SDCAR/BE2FR (50045)	B	Gestionnaire carrières filiére formation recherche	V	
	35341	SG/SRH/SDCAR/BPCO (52610)	B	Gestionnaire des agents contractuels	V	
	35342	SG/SRH/SDCAR/BPCO (52610)	B	Gestionnaire Gestionnaire des AESH et AED	V	
	35343	SG/SRH/SDCAR/BPCO (52610)	A	Chargé.e de mission encadrement supérieur	V	
	35344	SG/SRH/SDCAR/BPCO (52610)	B	Gestionnaire des contractuels et des apprentis	V	
	35345	SG/SRH/SDCAR/BPCO (52610)	A	Chargé.e de mission juridique	V	
	35346	SG/SRH/SDCAR/BPREM (50494)	A	Chargé.e de mission réformes fonction publique	V	
	35347	AC/SG/SRH/SDCAR/DPM (64402)	B	Gestionnaire référent Mobilité	V	
	35348	SG/SSP - Service statistique et prospective (14501)	A	Chargé.e de mission Outre-mer	V	
	35357	DGER/SET/SDPOFE/BAEVS (31559)	A	Chargé.e de mission accompagnement et organisation des établissements de l'enseignement technique agri.	S	
	35374	SG/SAFSL/SDTPS/B assuj et cotisations sociales (25520)	A	Chef.fe de projet opérations immobilières	V	
	35415	ENVA - Site d'Alfort (1012)	A	Directeur adjoint des systèmes d□information (H/F)	V	
	35416	ENVA - Site d'Alfort (1012)	A	Directeur.rice adjoint.e du Campus Equin Normand de l□Ecole nationale vétérinaire d□Alfort	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35417	ENVA - Site d'Alfort (1012)	B	Gestionnaire financier	V	
	35418	APT - Saclay-Palaiseau (65016)	A	Chargé.e de mission montage de projets de formation	V	
	35419	APT - Saclay-Palaiseau (65016)	B	Gestionnaire en charge de l'□organisation du concours BCPST	V	
	35420	ENSFEA - Site de Toulouse (1049)	B	Responsable du pôle patrimoine	V	
	35421	ENSFEA - Site de Toulouse (1049)	A	Administrateur de systèmes d'information, adjoint du DSI	V	
	35422	ENVT - Site de Toulouse (1048)	A	Conseillèr.e de prévention	V	
	35423	ENVT - Site de Toulouse (1048)	A	Administrateur.trice systèmes et réseaux	V	
	35424	ENVT - Site de Toulouse (1048)	A	Chargeé d'□opérations immobilières	V	
	35425	Institut Agro (64158)	A	Directeur.trice des ressources humaines	V	
	35426	Institut Agro (64158)	A	Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information	V	
	35427	Institut Agro Montpellier - Site Montpelier (64155)	B	Assistant.e de direction	V	
	35428	Institut Agro Montpellier - Site Montpelier (64155)	B	Gestionnaire financier	S	
	35429	ONIRIS site de la Chantrerie (1067)	A	Contrôleur.euse de gestion	V	
	35430	ENSP - Site de Versailles (988)	A	Directeur.rice adjoint.e des affaires financières en charge du contrôle de gestion et des déplacements (F/H)	V	
	35445	DGER/SET/SDPOFE/BAFPC (33479)	A	Chargé.e de mission Appui méthodologique et GRH aux CFA/CFPPA	V	
	35446	DGER/SET/SDPOFE/BAFPC (33479)	A	Chargé.e de mission Appui juridique aux CFA/CFPPA	V	

Noms des campagnes Agrimob	DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 10 MARS 2024					
Fil Eau - Publication du 08/02/2024	N°poste Agrimob	Structure	Catégorie	Intitulé du poste	Sus/Vac	Correctif
	35447	DGER/SET/SDEDC (31560)	A	Chargé.e de mission Animation du travail en réseau avec les EPLEFPA	V	
	35450	DDT TARN SEAF - BPAC (33685)	A	Adjoint.e à la cheffe du SEAF	V	
	35455	AC/SG/DAJ/SDDPG (64444)	A	Adjoint.e sous-directeur du droit public général	V	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Mayenne
Cité administrative – 60 rue Mac Donald – BP 23009 – 53063 LAVAL CEDEX 09

Gestionnaire aides agricoles de la PAC - usagers

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35230 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D5300027**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 36 mois
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	3
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDT de la Mayenne est compétente en matière de politiques d'aménagement et de développement durable des territoires. Placée sous l'autorité du préfet de département et au cœur de l'État dans les territoires, elle agit sur le quotidien et le long terme.
La DDT de la Mayenne est notamment chargée de mettre en œuvre les politiques du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, dans un département rural avec une agriculture dynamique,
essentiellement tournée vers l'élevage. Le poste est à pourvoir au sein du service économie et agriculture durable, composé de 18 agents permanents.

Description du poste et description des missions

Vous travaillerez au sein sein de l'unité "aides agricoles" en charge de la gestion des aides de PAC et composée d'une cheffe d'unité et de 7 gestionnaires.
La mission prinicipale, en binôme avec une autre gestionnaire, porte sur la gestion et à la mise à jour de la base des bénéficiaires de la PAC ("base usagers") et sur l'instruction de l'éligibilité des bénéficiaires aux aides PAC.
Vous serez chargé(e) :
- de participer à la gestion des demandes d'aide PAC, en particulier en vérifiant les conditions d'éligibilité des agriculteurs,
- de suivre et mettre à jour la base de données des bénéficiaires des aides de la PAC (base usagers),
- de mettre en oeuvre les instructions techniques du ministères de l'agriculture et de l'agence de paiement des aides de la PAC
- de contacter les agriculteurs autant que de besoin dans le cadre de l'instruction
- d'être l'interlocuteur des partenaires : caisses de sécurité sociale et de retraite, centres de gestion ...

L'agent pourra être amené à intervenir de manière plus général sur l'intruction des aides de la PAC. Il pourra également intervenir ponctuellement en renfort d'autres unités du service selon l'actualité et la charge de travail et à assurer l'intérim de l'assistance du service (accueil téléphonique et courrier).
Autres services de la DDT
Organismes professionnels agricoles
Exploitants agricoles
MSA

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances techniques, économiques et réglementaires en agriculture souhaitées Connaissances de l'environnement institutionnel souhaitées Capacités à s'adapter aux outils informatiques utilisés Une connaissance des aides et des outils de gestion de la PAC serait appréciée Des formations techniques sont accessibles pour une prise en main complète des réglementations et outils	Capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles Aptitude à l'écoute, au dialogue et au travail en équipe Rigueur Aptitude à l'organisation, gestion des délais contraints

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** A partir de 2239 € brut, + selon expérience
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

Gwladys BERNARD, cheffe du service économie et agriculture durable. 02 43 67 89 17. gwladys.bernard@mayenne.gouv.fr
Catherine SCHEHR, adjointe à la cheffe de service économie et agriculture durable 02.43.67.89.31 - catherine.schehr@mayenne.gouv.fr

copie : sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de la Sarthe
19, boulevard Paixhans
72042 LE MANS

Chargé.e de mission prévention des incendies de forêts pôle forestier 49-53-72

N° de publication : 35231 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5D7200046**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDT72 comprend 5 services métiers en charge de la mise en œuvre des politiques de la transition écologique et énergétique. Le service eau et environnement (30 agents) est composé de 5 unités : ressources en eau et milieux aquatiques, prévention des pollutions des milieux aquatiques, prévention des risques et accompagnement des territoires, biodiversité-Forêt-Chasse-Pêche.
Au sein du service eau environnement, l'unité Biodiversité, Forêt, Chasse, Pêche (9 agents) met en œuvre les politiques relatives à la préservation de la biodiversité, à l'amélioration et à la mobilisation de la ressource forestière et assure la mise en œuvre des réglementations sur la biodiversité, la forêt, la pêche et la chasse.
Le pôle forêt exerce ses missions sur les trois départements Sarthe, Mayenne et Maine-et-Loire : accompagnement du renouvellement des peuplements forestiers, contrôle des plans simples de gestion, adaptation des forêts au changement climatique...

Description du poste et description des missions

Les Pays de Loire sont identifiés comme nouveaux territoires du feu, en particulier les 49 et 72, vu les conditions pédo-climatiques, et la prédominance de résineux pins maritimes entre Angers et le Mans. De graves incendies ont eu lieu en 2022 entraînant une prise de conscience de la vulnérabilité du territoire.
La prévention du risque feux de forêts est un chantier prioritaire des services de l'État de la région.
Dans le cadre de la mutualisation des missions forestières entre les DDT de la Sarthe, de la Mayenne et du Maine et Loire, le/la chargé.e de mission devra mettre en œuvre et suivre la politique de protection des forêts contre l'incendie et de prévention du risque incendie dans les 3 départements d'intervention du pôle.
En tant que chargé(e) de mission prévention des incendies de forêt pour les 3 départements du périmètre du pôle, la personne recrutée aura notamment à :

– animer les groupes de travail en vue de la constitution de la liste des massifs classés exposés au risque incendie
– animer la concertation des acteurs de la Défense de la Forêt Contre les Incendies (DFCI) et contribuer préparer la sous-commissions risque incendies
– piloter l'élaboration des Plans de Protection Départementaux des Forêts Contre l'Incendie et leurs déclinaisons au niveau des massifs forestiers
– décliner les arrêtés relatifs aux Obligations Légales de Débroussaillement (OLD) à l'échelle des massifs
– communiquer sur les OLD et participer aux actions de sensibilisation ou de contrôle avec l'Office National des Forêts (ONF)
– élaborer avec l'ONF la feuille de route annuelle des actions de la Mission d'Intérêt Général (MIG) DFCI
– mettre en œuvre, suivre et actualiser les mesures réglementaires, notamment celles afférentes à l'article L.131-6 du Code forestier
– participer au dispositif préventif forestier en saison estivale (juin à septembre) coordonné avec les différents partenaires (ONF, SDIS, cabinet de la préfecture…)
– rédiger les avis relatifs à la prise en compte du risque d'incendie de forêt dans l'aménagement du territoire
– partager la méthode de travail et l'expérience acquises en Sarthe avec les autres départements de la région et la DRAAF qui assure la coordination de l'action régionale.
Liaison hiérarchique :
Sous l'autorité hiérarchique du ou de la chef(fe) d'unité, l'autorité fonctionnelle des agents du pôle forêt est assurée par le responsable de ce pôle.

Relations internes et externes :
– En interne : autres agents du pôle forêt, direction et tous les services de la DDT.
– En externe : SDIS, ONF, CNPF, DDT49 et DDT53, préfectures, DRAAF, DREAL, collectivités/mairies, acteurs de la filière forêt et bois régionaux, représentants des syndicats de propriétaires forestiers et de la filière bois, bureaux d'études, gendarmerie,…

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
– Bonnes connaissances de l'environnement institutionnel et de la gouvernance dans le domaine forestier, – Bonnes connaissances techniques et réglementaires en matière forestière, et plus particulièrement de risque feu de forêt et de planification, – Maîtrise des logiciels de bureautique et éventuellement cartographique (SIG).	– Autonomie, réactivité, discernement, force de proposition, – Capacités d'organisation, d'animation, de rédaction et de synthèse, – Capacité à s'exprimer en public, à rendre compte, – Pédagogie, sens de l'écoute, travailler en transversalité, – Être titulaire du permis de conduire B.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Emmanuelle MORVAN, cheffe du Service eau et environnement Tel : 02 85 32 75 70 mail : emmanuelle.morvan@sarthe.gouv.fr Christine ROCHAT, cheffe de l'unité Biodiversité Forêt Chasse Pêche Tel : 02 85 32 75 80 mail : christine.rochat@sarthe.gouv.fr Aurélien BROCHET, responsable du pôle forêt Tel : 02 85 32 75 81 mail : aurélien.brochet@sarthe.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'environnement, de la forêt et du bois
5, rue Françoise Giroud CS 67516
44275 Nantes cedex 2

Chargé.e de mission forêt bois

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35232 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5R4400044**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité forêts et territoires ruraux	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service régional de l’environnement, de la forêt et du bois décline et met en œuvre au niveau régional les politiques agro-environnementales et forestières du ministère de l'agriculture. Il est composé du pôle Forêt Bois Biomasse, du pôle Politiques Agro-Environnementales et de la mission Ecophyto. Le pôle FBB a notamment en charge les missions forestières régionales, et assure par convention de mutualisation les missions forestières départementales de la Loire-Atlantique et de la Vendée.

Description du poste et description des missions

Le poste est rattaché hiérarchiquement à la DRAAF et porte à la fois sur des missions régionales assurées pour le compte de la DRAAF et sur les missions départementales forestières pour le compte de la DDTM de Vendée. Le poste est basé administrativement à Nantes mais nécessite de fréquents déplacements de terrain en Vendée.
Sous l’’autorité du chef de pôle FBB et de son adjoint, le ou la chargé(e) de mission :
- assure les missions départementales forestières pour le compte de la DDTM de Vendée,
- assure une partie des missions forestières régionales.
Les missions assurées pour la DDTM de Vendée sont les suivantes : instruction et contrôle des plans simples de gestion, suivi des propriétés sous RAA, instruction des autorisations de coupes, appui technique à la DDTM85 pour le suivi des défrichements et la DFCI, instruction et contrôle des certificats fiscaux, avis sur les documents d'urbanisme et coupes en EBC. Travail en binôme avec l'agent en charge des missions du 44.

Les missions assurées pour le compte de la DRAAF sont les suivantes : suivi du contentieux forestier - avis sur les aménagements des forêts publiques, DRA-SRA et RTG - instruction mutualisée au niveau régional des dossiers d'aides aux investissements sylvicoles pour le sud Loire.
Champ relationnel :
Le poste implique des relations nourries avec les agents du SREFOB, les agents des DDT du réseau régional forestier, les interlocuteurs de la DDTM de Vendée, les agents du CRPF et de l'ONF, les professionnels forestiers intervenant en Vendée et les élus, le conseil régional, la DREAL et l'ADEME.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Compétences techniques forestières indispensables (formation possible), Compétences juridiques forestières, Une expérience dans l'instruction de dispositifs d'aides serait un plus.	Travailler en autonomie et gérer son plan de charge, Qualités rédactionnelles, rigueur administrative, Faire preuve de pédagogie en particulier dans le cadre de contrôles et de contentieux.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Pascal NORMANT, chef du pôle forêt-bois-biomasse
Tel : 02.72.74.71.63 - mail : pascal.normant@agriculture.gouv.fr

Céline BOUEY, cheffe du SREFOB
Tél. : 02.72.74.71.65 - mail : celine.bouey@agriculture.gouv.fr

Didier GUEUDIN, Secrétaire général
Tél. : 02.72.74.70.34 - mail : didier.gueudin@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale des Territoires et de la Mer de Guyane (DGTM)
Direction de l'Environnement, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt (DEAAF)
Service de l'Économie Agricole et Forêt (SEAF)
Parc Rebard - B.P. 5002
97305 Cayenne cedex

Chargé.e de mission Souveraineté alimentaire et agro-environnement

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35240 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5O7300083**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la DGTM Guyane, la DEAAF compte une soixantaine d'agents répartis en 8 services opérationnels dont le service de l'économie agricole et de la forêt (SEAF).
Le SEAF est chargé de mettre en œuvre et d'adapter au niveau local les politiques ministérielles en matière de développement des filières agricoles, agroalimentaires, de la forêt et du bois, d'accompagner l'amélioration de la compétitivité des entreprises de ces secteurs et leur insertion environnementale et territoriale.
Le service économie agricole et forêt (SEAF) se compose de quatre unités : exploitations agricoles, filières agricoles, territoires agricoles, forêt-bois et biomasse. L'effectif total est de 25 agents.
L'agent est placé sous l'autorité hiérarchique du chef de service SEAF

Description du poste et description des missions

- Mise en œuvre sur le territoire des politiques nationales sur l'autonomie alimentaire,
- Mise en œuvre Planification écologique du territoire.
- Mise en œuvre localement des politiques nationales sur l'autonomie alimentaire,
- Mise en œuvre et suivi du plan d'autonomie alimentaire de la Guyane,
- Accompagnement et suivi des projets dits "structurants" y compris France 2030 et plans filières,
- Veille sur les politiques régionale et nationales sur l'autonomie alimentaire,
- Suivi des projets agroenvironnementaux en lien avec les chefs d'unités,
- Planification écologique du territoire,
- Rédaction de notes administratives sur les filières et projets.

CHAMP RELATIONNEL
- MASA, MOM, ASP, ODEADOM, DRFIP, Préfecture, CIRAD, AFD, Parc Amazonien ..
- Représentants des organisations professionnelles agricoles
- Autres partenaires institutionnels et collectivités : Chambre d'agriculture, CTG, agences locales de développement, PNRG, ..
- Représentants professionnels : syndicats agricoles, organisations de producteurs, interprofessions, ..

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Procédures administratives du MASA, - Connaissances en agriculture, agroalimentaire, aménagement rural, - Connaissances des acteurs institutionnels et professionnels, - Maîtrise des outils informatiques.	- Qualités relationnelles - Conduite de projet en partenariat, - Rigueur/Organisation - Capacités d'analyse et de synthèse.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

M. Nicolas MONTANBAUX, chef du SEAF – Tél. 0594 21 43 55
Email : nicolas.montanbaux@guyane.pref.gouv.fr

Mme Anny TANASI, adjointe au chef du SEAF - Tél. 0594 21 43 70
Email : anny.tanasi@guyane.pref.gouv.fr

Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/Appui aux personnes et aux structures/Présentation générale.

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale des Territoires et de la Mer
Direction de l'Environnemment, de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Forêt

Parc Rebard - BP 5002 - 97305 Cayenne Cedex

Chargé.e de mission de la Planification écologique forêt-bois

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35241 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5O7300086**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la DGTM Guyane, la DEAAF compte une soixantaine d’agents répartis en 8 services opérationnels dont le service de l’économie agricole et de la forêt (SEAF). Le SEAF est chargé de mettre en œuvre et d’adapter au niveau local les politiques ministérielles en matière de développement des filières agricoles, agroalimentaires, de la forêt et du bois, d’accompagner l’amélioration de la compétitivité des entreprises de ces secteurs et leur insertion environnementale et territoriale.

Le service économie agricole et forêt se compose de quatre unités : exploitations agricoles, filières agricoles, territoires agricoles, forêt-bois et biomasse. L’effectif total est de 25 agents.

L’agent est placé sous l’autorité hiérarchique du responsable de l’unité Forêt Bois Biomasse qui a pour rôle principal de suivre la mise en œuvre de la déclinaison territoriale de la politique forestière de l’État, en lien avec les collectivités et les acteurs de la filière.

Description du poste et description des missions

La feuille de route forêt-bois, chantier prioritaire de la planification écologique, vise à repenser la filière, de l'amont à l'aval au travers des enjeux suivants : protéger et adapter nos forêts en réponse au changement climatique et positionner le bois comme solution pour décarboner l'économie, notamment dans les secteurs de la construction, des emballages, et de l'énergie. Cette feuille de route prévoit une déclinaison outre-mer, et plus particulièrement en Guyane, qui s'articule avec les objectifs du programme régional de la forêt et du bois (PRFB) 2019-2029, qui prévoit un triplement de la production de production de bois en 10 ans pour la construction et les énergies renouvelables.
A titre principal, le/la chargé-e de mission aura pour rôle de suivre la déclinaison territoriale de la feuille de route forêt-bois de la planification écologique, notamment via l'élaboration et suivi de conventions ou d'appels à projet dans le domaine de la recherche et développement (connaissances forestières, caractérisations et usages du bois), de l'animation de la filière forêt-bois, du développement et de la modernisation des entreprises du secteur forestier (infrastructures, équipements, outils de transformation).

Le/la chargé-e de mission contribuera, en appui à l'activité de l'unité forêt-bois biomasse, à la mise en œuvre de la politique forestière de l’État sur le territoire :
- préparation, participation et animation des instances de gouvernance (commission régionale de la forêt et du bois et de ses comités spécialisés)
- contribution à l'expertise du service sur l'élaboration des documents de planification et d’orientations, la recherche et développement sur le domaine forestier (carbone, sylviculture...)

CHAMP RELATIONNEL
- Services de la DGTM (antenne Ouest, autres unités du SEAF, autres services de la DEAAF et de la DGTM) ;
- Services centraux du MASA (DGPE, bureaux de la sous-direction forêt-bois, cheval bioéconomie) ;
- Autres services ou opérateurs de l’État (ONF, ADEME...), Collectivité Territoriale Guyane, communes ;
- Interprobois Guyane, Centre technique bois-forêt de Guyane, entreprises de secteur bois et biomasse.
- Organismes de recherche (CIRAD, IRD...)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Programmation et suivi budgétaire, Procédures administratives du MASA, Évaluation de projets, Rédaction de documents de synthèse, Connaissances dans le domaine de la construction de bâtiment appréciée ou à acquérir, Connaissances dans le domaine forêt-bois ou climat-carbone appréciée ou à acquérir, Connaissances réglementation des aides d’État appréciée ou à acquérir.	Rigueur Qualités relationnelles Capacité d’organisation, d’analyse et de synthèse Capacité d’adaptation, réactivité, sens de l’initiative et autonomie

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Nicolas MONTANBAUX, chef du SEAF – Tél. 05 94 21 43 55 Email : nicolas.montanbaux@guyane.pref.gouv.fr Nicolas GOUGAIN, adjoint au chef du SEAF - Tél. 05 94 21 43 43 Email : nicolas.gougain@guyane.pref.gouv.fr Stéphanie POISSON, cheffe d'unité forêt-bois biomasse - Tél. 05 94 21 43 57 Email : stephanie.poisson@guyane.pref.gouv.fr Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/RAPS/Présentation Générale

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des territoires de l'Aisne
50, boulevard de Lyon
02011 LAON Cedex

Gestionnaire aides animales – Base exploitants

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35242 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D0200006**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Outre le(la) chef(fe) de service, l'adjoint(e), et la (le) secrétaire de service, le service agriculture est composé de trois unités :
Unité Modernisation-Agroenvironnement
Unité 1er pilier de la PAC
Unité foncier agricole / installation

Description du poste et description des missions

GESTION AIDES OVINES CAPRINES
Télédéclaration et gestion des demandes aides
- Informations aux exploitants
- Gestion base de données adresses mail éleveurs
- Envoi des mails et courriers pour télédéclaration
- Développement de la télédéclaration :élaboration du livret et de la
note aux éleveurs
- Instruction et saisie des dossiers + fiches d'instruction
- Contrôle administratif des dossiers
- Gestion tableau éleveurs Bergers des Nord Est
- Suivi des dossiers (LFE-LCFI-LNSIF- lettres de relance - classement – pièces manquantes – teléphone...)
- Contrôle de la dépense
En lien avec les autres agents du 1er pilier mais également les exploitants, les organismes de services, la Chambre d’agriculture, l’ERE, l'ASP

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Réglementation de la politique agricole (aides animales et DPB) Utilisation d’ISIS, RESYTAL	Sens des relations humaines Capacité d’adaptation Autonomie Rigueur Capacité d’initiative Réactivité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

André Vervaeke
chef d'unité PAC
03 23 27 66 59
andre.vervaeke@aisne.gouv.fr

Monsieur Vincent ROYER
Directeur départemental des territoires de l'Aisne
MAIL : vincent.royer@aisne.gouv.fr
Tél : 03.23.24.66.82

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Côte-d'Or
57 rue de Mulhouse – BP 53317 – 21033 DIJON CEDEX

Technicien.ne forestier(e)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35243 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D2100030**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité forêts et territoires ruraux	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Par son étendue (un tiers du département, dont la moitié de forêts privées, parc national de forêts) et sa diversité, la forêt représente un enjeu fort en Côte-d'Or : préservation du puits de carbone forestier, reforestation, dans un contexte dynamique de projets de production d'énergies renouvelables...

Description du poste et description des missions

Mise en oeuvre de la politique forestière, en lien étroit avec le service forestier de la DRAAF et en interaction avec les autres bureaux et services de la DDT en charge de l'instruction de procédures pouvant être en relation avec la forêt.
- Soutien aux investissements en faveur de la reforestation, par l'instruction des dossiers (visite de terrain, éligibilité, opportunité) et le contrôle des réalisations des projets
- Police des défrichements, dont instruction sur le terrain, contrôle des surfaces défrichées à l'issue du terme de l'autorisation
- Contrôle de la gestion en forêt privée, dont visites pour élaboration des avis sur les plans simples de gestion et contrôle du respect des orientations retenues
- Surveillance générale du respect de la réglementation forestière (défrichement, coupes et mise en oeuvre du plan de contrôle) et contribution au portage des enjeux forestiers dans des doctrines d'instruction et des démarches territoriales.

(Télétravail possible selon les termes de la charte de service sur le télétravail de la DDT21)
- Interactions au sein du bureau et avec les autres bureaux et services de la DDT.
- Interactions externes : usagers (propriétaires forestiers, agriculteurs), institutionnels (DRAAF, ONF, CRPF), collectivités territoriales (Conseil régional, EPCI, commun

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance des procédures administratives et financières. - Connaissance de la réglementation forestière. - Connaissances des techniques sylvicoles.	- Utilisation des outils informatiques de bureautique. - Utilisation d'outils informatiques spécifiques (Cartogip, Osiris, Sylva, Sylvanat notamment).

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Emeric BUSSY, Responsable du bureau Chasse-Forêt
Tel : 03.80.29.44.84
Mail : emeric.bussy@cote-dor.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de la Drôme
4, place Laënnec
26000 VALENCE

Gestionnaire Suivi des exploitations

N° de publication : 35244 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D2600052**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service agriculture (20 agents) met en œuvre les politiques publiques du ministère de l'agriculture et de l'alimentation. Il contribue à la promotion du rôle de l'agriculture au niveau économique, social et environnemental et à l'aménagement du territoire. L'agriculture drômoise est riche de plus de 5.000 exploitations de taille modeste et très diversifiées.

Le service est organisé en deux pôles et une cellule :
• un pôle « aides directes » (PAD) en charge de l'instruction des aides surfaciques de la PAC (1er et 2ème piliers) ;
• un pôle « conjonctures, structures et missions transversales » (PCSMT) en charge des contrôles, de la préservation du foncier agricole, des aléas climatiques et mesures d'urgence, du suivi des exploitations (installation, GAEC, etc.), du contrôle des structures,...
• une cellule « pastoralisme » rattachée au chef de service et en charge de la protection des troupeaux contre la prédation et du suivi du pastoralisme (GP, PPT, AFP…) en Drôme.

Description du poste et description des missions

Au sein du pôle conjoncture, structures et missions transversales, le (la) gestionnaire suivi des exploitations assure l'instruction des procédures relatives au suivi des exploitations (AITA, GAEC).
L'agent collaborera également à l'instruction de la procédure coordination des contrôles et à la réalisation des contrôles environnement.
Dans un contexte de mutualisation des moyens, il(elle) peut être amené(e) à apporter son appui sur d'autres procédures du pôle.
Les procédures liées au suivi de l'exploitation sont relatives aux GAEC (Groupement agricole d'exploitation en commun), au PPP (Parcours de Professionnalisation Personnalisé) et à l'AITA (Accompagnement à l'Installation-Transmission en Agriculture) :
• Il (elle) instruit, dans le respect des procédures et des délais des demandes d'agrément, de modifications statutaires ou de dérogations des GAEC. Il (elle) élabore, met en œuvre et suit le plan de contrôle des GAEC et diligente le cas échéant les procédures en cas de non-respect de règles ;
• Il (elle) instruit les demandes de validation des PPP des exploitants et gère les échanges avec les services de la chambre d'agriculture ;
• Il (elle) instruit les dossiers relatifs à l'AITA : procédure « suivi du nouvel exploitant », financement de la Chambre d'agriculture pour ses missions de service public relatives à l'installation (stage 21h, CEPPP, Point Accueil Installation) ;
• Il (elle) apporte son appui à la gestionnaire des contrôles : sélections ; traçage ; coordination avec l'ensemble des corps de contrôle ; réalisation de bilans partagés avec l'ensemble des partenaires ; réalisation des contrôles terrain du domaine environnement ;
• Il (elle) participe si besoin à un chantier d'instruction mis en place en cas de mesure conjoncturelle.
Conseils juridiques ; exploitants ; techniciens de chambre d'agriculture ; corps de contrôle (ASP, DDPP, OFB) ; centres de gestion ; service environnement de la DDT.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Maîtriser la réglementation européenne et nationale et connaître le monde agricole. - Connaître le fonctionnement institutionnel. - Maîtriser les outils informatiques métier et les outils bureautiques.	- Apprécier le travail en équipe. - Savoir être rigoureux-se. - Savoir être réactif-ve et organisé-e. - Savoir communiquer et écouter.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Elisabeth MANZON, Cheffe du pôle :
elisabeth.manzon@drome.gouv.fr
Tél : 04 26 60 80 29

Manon COURIAS, Cheffe du service :
manon.courias@drome.gouv.fr
Tél : 04 26 60 80 13

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des Territoires de la Haute-Corse
8 BD Benoîte Danesi - 20411 Bastia cedex 9

Chef.fe du service Economie agricole

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35245 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5D2B00002**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le département de la Haute-Corse, département insulaire et de haute montagne, est faiblement peuplé, mais doté d’un riche patrimoine naturel, et d’environ 1 400 exploitations agricoles avec de l’élevage prédominant, de l’arboriculture, de la viticulture et des filières variées (maraîchage, castanéiculture...), comprenant un fort taux d’agriculture biologique et de vente directe. L’agriculture est la deuxième activité productive après le tourisme.

Le service « agriculture et forêt » est l’un des 3 services métiers de la DDT2B. Le service regroupant 20 agents, est organisé en deux unités et deux pôles :
– unité « aides économiques » : 6 agents ;
– unité « foncier rural et forêt » : 6 agents ;
– pôle « contrôles » : 2 agents ;
– pôle « conseil aux territoires » : 2 agents.
Le service est renforcé par 2 secrétaires.

Le service est en relation étroite avec le monde agricole et les territoires ruraux.

Description du poste et description des missions

Mise en œuvre au niveau départemental des politiques publiques agricoles et forestières
– Gestion des aides dites du 1er et 2e pilier et conjoncturelles
– Coordination des contrôles liés aux aides
– Missions liées au foncier, au pastoralisme et à l’installation
– Veille économique sur les filières et les exploitations
– Protection des espaces naturels agricoles et forestiers
– Préservation de la forêt, défense contre les incendies, obligations légales de débroussaillement et défrichement
– Réglementation liée à la chasse et à la louveterie
Sous l'autorité de la directrice départementale,
– Encadrer, animer le service
– Organiser le service pour une mise en œuvre correcte des différentes aides et missions
– Suivre l'activité du service au travers des outils de pilotage
– Gérer les crises conjoncturelles
– Assurer la communication externe, la concertation et la représentation de la DDT auprès des partenaires professionnels et institutionnels
– Coordonner les missions notamment foncières avec celles des autres services de la DDT
– Animer et participer aux diverses commissions, différents groupes de travail ou réunions avec les partenaires en liaison avec l’activité du service
– Préparer les notes, statistiques, bilans ou divers documents à la demande du chef de service, de la direction, la préfecture et autres partenaires.
Champ relationnel:
Interne : autres services de la DDT (risques, urbanisme et territoires notamment), préfecture, DDETSPP, DRAAF, DGPEEE au niveau central, ASP,
Externe : Chambre Agriculture, ODARC, Collectivité de Corse, SAFER, Organisations Syndicales et professionnelles agricoles, OEC.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances des cadres communautaires et nationaux, des réglementations Connaissances du milieu agricole, du domaine de l’environnement et des enjeux locaux Connaissances techniques et administratives pour la mise en œuvre de la réglementation dans les domaines d’intervention Connaître les logiciels métiers (ISIS, QGIS) et les outils bureautiques (tableurs, etc..) Gérer les budgets.	Forte implication et disponibilité nécessaires Nécessité d’un bon relationnel tant en interne qu’en externe Travailler en équipe Communiquer Capacité de rédaction et d’expression orale Capacité à collecter et mobiliser des informations. Capacité de travail, d’organisation, autonomie et esprit d’initiative Rigueur dans l’exécution des tâches Être à l’écoute, sens des relations humaines, et gestion du stress

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** oui

- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** entre 3300€ et 3900€ bruts
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Mme Muriel JOER-LE-CORRE, directrice départementale /Tél. : 04 20 06 70 86 // mél : muriel.joer-le-corre@haute-corse.gouv.fr Mme Isabelle CLEMENCEAU, directrice départementale adjointe / mél : isabelle.clemenceau@haute-corse.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de l'Isère
17 boulevard Joseph Vallier – BP 45 – 38040 Grenoble cedex 9
Service Agriculture et Développement Rural

Gestionnaire DPB ACJA et aides surfaciques

N° de publication : 35246 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D3800013**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service Agriculture et Développement Rural de la DDT de l'Isère est composé de 25 agents et œuvre dans des domaines d'activités variés ayant trait à l'agriculture ou au développement rural sur le département de l'Isère.
L'Unité Suivie des exploitations et crises, composée de 4 agents, a en charge la gestion des problématiques ayant trait à la gestion des usagers (CDOA GAEC, base usagers), la gestion des DPB, de l'aide complémentaire JA et de l'aide à l'assurance récolte dans le cadre de la PAC, à la gestion des crises conjoncturelles ou climatique et leur prévention et à la prévention du mal-être en agriculture.
L'unité travaille ainsi en étroite collaboration avec les autres unités du service et avec les autres services de la DDT.

Description du poste et description des missions

Gestion des mesures PAC Droits à Paiement de Base (DPB), Aide Complémentaire Jeune Agriculteur (ACJA) et Aide à l'Assurance récolte.
1. Gestionnaire des dossiers DPB :
• Instruction des dossiers DPB dans les délais et suivant les procédures réglementaires
• Information et communication auprès des agriculteurs, des organisations professionnelles, réponse aux questions sur les dossiers
• veille réglementaire, formation et supervision d'un vacataire
• Participation au groupe transversal PAC et appui aux dossiers surface

2. Gestionnaire de l'ACJA
• Accompagnement lors de la télédéclaration (agriculteurs et vacataires PAC): conseils et support d'aide
• Formation du vacataire PAC dédié à l'ACJA et supervision
• Instruction des dossiers complexes

3. Gestionnaire en duo de la prise en charge de l'assurance récolte
• Formalisation des procédures d'instruction pour des dossiers types pour les appuis vacataires
• Instruction des dossiers complexes
• Formation des vacataires en appui et supervision
Supérieur hiérarchique direct : chef de l'unité SEC

Partenaires internes et externes : autres gestionnaires, chef d'unité et chef de service, professionnels agricoles et élus de collectivités, MSA, chambre d'agriculture, réseaux comptables, notaires, coopératives, DDPP, DRAAF, MAA

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de la réglementation. Maîtrise des outils informatiques dédiés.	Sens de l'organisation, avec le souci des échéances et de la qualité de l'instruction. Capacité d'initiative, réactivité (savoir gérer les priorités), autonomie. Très bon sens du relationnel. Aptitude au travail en équipe, travail en réseau. Capacité d'initiative, réactivité. Animation d'équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Gaëlle PION - cheffe d'unité - Tel : 04 56 59 45 19
Mail : gaelle.pion@isere.gouv.fr

Bénédicte BERNARDIN – adjointe au chef de service - Tel : 04 56 59 45 23
Mail: benedicte.bernardin@isere.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle
CO 60025 - 54035 NANCY Cedex
Service Agriculture Biodiversité Espace Rural

Chef.fe de service ABER

N° de publication : 35247 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5D5400010**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDT décline, sur le département, les politiques publiques portées par le MTECT le MASA, le MI.

Description du poste et description des missions

Le service compte 27 agents. Le service comprend une mission Contrôle et deux unités . Il assure l'instruction des aides agricoles, la gestion/coordination des contrôles associés, la mise en œuvre des aides conjoncturelles agricoles. Il veille à :
-la protection de la nature et à la préservation de la biodiversité
-l'application de la réglementation (nature, chasse, forêt, contrôle des structures, baux ruraux, publicité),
-la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.
- assurer l'encadrement et le pilotage le service
- animer les chantiers relatifs au fonctionnement interne du service
- superviser globalement les différentes procédures et apporter son appui au responsable(s) d'unité(s)
- veiller à la coordination avec les autres services de la DDT et implacation du service à la MISEN
- assurer l'interface avec les représentants professionnels pour la mise en place et la gestion des dispositifs des politiques agricoles, rurales, forestières et relatives à la protection de la nature et à la publicité
- participer avec le comité de direction
- organiser et suivre les missions diligentées dans le cadre de contrôles communautaires ou nationaux et dans le cadre de missions d'expertise
- suivre les dossiers à enjeux
- représenter la DDT dans différentes instances (CRB, CDOA,CDCFS, CDPENAF)
- Piloter de la mise en œuvre des politiques agricoles, rurales et forestière
- cadre d'astreinte
Relations internes : Direction, Codir, MISEN, autres services
Relations externes : administration préfectorale, services déconcentrés (DRAAF, DREAL, DDT, DDPP, DDFIP, OFB, ONF), services centraux des ministères, DGALN, DGPE, ASP, FranceAgriMer, Chambre d'Agriculture et organisations professionnelles agricoles (élus et personnel technique), FDC 54, CD54, CRGEl, MSA, centre de gestion ADHEO, établissements bancaires

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Compétences techniques (PAC et de sa mise en œuvre, pratiques agricoles et du fonctionnement économique des exploitations) Compétences environnement Compétences transversales (encadrement, dialogue, analyse, synthèse, initiative,	Savoir écouter et gérer les conflits Qualités relationnelles (travailler en réseau avec des partenaires variés) Aisance pour communiquer en s'adaptant aux enjeux et aux interlocuteurs, Savoir négocier et convaincre Agir avec diplomatie et pédagogie Disponibilité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Emmanuel TIRTAINE, directeur, 03 80 91 40 41
Isabelle LOREAUX, directrice adjointe, 03 83 91 40 41
ddt-direction@meurthe-et-moselle.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Meurthe-et-Moselle
Service Agriculture Biodiversité Espace Rural (ABER)
Place des Ducs de Bar
CO 60025 - 54035 NANCY Cedex

Instructeur.rice aides PAC et contrôle structures - Référent aides couplées végétales et BCAE 7 et 8

N° de publication : 35248 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5D5400016**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDT décline, sur le département, les politiques portées par le MTECT, le MASA et le MI.

Le service ABER compte 27 agents.
Il assure l'instruction des aides agricoles (PAC), la gestion/coordination des contrôles associés, et la mise en œuvre des aides conjoncturelles agricoles.
Il veille à :
-la protection de la nature et à la préservation de la biodiversité (portage de la politique de l'Etat dans les instances de gouvernance, valorisation des données, définition des espaces naturels à protéger, contribution aux avis environnementaux sur les projets),
-l'application de la réglementation (nature, chasse, forêt, contrôle des structures, baux ruraux, publicité),
-la préservation des espaces agricoles, naturels et forestiers.

Plusieurs missions s'articulent avec la MISEN et la MICT. Le service coordonne également l'élaboration des avis de la DDT dans le cadre des procédures ICPE, DUP, Mines et Carrières. Plusieurs missions s'articulent avec la MISEN et la MICT.
Le service ABER comprend une mission Contrôle et deux unités : Aides et Structures Agricoles et Nature, Espace Rural Forêt.

Description du poste et description des missions

Le poste proposé est intégré à l'unité Aides et Structures Agricoles.
Les tâches doivent être exécutées dans le strict respect des instructions et modes opératoires diffusées par l'ASP et le MASA, en assurant la traçabilité des actions menées et le respect des délais.
Le gestionnaire assure en tant que référent la veille technique et documentaire, l'information de ses collègues, la planification et la conception des outils de suivi et de traçabilité, et l'instruction des demandes pour les dispositifs suivants :
- aides couplées végétales
- BCAE 7 Rotation des cultures et BCAE 8 Biodiversité
- Pacte haies, notamment projets de plantation de haies
Il participe aux groupes de travail et de coordination régionaux traitant de ces thématiques.

Il appuie en tant qu'instructeur les autres gestionnaires de l'unité et notamment le référent « ICHN» et le référent « aides couplées animales ».

Il contribue à l'organisation de la campagne Télépac, informe et assure l'appui aux exploitants (télédéclaration, suivi des dossiers,…).
Rattachée à l'unité Aides et Structures Agricoles
Management exercé sur le poste : encadrement éventuel de personnel d'appui temporaire
Relations internes et externes :
Relations internes : fonctionnement en équipe au sein de la mission, travail en relation étroite avec l'ensemble des agents du service
Relations externes : MASA, ASP, DRAAF, Conseil Régional, exploitants, homologues d'autres DDT, organisations professionnelles : Chambre d'agriculture, syndicats, coopératives...
Responsabilités tenant au poste ou au positionnement du titulaire : néant

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de l'environnement institutionnel, du monde agricole et ses enjeux économiques, sociaux et environnementaux, réglementation et procédures de la PAC Maîtrise des outils et logiciels spécifiques du domaine (Télépac/Isis/telecalam), connaissances scientifiques et techniques de base concernant les systèmes d'exploitation agricole et les filières	Autonomie, capacité d'analyse et de synthèse Aptitude à travailler en équipe Capacité à rendre compte Esprit méthodique, rigueur, précision Capacité d'adaptation, réactivité Qualité rédactionnelle

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Chef de service : M. MICHEL Fabrice - fabrice.michel@meurthe-et-moselle.gouv.fr - 03 83 91 40 20
Adjointe au chef de service : M.SPITZ Léo - leo.spitz@meurthe-et-moselle.gouv.fr - 03 83 91 40 22
Responsable de l'unité Aides et Structures Agricoles: Christophe COFFIGNY - christophe.coffigny@meurthe-et-moselle.gouv.fr - 03-83-91-40-54

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires de Moselle
Service Economie Rurale Agricole et Forestière
5 rue Hinzelin
57036 METZ CEDEX

Chargé.e de mission agriculture et environnement

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35249 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5D5700025**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le SERAF est un des 4 services de la DDT de la Moselle. Il met en oeuvre localement les politiques en faveur de l'agriculture, de la forêt, de la chasse et des captages.
Ce service compte 22 agents répartis dans trois unités :
• l’Unité Soutien aux Productions Agricoles Durables (USPAD)
• l’Unité Structures Installation et Modernisation des Exploitations Agricoles (USIMEA)
• l’Unité Forêt et Chasse
À ces trois équipes s’ajoutent trois chargés de mission.

Description du poste et description des missions

- Rédiger les avis sur les permis de construire et les documents d’urbanisme concernant le volet agricole
- Contribuer au pilotage stratégique de l’articulation entre agriculture et ENR
- Assurer la mise en œuvre des politiques relatives à la protection de la ressource en eau
- Participer aux contrôles conditionnalité du sous-domaine « environnement » et au suivi transversal des contrôles à la DDT (MISEN)
- Coordonner la communication interne et externe du SERAF

Télétravail possible
- Elaboration des avis du SERAF sur les demandes de permis de construire, les documents d'urbanisme, les projets, les études préalables agricoles
- Suivi des sujets émergents ENR (méthanisation, photovoltaïque)
- Mise en œuvre des programmes d’actions national et régional (PAN/PAR) sur les nitrates : Communication, appui réglementaire, plan de contrôles
- Accompagnement des démarches de protection de la ressource en eau vis-à-vis des pollutions diffuses (dont captages Grenelle et Conférence environnementale, captages dégradés du SDAGE)
- Mise en œuvre des contrôles aux agriculteurs au titre du sous-domine « environnement » de la conditionnalité des aides de la politique agricole commune (PAC)
- Mise en œuvre de la déclinaison locale des réglementations concernant les produits phytosanitaires (ZNT...)
- Communication au SERAF (lettre d'information aux agriculteurs)

En interne : autres agents du SERAF, Service Aménagement Biodiversité Eau (SABE), en particulier, animateur MISEN, SPE, NPN ; Secrétariat général : chargé.e de communication et webmestre
En externe : profession agricole : agriculteurs, OPA (CDA, syndicats professionnels, coopératives, etc.) ; services déconcentrés de l’État et établissements publics : AERM, ARS, DRAAF, DREAL, AFB
Collectivités te

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissances du monde agricole, du fonctionnement des collectivités territoriales et du contexte institutionnel des territoires - Connaissances de base en hydrogéologie et en agronomie - Connaissances de base SIG	- Capacité à travailler en équipe, à animer un réseau - Goût pour le management transversal, capacité à conduire des projets - Sens de la pédagogie - Autonomie, rigueur et esprit d’initiative - Qualités d’expressions orale et écrite

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Mme Anne GAUTIER, cheffe de service
Tel : 03.87.34.34.62
mail : anne.gautier@moselle.gouv.fr

sgc-rh@moselle.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale des territoires des Vosges
22 à 26 avenue Dutac
88000 EPINAL

Chef.fe de bureau des aides directes

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35250 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5D8800007**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction départementale des territoires des Vosges est basée à Épinal, ville de moyenne importance, située dans un écrin forestier, très bien équipée en infrastructures publiques dans les domaines de la culture.
Forte de 140 agents, la DDT intervient, sous l'autorité du préfet de département dans les différents champs des politiques publiques portées par les ministères de l'écologie, de l'agriculture et de l'intérieur (volet sécurité routière).

Description du poste et description des missions

Travailler avec le chef de service et son adjoint
Piloter et coordonner les activités et missions du bureau
Manager le bureau
Apporter expertises techniques et règlementaires
Préparer l'année de travail :
- Elaborer le planning prévisionnel des activités
- Proposer la répartition de la charge de travail entre les agents en fonction de leurs fiches de poste, de leurs compétences et de leurs motivations
- Recruter et former les vacataires,

Suivre l'avancement du travail :
- Suivre l'avancement du traitement des dossiers (saisie, instruction, mise à contrôle…) et le respect des objectifs et des échéances
- Suivre la consommation des droits à engager et les mises en paiement
- Contrôler le travail réalisé par les gestionnaires (contrôles de second niveau)
- Contrôler le travail réalisé par les vacataires

Coordonner et ajuster l'organisation du travail :
- Coordonner et prioriser les activités des différents agents du bureau
- Proposer des ajustements dans l'organisation et les méthodes de travail si besoin
- En cas d'absence prolongée du gestionnaire, assurer temporairement le traitement du dispositif puis proposer une nouvelle organisation.

- Management de l'équipe: cohésion, convivialité, suppléance et permanences
-Contribution à la rédaction de notes
- Réaliser les entretiens individuels
Positionnement hiérarchique : Sous la responsabilité du chef de service et de son adjoint

Relations avec les partenaires :

Interne : DDT/DRAAF/autres DDT/MAA

Externe : DDCSPP / agriculteurs / propriétaires forestiers / syndicats agricoles et forestiers / Chambre d'agriculture / ONF / organismes de la forêt privée / coopératives forestières / communes forestières / CER / collectivités territoriales, pays… / organismes payeurs / organismes de contrôle / autres acteurs du développement local,

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Savoir s'adapter rapidement à un environnement évolutif Savoir gérer les priorités Pratiquer le travail en équipe et organiser le travail partenarial Savoir manipuler des tableurs et des bases de données Maîtriser les logiciels dédiés Maîtriser les techniques de négociation et d'animation de réunion avec divers types d'interlocuteurs Communiquer et diffuser l'information grâce à des moyens adaptés aux différents publics	Économiques, scientifiques et techniques de base en agronomie et environnement Réglementation et procédures concernant la politique agricole Monde agricole et rural et ses enjeux économiques, sociaux et environnementaux Organisation institutionnelle sur le territoire Jurisprudence du domaine Traitement de données, notamment géographiques

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui

- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Chef der service: Isabelle ANNESSER, isabelle.annesser@vosges.gouv.fr Directeur : Laurent MARCOS , laurent.marcos@vosges.gouv.fr En savoir plus sur la DDT : www.ddt88.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Auvergne-Rhône-Alpes
16B, rue Aimé Rudel – BP 45 – 63370 LEMPDES
165, rue Garibaldi - CS 83858 - 69401 LYON CEDEX 03

Service régional de l'économie agricole (SREA)

Poste à pourvoir sur le site de Lempdes ou de Lyon

Chargé.e de mission "renouvellement des générations en agriculture"

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35251 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5R6300270**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DRAAF (240 agents) est le service déconcentré du MASA, chargé du pilotage régional des politiques publiques du ministère et des moyens associés.
Le poste est rattaché au SREA auprès de la cheffe de service et la cheffe de pôle, mais assure une mission transversale pour l'ensemble des services de la DRAAF, et en particulier un lien avec les SRFD et SRAL.
Le chargé de mission, référent de la DRAAF sur le renouvellement des générations en agriculture et l'attractivité des métiers, assure la mise en œuvre des dispositions prévues par le PACTE et la Loi d'Orientation (dont le guichet France-Services-Agriculture), la coordination des OPA sur les dispositifs d'accompagnement à l'installation - transmission et le suivi budgétaire.
Son action sera coordonnée avec la mise en œuvre du projet "ACTIFE" : accompagner les transitions et l'installation dans le massif central par la formation en élevage » avec le SRFD et avec le SRAL sur les projets d'installation dans le cadre des Plans alimentaires territoriaux.
Une attention particulière au lien avec les Ets d'enseignement agricole sera nécessaire.
Il sera également en charge du suivi des mesures de la transition écologique en lien avec l'installation.
En lien avec la cheffe de pôle, il sera amené à assurer sa suppléance
sur les sujets Foncier (contrôle des structures, SAFER) ou sur le suivi des OPA.

Description du poste et description des missions

Les objectifs sont :
• Mettre en place au niveau régional les politiques en faveur de l'installation et notamment les suites du PACTE/LOAA (guichets France Service Agriculture),
• Assurer le lien avec l'enseignement agricole, pour le projet « ACTIFE »
• Suivre et coordonner certaines mesures de la planification écologique dont le fonds « Entrepreneurs du vivant » et la mise en œuvre des prêts garantis par l'État
• Assurer la cohérence des dispositifs régionaux (FEADER, AITA) et animer le réseau des DDT et des structures d'accompagnement, pour une meilleure lisibilité
• Mettre en valeur les bonnes idées et actions expérimentales entreprises dans les territoires pour leur déploiement, pour envisager leur duplication
Référent Renouvellement des générations de la DRAAF :
• Référent pour la mise en œuvre du PACTE/LOAA en lien avec les DDT, le conseil régional et la chambre régionale d'agriculture au niveau local
• Animation du réseau des structures accompagnatrices, en lien avec le SRFD et le référent Emploi sur le sujet de l'attractivité des métiers
• En lien avec le SRFD, participation aux travaux de mise en œuvre du projet « accompagner les transitions et l'installation dans le massif central par la formation en élevage »
• En lien avec le SRAL, participation aux travaux du réseau des PAT sur le sujet de l'installation-transmission
• Mise en valeur des bonnes pratiques et accompagnements des initiatives locales le cas échéant.

Suivi des dispositifs d'aide à la transmission :
- Organisation et participation aux travaux de réflexion sur la mise en place des guichets France Service Agriculture, des appels à candidatures des structures accompagnatrices, de leur labellisation. Suivi budgétaire.
- suivre et le cas échéant organiser la mise en œuvre et le fonctionnement du fonds pour la souveraineté et les transitions, du fonds « Entrepreneurs du vivant » et du dispositif des prêts garantis.
- organiser la rénovation du dispositif AITA en lien avec les nouveaux dispositifs de la LOAA et les dispositifs régionaux, assurer le suivi des projets
- organisation avec le conseil régional et la chambre régionale d'agriculture du Comité régional à l'installation-transmission
- élaboration de supports de communication avec des partenaires.

Le chargé de mission assurera le lien avec les DDT, le Conseil Régional et la Chambre régionale d'agriculture en premier lieu, pour une action claire, coordonnée et lisible pour les porteurs de projets d'installation en agriculture.
Il participera par ailleurs à la démarche transversale "Emploi" dans les secteurs agricole et agroalimentaire, avec une approche territoriale des actions et des partenariats (DREETS, conseil régional et autres collectivités locales, Pôle Emploi, OCAPIAT, chambre régionale d'agriculture, instituts techniques, organisations professionnelles, groupements d'employeurs, etc).

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des politiques et du cadre réglementaire en vigueur Connaissance des acteurs agricoles, forestiers et environnementaux et analyse des jeux d' acteurs Travail en transversalité et en mode projet Animation de réseaux, de groupes de travail	Animation Capacité à négocier et à argumenter Qualités relationnelles Maîtrise des outils de suivi (tableaux de bord, etc)

Aptitude à la concertation et à la négociation Production d'écrits (notes, documents de vulgarisation, ...)	

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Management :** non • **Logé :** non •

Personnes à contacter
. Delphine PICARD, cheffe du SREA delphine.picard@agriculture.gouv.fr 04 73 42 15 01 Christelle WALKER, cheffe du pôle foncier christelle.walker@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de la Réunion
Service de l'alimentation - Pôle inspection aux frontières et santé végétale
Enceinte portuaire Port/Est - 97420 le Port

Inspecteur.trice en poste frontalier

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35255 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6O7400103**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La Réunion est un DROM doté d'une activité économique active où la production agricole représente près de la moitié de celle de l'outre-mer française. Dans ce cadre, la DAAF, service déconcentré du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, participe à la mise en œuvre des politiques publiques relevant de son champ de compétences sous l'autorité du préfet. Elle dispose pour cela de 130 agents répartis sur 6 sites. Au service alimentation (SALIM), le pôle inspection aux frontières et santé végétale (PIFSV) répond aux enjeux forts de l'île de La Réunion dans son champ de compétences. Il compte 13 agents répartis sur 2 unités, dont l'unité inspection aux frontières (SIVEP) qui compte 9 agents présents sur 3 sites. Sous l'autorité du responsable de pôle, le/la titulaire du poste aura pour mission la réalisation de contrôles et sera amené(e) a travailler en réseau avec un champs relationnel important et varié.

Description du poste et description des missions

Les inspecteurs des postes de contrôles frontaliers de La Réunion - Port (SIVEP) réalisent des contrôles aux frontières, selon les principes suivants:
- contrôles documentaire, d'identité et physique des envois de denrées animales et d'origine animale, en provenance directe des pays tiers à l'Union européenne
- contrôles documentaire, d'identité et physique des envois de végétaux et produits végétaux, quelle que soit leur provenance (sur la base d'un arrêté préfectoral spécifique du 30/09/2011)

L'inspecteur réalise ses inspections conformément à la fiche de fonction nationale dans les domaines suivants :

Domaine i1
Import : produits d''origine animale
Contrôles documentaire, d'identité et physique sur les envois en provenance de pays tiers
Domaine i2
Import : végétaux, produits végétaux et autres objets
Contrôles documentaires, d'identité et physique sur les envois de toutes provenances

Domaine e1 : inspection documentaire
Export : produits animaux & animaux vivants (certification sanitaire à l''exportation)
accueil, information, secrétariat et enregistrement des certificats export sur le site du port.
Domaine e2 - Export : lot(s) de végétaux, produits végétaux et autres objets (certification sanitaire à l''exportation)
CHAMP RELATIONNEL
- les agents des sites SIVEP (PCF) et les autres agents du PIFSV et du SALIM,
- le chef des PCF et les autres vétérinaires officiels (validation DSCE, CS)
- le SIVEP national et les experts nationaux import vétérinaire et phytosanitaire
- chef du SALIM et son adjoint,
- les autres services de la DAAF
- les douanes
- les autres services de l''État en lien avec son domaine de compétence

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise de l'architecture réglementaire UE dans les domaines import et export. Maitrise du code rural et de la pêche maritime Maitrise des procédures administratives et pénales, Connaissance approfondie du domaine des contrôles import	Capacité à décider et proposer Capacité d'organisation, réactivité Capacité à anticiper et prendre des initiatives Maitrise rédactionnelle et esprit de synthèse Disponibilité, rigueur, réactivité et discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Géraldine Cloquemin, chef du service de l'alimentation
Tel : 06 92 68 69 08 // courriel : geraldine.cloquemin@agriculture.gouv.fr
Aymeric Lecouffe, cheffe du pôle inspection aux frontières et santé végétale
Tél : 02.62.33.36.64 // courriel : aymeric.lecouffe@agriculture.gouv.fr

Nous vous invitons à consulter les conditions spécifiques à l'outremer sur le livret OUTREMER consultable sur l'intranet MASA/RH/RAPS/Présentation générale

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection
des populations des Bouches du Rhône

22 Rue Borde- Hôtel des finances du Prado - 13285 Marseille cedex 8
Service vétérinaires

Gestionnaire de certification à l'exportation
Gestionnaire des habilitations sanitaires

Responsable budgétaire et comptable

N° de publication : 35256 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D1300051**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

L’agent est rattaché au service Santé Protection Animales et Environnement (SPAE).
Poste varié inter-services, travail en équipe.
Missions principales, comptables et budgétaires, au bénéfice des trois services vétérinaires de la DDPP: principalement SPAE, service Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) et Service des Inspections Frontalières (SIF). La gestion de la certification à l’exportation relève du SIF.
Le service SPAE compte 1 cheffe de service et son adjoint, 9 inspecteurs, et 1 secrétaire.
Le SIF compte 1 chef de service et son adjointe, 5 inspecteurs et 1 secrétaire
Le service SSA compte 1 cheffe de service et son adjointe, 13 inspecteurs et 1 secrétaire
Département plutôt d’élevage extensif (bovins sauvages, ovins transhumants, nombreux équidés).
Importante activité d’exportation par voie maritime de produits d’origine animale, liée à la présence dans le département de nombreuses plateformes logistiques.

Description du poste et description des missions

- Assurer la gestion budgétaire et comptable des BOP métier (BOP 206 principalement).
- Participer à la gestion et à l’instruction documentaire des demandes de certification de produits à l’export vers les pays tiers en appui de l’équipe du SIF qui reçoit 3000 demandes/an.
- Assurer la gestion des habilitations des vétérinaires sanitaires travaillant dans le département.

Gestionnaire BOP métier :
- Assurer le suivi des crédits programmés, alerter si besoin.
- Produire les états utiles à la gestion des BOP métier.
- Fournir les éléments du dialogue de gestion, travaux de fin de gestion et d’inventaire.
- Alimenter les enquêtes budgétaires.
- Tracer les actes liés aux décisions financières (conventions, contrats, marchés).
- Elaborer les tableaux pluriannuels de gestion immobilière.

Gestionnaire de certification à l’exportation au sein d’une unité de trois personnes du service des inspections frontalières :
- Enregistrer les demandes de certification à l’export des produits d’origine animale.
- Instruire les demandes.
- Proposer les certificats sanitaires à la signature des vétérinaires officiels.
- Transmettre les certificats à l’exportation signés aux demandeurs.
- Organiser et suivre les inspections physiques des lots exportés en lien avec les techniciens du service.

Gestionnaire des habilitations sanitaires :
- Instruire les demandes des vétérinaires sanitaires
- Actualiser la base SIGAL
- Produire les arrêtés préfectoraux d’habilitation sanitaire

Services DDPP (SPAE, SSA, SIF) – DRAAF – Autres DD(ETS)PP de la région – DGAL – CGF – Laboratoires – Exportateurs – Vétérinaires.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des logiciels spécifiques (Chorus Formulaire, Chorus, Expadon, Expadon2, SIGAL) et tableurs. Connaissance des procédures comptables, chaîne de la dépense et des recettes. Réglementation sanitaire et procédures administratives, en particulier de certification à l’export.	Travailler en équipe et en réseau. Produire des synthèses et analyses. Savoir répondre aux échéances. Mettre en œuvre la réglementation et les procédures encadrant la certification à l’export des produits d’origine animale. Adaptabilité, polyvalence, rigueur. Réactivité, notamment en période de crise. Capacité rédactionnelle.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non

-

Personnes à contacter
M. Yves ZELLMEYER, directeur : Téléphone : 04.91.17.95.95 – yves.zellmeyer@bouches-du-rhone.gouv.fr Mme Benoîte LETAVERNIER, cheffe du service santé et protection animales - environnement : Téléphone : 04.91.17.97.68 – benoite.letavernier@bouches-du-rhone.gouv.fr M. Olivier GARCIN, chef du service des inspections frontalières : Téléphone : 04.65.38.88.65 – olivier.garcin@bouches-du-rhone.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations d'Ille-et-Vilaine
Service Vétérinaire - Santé Protection Animales
15, avenue de Cucillé- 35000 RENNES

Inspecteur.trice en filière avicole

N° de publication : 35257 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D3500238**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Les missions de la Direction Départementale de la Protection des Populations en santé et protection animales est chargé principalement du contrôle de l'état sanitaire des animaux et de leur bien-être, de la surveillance des maladies animales, et de la certification sanitaire à l'exportation

Description du poste et description des missions

Préparation à la gestion de crise en filière avicole
Une partie des missions de ce poste sera réalisée au profit de la DDPP du Morbihan.
• Participation à la préparation d'une gestion de crise : équipes, matériels, outils informatiques, procédures, formations…
• Participation au développement d'outils et des modalités d'organisation du service et des différentes missions liées à la crise en filière avicole (gestion des suspicions, des chantiers d'abattage, des chantiers de décontamination, levées de zones, suivi des autorisations, indemnisations…)
• Participation au développement d'outils de gestion de documents technico-administratifs et financiers
• Participation à la mise à jour du Plan d'intervention Sanitaire d'Urgence
• Mise à jour des bases de données, notamment en terme de géoréférencement des exploitations
• Contrôle en élevage des mesures de surveillance et de prévention
• Contrôle en élevage des mesures de repeuplement

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance de l'organisation administrative Une connaissance des productions animales avicoles serait un atout Compétences informatiques	Contact et capacités d'écoute Capacités d'analyses Réactivité, Créativité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Sophie THOMAS, cheffe du service Tel : 02.99.59.89.58
Email : sophie.thomas@ille-et-vilaine.gouv.fr
Sabine WESSEL-ROBERT- Gaëlle BOUCHON Adjointes à la cheffe du service
Tel : 02.99.59.89.43 - 02.99.59.89.67
Email : sabine.wessel-robert@ille-et-vilaine.gouv.fr, gaelle.bouchon@ille-et-vilaine.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Loire
Service environnement et prévention des risques
Immeuble « Le Continental » 10rue Claudius Buard
CS 40272 42 014 St Etienne cedex 2

Inspecteur.trice installations classées pour la protection de l'environnement et sécurité des aliments

N° de publication : 35258 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A6D4200133**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de la Loire comprend une centaine d’agents répartis sur 7 sites.
Le service environnement et prévention des risques forme une équipe de 8 personnes.
Sur le volet environnement, le service assure le rôle de guichet unique ICPE et instruit également les dossiers ICPE des domaines agricole et agroalimentaire.
Le service a également en charge le volet sanitaire des crises environnementales (pollution PCB, cyanobactéries, contamination liée à l’activité minière)
Sur le volet prévention des risques le service gère en particulier les Établissements Recevant du Public (ERP) et les différents plans d'intervention relatifs aux risques.

Description du poste et description des missions

- Inspecteur des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. (ICPE) dans le domaine de l'élevage principalement et de la méthanisation. (50%)
- Suivi des établissements utilisant des sous-produits animaux (mutualisé au régional), suivi de l’agrément des méthaniseurs, suivi de la filière alimentation animale (40%)
- Suivi des dossiers liés aux crises environnementales avec valence sanitaire mobilisant des actions à conduire pour le compte des services SSA et ou SPA (10%)
- Suivi des installations classées pour la protection de l'environnement du secteur agricole :
• instruction des dossiers des demandes d'autorisation, d'enregistrement
• inspection des installations en fonction de la classe de risque
• suivi des plaintes, suivi des auto-contrôles
- Suivi des dossiers liés aux crises environnementales : information des agriculteurs, réalisation d’enquêtes épidémiologiques, plans de contrôle et plans d’assainissement…
- Suivi des thématiques sanitaire et environnementale transversales spécifiques au département : ex sites et sols pollués en lien avec la DGAL et l’ANSES.
- instruction des demandes d’autorisation et des dossiers d’agrément sanitaire
- inspections dans le domaine de l’alimentation animale, des sous produits et de la méthanisation et réalisation de PSPC dans ses secteurs d’activité.
Toutes autres missions confiées par la direction, pouvant inclure à titre exceptionnel des remplacements en abattoir selon la compétence de l’agent
Partenaires extérieurs : Services centraux et départementaux du MTES et du MAA (DDT, UD DREAL), préfecture, IAA et leurs conseils.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances réglementaires dans les domaines visés. Connaissance du secteur agricole (tutorat et formation prévus)	Aptitude au travail en équipe. Autonomie, autorité naturelle et responsabilité Capacité d'écoute et de synthèse

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Gérald GACHET, chef du service environnement et prévention des risques - Tel : 04 77 43 53 06 - Port : 06 78 28 59 07 - mail : gerald.gachet@loire.gouv.fr
Odile PRACCA, adjointe au chef de service. - Tel : 04 77 43 38 44 - mail : odile.pracca@loire.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Loire
Service sécurité sanitaire des aliments
Immeuble « Le Continental » 10 rue Claudius Buard
CS 40272 42014 St Etienne cedex 2

Chargé.e de mission exportation et inspecteur.trice établissements agréés

N° de publication : 35259 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A6D4200130**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de la Loire comprend 107 agents sur 7 sites. Le service « Sécurité sanitaire des Aliments» comprend 13 agents techniques, 1 agents administratifs,43 inspecteurs dans les 5 abattoirs de boucherie. Ce service est dirigé par 1 chef de service secondé par 2 adjointes.

Description du poste et description des missions

Sous l’autorité directe du chef de service il réalise l’instruction des dossiers de demande d’agrément exportation et apporte un appui technique et réglementaire dans le domaine de l’exportation pays tiers pour le service SSA. Le candidat sera vétérinaire certificateur pour l’export de denrées alimentaire et également d’animaux vivants en appui au service santé et protection animales.
Réaliser l’inspection sanitaire dans les établissements agréés CE de transformation, en secteurs viande et lait.
Participer lors des situations tendues à l’inspection vétérinaire en abattoir
Réalisation de l’instruction des dossiers agréments à l’exportation (EXPADON, EXPADON II, TRACES)
Suivi technico-administratif des établissements avec traitement administratif des inspections et renseignement de la base de données RESYTAL dans le cadre de la programmation annuelle,
Gestion des TIAC et alertes sanitaires.
Toutes autres missions confiées par la direction
Sous l’autorité du chef de service
Relations avec l’ensemble des agents du service SSA et avec les agents des services de la DDPP.
Relations avec les professionnels et acteurs des différentes filières notamment Chambre d’Agriculture et autres administrations.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire souhaité Connaissances réglementaires dans les domaines visés Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques (logiciels bureautiques, messagerie, SIGAL, RESYTAL) Permis B	Capacité relationnelle, sens du travail en équipe Rigueur dans l’exécution des tâches. Sens du service public, renseignement du public. Capacité à rendre compte d’une inspection et de toute situation

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Pierre CABRIDENC, directeur départemental de la protection des populations de la Loire par intérim - Tel : 04 77 81 85 01 - mail pierre.cabridenc@loire.gouv.fr
Frédéric BONNET, Chef de service SSA - Tel : 04 77 43 38 40 - mail frederic.bonnet@loire.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Loire
Services sécurité sanitaire des aliments
Immeuble « Le Continental » 10rue Claudius Buard
CS 40272 42 014 St Etienne cedex 2

Inspecteur.trice en sécurité sanitaire des aliments

N° de publication : 35260 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D4200029**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de la Loire comprend 107 agents sur 7 sites. Le service « Sécurité sanitaire des Aliments» comprend 13 agents techniques,1 agents administratifs,43 inspecteurs dans les 5 abattoirs de boucherie. Ce service est dirigé par 1 chef de service secondé par 2 adjointes.

Description du poste et description des missions

Dans le secteur, de la restauration collective et des productions végétales, (ces missions peuvent évoluer en fonction du profil du candidat):
• Réaliser des inspections sanitaires,
• Proposer une adaptation des méthodes d’inspection et des suites
• S’assurer des suites administratives et/pénales mises en œuvre
• Traitement administratif des inspections et renseignement des bases de données (RESYTAL, etc..).
• Mise en place de la programmation en collaboration avec le chef de service
Assurer une veille réglementaire
· Préparer et organiser des contrôles
· Réaliser des contrôles : contrôles documentaires, notamment du plan de maîtrise sanitaire, et physiques des établissements
· Mettre en œuvre des techniques d'inspection qui permettent de vérifier l'existence et la pertinence de l'analyse des risques faite par le professionnel et les autocontrôles qu'il a mis en place pour les maîtriser et utiliser une grille d'inspection
· Rédiger des rapports d'inspection, procès-verbaux, réaliser des enregistrements et statistiques
· Instruire et mettre à jour des dossiers administratifs : dossiers d'agrément...
· Donner des renseignements téléphoniques, conseiller, gérer les plaintes
- gestion des TIAC et alertes
- En cas de nécessité de service, le titulaire du poste peut être amené à occuper d'autres fonctions ou missions
En fonction du profil du candidat des remplacements en abattoir pourront être demandés
Sous l’autorité du chef de service
Relations avec l’ensemble des agents du service SSA et avec les agents des services de la DDPP.
Relations avec les professionnels et acteurs des différentes filières notamment Chambre d’Agriculture et autres administrations.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances réglementaires dans les domaines visés Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques (logiciels bureautiques, messagerie, SIGAL, RESYTAL) Permis B	Aptitude au travail en équipe Expérience du contrôle sur site Autonomie, autorité naturelle et responsabilité Faire preuve de pédagogie, de fermeté et de diplomatie Capacité à rendre compte d’une inspection et de toute situation de contrôle Aptitude à la synthèse et capacités rédactionnelles

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Pierre CABRIDENC, directeur départemental de la protection des populations de la Loire par intérim - Tel : 04 77 81 85 01 - mail pierre.cabridenc@loire.gouv.fr
Frédéric BONNET, Chef de service SSA - Tel : 04 77 43 38 40 - mail frederic.bonnet@loire.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de la Loire
Service sécurité sanitaire des aliments
Immeuble « Le Continental » 10 rue Claudius Buard
CS 40272 42 014 St Etienne cedex 2

Inspecteur.trice en SSA

N° de publication : 35261 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D4200032**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de la Loire comprend 107 agents sur 7 sites. Le service « Sécurité sanitaire des Aliments» comprend 13 agents techniques,1 agents administratifs,43 inspecteurs dans les 5 abattoirs de boucherie. Ce service est dirigé par 1 chef de service secondé par 2 adjointes.

Description du poste et description des missions

Dans le secteur des entreprises agréées viande, des entrepôts, de l'alimentation animale et des sous-produits et de la méthanisation (ces missions peuvent évoluer en fonction du profil du candidat):
• Réaliser des inspections sanitaires,
• Proposer une adaptation des méthodes d'inspection et des suites
• S'assurer des suites administratives et/pénales mises en œuvre
• Traitement administratif des inspections et renseignement des bases de données (RESYTAL, etc..).
• Mise en place de la programmation en collaboration avec le chef de service
Assurer une veille réglementaire
· Préparer et organiser des contrôles
· Réaliser des contrôles : contrôles documentaires, notamment du plan de maîtrise sanitaire, et physiques des établissements
· Mettre en œuvre des techniques d'inspection qui permettent de vérifier l'existence et la pertinence de l'analyse des risques faite par le professionnel et les autocontrôles qu'il a mis en place pour les maîtriser et utiliser une grille d'inspection
· Rédiger des rapports d'inspection, procès verbaux, réaliser des enregistrements et statistiques
· Instruire et mettre à jour des dossiers administratifs : dossiers d'agrément...
· Donner des renseignements téléphoniques, conseiller, gérer les plaintes
- gestion des TIAC et alertes
- En cas de nécessité de service, le titulaire du poste peut être amené à occuper d'autres fonctions ou missions notamment remplacement en abattoir
Sous l'autorité du chef de service
Relations avec l'ensemble des agents du service SSA et avec les agents des services de la DDPP.
Relations avec les professionnels et acteurs des différentes filières notamment conseil départemental et élus, Chambre d'Agriculture et autres administrations.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances réglementaires dans les domaines visés Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques (logiciels bureautiques, messagerie, SIGAL, RESYTAL) Permis B	Aptitude au travail en équipe Expérience du contrôle sur site Autonomie, autorité naturelle et responsabilité Faire preuve de pédagogie, de fermeté et de diplomatie Capacité à rendre compte d'une inspection et de toute situation de contrôle Aptitude à la synthèse et capacités rédactionnelles

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Pierre CABRIDENC, directeur départemental de la protection des populations de la Loire - Tel : 04 77 43 53 01 - mail pierre.cabridenc@loire.gouv.fr
Frédéric BONNET, Chef de service SSA - Tel : 04 77 43 38 40 - mail frederic.bonnet@loire.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de l'Essonne
Service sécurité sanitaire des aliments
Boulevard de France- Gorges Pompidou
TSA 81104 91010 Evry Courcouronnes

Inspecteur.trice en SSA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35262 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D9100036**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de l'Essonne compte 60 agents.
Le service de sécurité sanitaire des aliments comprend 9 agents.
Le poste est situé à Evry Courcouronnes

Description du poste et description des missions

Contrôles officiels dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments sur le département de l'Essonne
Inspections d'établissements ou d'unité de production (agréés ou non agréés), d'établissements ou d'unités en restauration collective ou en remise directe.
Rédaction des rapports et proposition de suites appropriées (administratives et pénales).
Instruction des demandes d'autorisationset/ou d'agrément.
Gestion de suspicions de TIAC, d'alertes sanitaires et de plaintes.
Réalisation de prélèvements dans le cadre des plans de surveillance et plans de contrôle (PSPC).
Instruction de demandes de certification pour l'exportation de produits.
Sous l'autorité du chef de service
Autres administrations ou collectivités : DGAL, DRIAAF IDF, ARS-DD91, Conseil départemental, mairies, services de police et gendarmerie…
Professionnels du secteur alimentaire, laboratoires d'analyses, organisations professionnelles.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances techniques et juridiques de base. Maîtrise des méthodes d'inspection, des outils métiers (Resytal notamment) Pratique des outils bureautiques. Permis voiture	Rigueur et organisation Aptitude au travail en équipe et en réseau Méthodologie et rigueur pour la réalisation des inspections Bonne qualité relationnelle, sens du dialogue et qualités pédagogiques Qualités rédactionnelles Autonomie, réactivité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** 29224€ brut min/an
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Diplômes de niveau bac +2

Personnes à contacter

Céline GERSTER, directrice
Tél. : 01 69 87 31 38 - mail : celine.gerster@essonne.gouv.fr
Catherine MERCIER, directrice adjointe
Tél : 01 69 87 31 33 -mail : catherine.mercier@essonne.gouv.fr
Laurent GENET, chef du service
Tél : 01 69 87 31 24 – mail : laurent.genet@essonne.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la protection des populations de l’Essonne
Service sécurité sanitaire des aliments
Boulevard de France- Gorges Pompidou
TSA 81104 91010 Evry Courcouronnes

Inspecteur.trice SSA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35263 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A6D9100043**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDPP de l’Essonne compte 60 agents.
Le service de sécurité sanitaire des aliments comprend 13 agents.
Le poste est situé à Evry Courcouronnes

Description du poste et description des missions

Contrôles officiels dans le domaine de la sécurité sanitaire des aliments sur le département de l’Essonne .
Gestion des alertes alimentaires.
Certification à l'export
Coordination de la gestion des alertes :Toxi-infection alimentaire collective, alertes sanitaires .
Participation à la gestion des suites de la délégation.
Inspections d’établissements ou d’unité de production (agréés ou non agréés), d’établissements ou d’unités en restauration collective ou en remise directe.
Rédaction des rapports et proposition de suites appropriées (administratives et pénales). Instruction des demandes d’autorisations.et/ou d’agrément
Réalisation de prélèvements dans le cadre des TIAC et des plans de surveillance et plans de contrôle (PSPC).
Instruction de demandes de certification pour l’exportation de produits
Sous l’autorité du chef de service
Autres administrations ou collectivités : DGAL, DRIAAF IDF, ARS-DD91, Conseil départemental, mairies, services de police et gendarmerie…
Professionnels du secteur alimentaire, laboratoires d’analyses, organisations professionnelles.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire souhaité Connaissances techniques et juridiques de base. Maîtrise des méthodes d’inspection, des outils métiers (Resytal notamment) Pratique des outils bureautiques. Permis B voiture	Rigueur et organisation, Aptitude au travail en équipe et en réseau. Méthodologie et rigueur pour la réalisation des inspections. Bonne qualité relationnelle, sens du dialogue et qualités pédagogiques. Qualités rédactionnelles Autonomie, réactivité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** 33948 €brut min/an
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Céline GERSTER, directrice
Tél. : 01 69 87 31 38 - mail : celine.gerster@essonne.gouv.fr
Catherine MERCIER, directrice adjointe
Tél : 01 69 87 31 33 -mail : catherine.mercier@essonne.gouv.fr
Laurent GENET, chef du service
Tél : 01 69 87 31 24 – mail : laurent.genet@essonne.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de l'Allier
Service Santé, Protection des Animaux et de l'Environnement
20 rue Aristide Briand
CS 60042 - 03402 YZEURE Cedex

Inspecteur.trice SPAE

N° de publication : 35264 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D0300034**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDETSPP de l’Allier emploie 131 agents dont 60 dans le secteur de la santé publique vétérinaire. Le département de l’Allier est un département rural avec la 1ère surface agricole utile de la région AURA. Il compte notamment plus de 6000 élevages d’animaux de rente dont près de 3000 élevages bovins, mais toutes les filières y sont malgré tout représentées, les filières avicoles et porcines en particulier.
Le service SPAE est composé de 13 agents : un chef de service et une adjointe, 10 techniciens et 1 adjoint technique.

Description du poste et description des missions

En lien avec les autres agents du service, l’agent viendra renforcer l’équipe SPAE dans les domaines d’intervention listés ci-dessous.
L’agent interviendra dans les principaux domaines d’intervention suivants : filière petits ruminants (domaine santé et protection animales et gestion des foyers et alertes), centres de rassemblement agréés, ESST (gestion des suspicions et foyers), contrôles au titre de la conditionnalité des aides, plans d’urgence (participation aux entraînements/exercices).
Dans les domaines cités ci-dessus, l’agent étudie et met en œuvre les réglementations et ordres de service, prépare et réalise les inspections sur site et prélèvements programmés, propose les suites aux inspections, instruit et met à jour les dossiers administratifs, participe aux réunions internes et externes, informe les administrés.
Sous l’autorité directe du chef de service SPAE, l’agent sera amené à travailler en collaboration avec d’autres services de la DDETSPP – DDT – DGAL – DRAAF – GDS - chambre d’agriculture – vétérinaires – laboratoires – professionnels – usagers, etc.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des réglementations spécifiques et des techniques d’inspection Connaissances juridiques générales Maîtrise des outils informatiques bureautiques et métiers (SIGAL, RESYTAL).	Savoir et apprécier de travailler en équipe, Capacité d’adaptation, réactivité et disponibilité Savoir rédiger Faire preuve de pédagogie, de fermeté et de diplomatie. Confidentialité et indépendance

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Vincent SPONY, Chef de service SPAE, Tél : 04 70 48 36 40, Mail : vincent.spony@allier.gouv.fr
Dominique LANCELOT-GUILHEN, Adjointe au chef de service, Tél : 04 70 48 36 31, Mail : dominique.lancelot-guilhen@allier.gouv.fr
Nathalie GRIFFET, Référente de proximité SGC, Tél : 04 70 48 35 02, Mail : nathalie.griffet@allier.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
DDETSPP du Cher
6, place de la pyrotechnie - 18000 BOURGES

Vétérinaire inspecteur, adjoint chef service

N° de publication : 35265 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A6D1800035**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le Cher est un département rural avec une agriculture diversifiée de grandes cultures et d'élevages et des activités de transformation alimentaire fermière, artisanale ou industrielle variées.
La DDETSPP service de 75 agents, exerce les missions vétérinaires relatives à la qualité et sécurité sanitaire de l'alimentation. Le service comprend 3 vétérinaires officiels et 7 techniciens, notamment au sein de 2 abattoirs.

Description du poste et description des missions

Superviser le fonctionnement des deux services vétérinaires d'inspection (SVI)
Contribuer au pilotage du service avec le chef de service Participer à l'inspection vétérinaire au sein de l'abattoir de Blancafort
Développer la compétence technique des équipes
Mettre en oeuvre la politique des suites administratives et pénales prévue au code rural et de la pêche maritime en lien avec le Procureur
Préparer la réponse opérationnelle en cas de crises/alertes
Signature des certificats d'export
Superviser l'organisation des deux SVI, organiser les remplacements
Contribuer à l'inspection à titre de vétérinaire officiel de l'abattoir de volailles de Blancafort en équipe avec le 2e vétérinaire inspecteur
Organiser les signatures (exports) du service, y compris pendant les congés
Développer les compétences techniques et juridiques et renforcer la politique des suites
Apporter un appui au chef de service pour le pilotage des missions
Contribuer au respect du référentiel Assurance Qualité
Contribuer au traitement des situations difficiles et alertes et notamment en gestion de crise
Assumer les astreintes de direction
Etablissements d'abattage, industries agro-alimentaires, opérateurs privés et publics de restauration collective, laboratoires d’analyses, délégation départementale de l’Agence régionale de Santé, services des autres DDETSPP, DRAAF, Direction générale de l’alimentation, Procureur

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire exigé Connaissances réglementaires et techniques dans les domaines du service Suites administratives et pénales dans les domaines concernées Organisation des administrations en département	Manager une équipe Piloter un plan d'activités Prioriser Gérer une crise et une alerte/ réactivité Rendre compte Réaliser des contrôles avec neutralité, objectivité, bienveillance et fermeté

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Philippe FONDRILLON, directeur-adjoint 02.36.78.37.01
Mél : philippe.fondrillon@cher.gouv.fr
Alix BARBOUX, directrice 02.36.78.37.00
Mél : alix.barboux@cher.gouv.fr
Service de gestion des ressources humaines
Mél : sgc-rh@cher.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Cher

6, place de la pyrotechnie - 18000 BOURGES
18013 BOURGES

Chargé.e d'inspection

N° de publication : 35266 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D1800030**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le Cher est un département rural avec une agriculture diversifiée de grandes cultures et d'élevages et des activités de transformation alimentaire fermière, artisanale ou industrielle variées. La DDETSPP service de 75 agents, exerce les missions vétérinaires relatives à la qualité et sécurité sanitaire de l'alimentation. Le service comprend 3 vétérinaires officiels et 7 techniciens, notamment au sein de 2 abattoirs.
Le poste est rattaché au SQSA.

Description du poste et description des missions

Chargé(e) d'inspection en abattoir et remise directe
Suivi et mises à jour des établissements et demandes
Inspections et contrôles en abattoir : (80 %)
Abattoir de Saint-Amand-Montrond
Inspection ante mortem et post mortem des animaux de boucherie,
Inspection sanitaire des conditions de fonctionnement,
Contrôle des animaux sous laissez-passer,
Contrôle identification à l’abattoir,
Contrôle du bien-être des animaux du déchargement à la mise à mort ; mise en œuvre des inspections du transport des animaux vivants au déchargement des animaux
Mise en œuvre du contrôle interne en protection animale
Relevés des écarts, non-conformités et infractions, renseignement des cahiers de liaison, et si nécessaire rédaction de procès-verbaux,
Signalement et propositions de suites aux vétérinaires sanitaires et chef.ffe de service
- Inspection itinérante des établissements dans le secteur de Saint-Amand-Montrond et notamment : bouchers-charcutiers, traiteurs, poissonniers etc.(20 %)
- Réalisation des prélèvements plans de surveillance et plans de contrôles (PSPC) à l'abattoir et en remise directe
Supérieur hiérarchique : chef de service
Vétérinaire pour l'abatttoir
Échanges d'informations, coordination, travail en commun avec les agents des services SQSA et SPAE notamment
Relations avec les exploitants des abattoirs et leurs salariés, transporteurs d'animaux, professionnels du secteur, laboratoires d'analyse, autres services des DDETSPP

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances juridiques générales, (droit administratif et pénal) Connaissance de la réglementation Connaissance du MASA Connaissance des logiciels professionnels Maîtrise de la bureautique Connaissance du milieu agricole et des filières animale	Qualités relationnelles Ponctualité : adaptabilité aux horaires Rigueur Autonomie, polyvalence, réactivité, aptitude à rendre compte Allier pédagogie et fermeté dans des relations professionnelles avec l'abattoir pour rappeler les règles.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Philippe FONDRILLON, directeur-adjoint 02.36.78.37.01
Mél : philippe.fondrillon@cher.gouv.fr
Alix BARBOUX, directrice 02.36.78.37.00
Mél : alix.barboux@cher.gouv.fr
Service de gestion des ressources humaines
Mél : sgc-ddi-gap@cher.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations du Doubs
5 voie Gisèle Halimi - BP 91705
25043 BESANCON CEDEX

Responsable qualité local et inspecteur ICPE

N° de publication : 35267 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A6D2500074**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-7	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDETSPP25 est un service interministériel de 112 agents dont 40 dépendent du ministère de l'agriculture.
Au sein du service Santé et Protection animale et Environnement , dans le cadre du Pôle protection des populations qui comporte trois services:
- Le service Santé Protection Animale et Environnement
- Le service Sécurité Sanitaire des Aliments
- Le service Concurrence, consommation et Répression des Fraudes (CCRF)

Poste au siège sous l'autorité du chef de service SPAE et de son adjointe

Description du poste et description des missions

Poste 50% responsable qualité local et 50% inspecteur des ICPE
- responsable qualité local: Animer la démarche qualité au sein de la structure et veiller à la bonne appropriation des outils auprès des agents.
- inspecteur des ICPE: assurer l'inspection des Installations classées dans les domaines des élevages, de l'agro-alimentaire et de l'équarrissage et des établissements détenteurs de faune sauvage captive
- Responsable qualité local:
Appui à la direction dans la mise en oeuvre du management par la qualité : revue de direction, suivi des plans d'action, suivi des audits.
Assiste l'équipe de direction dans la mie en oeuvre de l'analyse de risque dans le cadre de la programmation locale des audits.
Assure le suivi des dysfonctionnements de la structure (réclamations, recours, dysfonctionnement..), et participe à leur gestion (identification, analyse des cause, mise en place d'actions spécifiques)
Gère le système documentaire: veille, actualisation..)
Assure la correspondance de l'animation qualité avec le niveau régional et les auditeurs
Responsable qualité dans le cadre de la démarche DGAL: pilotage et animation de processus à faire évoluer et vivre au niveau des services techniques.
Suivi des affectations opérationnelles (GAO) et saisie des indicateurs

- Inspecteur ICPE:
Assure l'inspection des IC dans les élevages, l'agro-alimentaire et l'équarrissage
Assure l'instruction de dossiers de demandes d'autorisation, d'enregistrement, de modification, de prescriptions et de dérogation
Assure l'inspection des établissements de faune sauvage captive, et l'instruction des dossiers
Rédige les arrêtés préfectoraux (prescriptions, sanctions administratives) et procès verbaux (police judiciaire)
Représentation du service en comité technique
- Responsable qualité:
Relation avec les équipes de direction de le service RH du SGCD
DGAL

-Inspecteur ICPE
Ensemble des services de la DDETSPP
Administrés, service régional de l'alimentation à la DRAAF, la DDT, DREAL , parque , gendarmerie, préfecture , OFB

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Responsable qualité local: Démarches processus Normes NF EN ISO 9000:2015 (principes et vocabulaire) et 9001:2015 (exigences) Système de management par la qualité Déroulé de l'audit Connaissance de l'organisation interne des DDETSPP et du dialogue de gestion BOP 206 -Inspecteur ICPE Environnement institutionnel et partenaires Filière agricole, réglementations spécifiques Techniques de contrôle, d'enquêtes et d'audit: SIGAL, BDNI, TRACES, RESYTAL, QJIS, procédures juridiques générales Qualité DGAL	Aptitude à la communication et à l'écoute, au travail en équipe , à la rédaction Rigueur, organisation, méthode Esprit de synthèse Maitrise des logiciels GAO, RESYTAL, DEDAL et bureautiques (suites microsoft, office et open office)

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** entre 2661€ et 2662 € brut/mensuel
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
François BREZARD, chef du service santé protection animale et environnement / tel: 03 39 59 59 23 mail: francois.brezard@doubs.gouv.fr Catherine RENARD, adjointe au chef du service santé protection animale et environnement / tel: 03 39 59 59 15 mail: catherine.renard@doubs.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l’emploi, du travail et des solidarités
et de la protection des populations de la Haute-Corse
Immeuble Bella Vista
CS 60011
20288 BASTIA Cedex

Chargé.e d'inspection ICPE

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35268 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A6D2B00047**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le poste est basé à Bastia ou Ajaccio au sein des DDETSPP, pôle protection des populations, service vétérinaire et phytosanitaire.

L'inspecteur ICPE exerce ses missions sur les deux départements de Corse. Il relève de l'autorité hiérarchique de la DDETSPP de Haute-Corse.

Description du poste et description des missions

Garantir l’application de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) dans les élevages et les industries agroalimentaires, dans un objectif de protection des personnes, de la santé publique et de l'environnement.
L'inspecteur ICPE bénéficie de l’appui du CRIC (correspondant régional des installations classées de la région PACA-CORSE) et de la DREAL de Corse.
Missions principales :
- Assurer l'inspection des ICPE agricoles et agroalimentaires (hors viticulture) sur les deux départements selon le programme d'inspection prédéfini,
- Instruire les demandes d'autorisation, d’enregistrement, actualiser les dossiers existants,
- Gérer les plaintes et les suites administratives et/ou pénales en cas d’infraction (pollutions,nuisances),
- Représenter la DDETSPP notamment au CODERST et participer à la MISEN,
- Assurer le reporting des actions ICPE auprès des autres agents du service pour faciliter le lien sur les dossiers.

Autres services de l'Etat en Corse (DREAL, Préfecture, DDT…)
Établissements publics (OFB)
Chambres consulaires, élus, professionnels.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Expérience en ICPE ou à défaut nécessité de suivre la formation spécifique Maîtrise des outils bureautiques Droit administratif et pénal appliqué	Sens de l’analyse Communication en situation de contrôle Autonomie et réactivité Rigueur

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter

M. HAVET Pierre, directeur départemental adjoint DDETSPP2B
Tel : 04 20 06 72 05
Mail : pierre.havet@haute-corse.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations du Jura
Abattoir de PERRIGNY - 1295 Rue de la Lieme - 39570 Perrigny

Inspecteur.trice en abattoir

N° de publication : 35269 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D3900003**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDETSPP du Jura est composée de 70 agents.
Le service CCRF- Sécurité Sanitaire de l'Alimentation compte 5 TSMA affectés au siège et 4 TSMA affectés en abattoir. Il est composé également de contrôleurs et d'inspecteurs CCRF.
Le Jura compte 2 abattoirs : l'un à Perrigny multi-espèces à dominante bovine / porcine d'une capacité annuelle de 6000 tonnes, l'autre à Equevillon multi-espèces à dominante équine d'une capacité de 1600 tonnes.

Description du poste et description des missions

Inspection permanente en abattoir d'animaux de boucherie à l'abattoir de Perrigny (poste basé à l'abattoir de Perrigny)
Inspection permanente en abattoir d'animaux de boucherie à l'abattoir d'Equevillon - Route de Pontarlier (en remplacement de l'inspecteur en poste)
• Assurer l'inspection des animaux vivants, des produits et sous produits :
◦ inspection ante-mortem
◦ inspection post-mortem
• Assurer l'inspection de l'abattoir et le contrôle des conditions hygiéniques de fonctionnement, et notamment du plan de maîtrise sanitaire.
• S'assurer du respect des règles de protection animale.
• Contrôle des véhicules de transport d'animaux vivants
• Réaliser les inspections thématiques selon la programmation et les inspections coordonnées nationales. Établir les rapports d'inspection correspondants.
• Renseigner les registres liés au fonctionnement du service d'inspection, et autres documents établis dans le cadre de l'assurance qualité. Fournir les renseignements nécessaires à l'établissement des divers bilans d'activité.
• Réalisation des prélèvements officiels en abattoir (PSPC, trichines…)
• Prendre connaissance de la réglementation et des notes de service
• Participation en cas de besoin à des activités relevant de la sécurité sanitaire alimentaire / hors abattoir d'affectation.
Poste placé sous l'autorité de la cheffe du service CCRF-SSA, et de son adjoint, chargé des abattoirs.
Gestionnaire de l'abattoir, vétérinaires chargés de l'inspection en abattoir, professionnels et particuliers utilisateurs de l'abattoir.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Anatomo-pathologie et motifs de consignes Connaissances des méthodes et outils d'inspection Maîtrise des réglementations afférentes Maîtrise des principaux logiciels de bureautique et des logiciels métiers.	Pratique régulière de l'inspection Aptitudes au travail en équipe, bonne capacité relationnelle Rigueur et autonomie dans le travail Savoir rédiger Capacité à anticiper

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** selon expérience
  A partir de 2225 e brut/mois
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

me Marie-Astrid PHILIPPART, cheffe du service CCRF-SSA, Tél : 0363558360, marie-astrid.philippart@jura.gouv.fr
M. Nicolas REVERSAT, chef de service adjoint CCRF-SSA, Tél : 0363558370, : nicolas.reversat@jura.gouv.fr
Envoi des candidatures à : sgc-rh-recrutement@jura.gouv.fr

Ce poste est ouvert aux fonctionnaires et aux contractuels.
Le recrutement d'un contractuel est fondé sur l'article L 332.2 du CGFP

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations de la Haute-Marne
Service Sanitaire de l'Alimentation
89 rue du Commandant Hugueny - 52000 CHAUMONT

Adjoint.e au chef du service sécurité sanitaire de l'alimentation

N° de publication : 35270 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A6D5200024**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La DDETSPP de la Haute-Marne est chargée des politiques territoriales. Elle est composée de trois pôles : « Inclusion, Insertion et Solidarités », « Travail, Consommation et Entreprises » et « Services Vétérinaires ». Le pôle « Services Vétérinaires » est composé de deux services : « Santé, Protection Animale et Environnement » et « Santé Sécurité de l’Alimentation». Au sein du service « SSA », 9 agents exercent leurs missions.

Description du poste et description des missions

Co-pilotage et organisation du service SSA
- Animation, pilotage et encadrement de l’équipe d’inspecteurs
- Programmation des contrôles et inspections
- Implication dans les démarches qualités DGAl (type ISO 9000)
- Référent technique dans les champs de compétences du service
- Réalisation, supervision et évaluation des inspections de l’établissement à effectuer à l’abattoir de Chaumont
- Participation et organisation des inspections-produits à l’abattoir de Chaumont : ante-mortem (état de santé, identification, propreté, statut sanitaire des élevages de provenance, protection animale) et post-mortem (saisie)
- Supervision des découpes sanitaires
- Instruction et suivi du Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS) de l’abattoir en lien avec les techniciens.
- participation à la continuité de service et astreintes
- traitement rapproché des dossiers les plus complexes et à enjeux
- En lien avec la cheffe de service et le directeur de la DDETSPP ou des directeurs adjoints
- Travail en lien direct avec les autres agents du service, les administrations de l’Etat et les autres partenaires

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance de l’environnement institutionnel, du droit administratif, du droit pénal, - Connaissance de la réglementation communautaire et du droit de l’alimentation	- Maîtriser la méthodologie du contrôle et de l'inspection - Disponibilité, sens de l’écoute et du dialogue

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** oui
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

- M. Ameur MAMMERI – Chef de Service
Tel : 03.52.09.56.36– // courriel : ameur.mammeri@haute-marne.gouv.fr
- Fabienne LOGEROT - Directrice Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations
Mel : fabienne.logerot@haute-marne.gouv.fr - Tél : 03 52 09 56 00

Pour les contractuels , envoyer CV et lettre de motivation à la structure par mail : ddetspp@haute-marne.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Mayenne
Abattoir SOCOPA Viandes – route de Voutré – 53600 EVRON

Chargé.e d'inspection en abattoir

N° de publication : 35271 **Référence du poste : A6D5300130** **Catégorie : B**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 36 mois
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien sanitaire et de sécurité sanitaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La Mayenne est l'un des premiers départements agricoles et agroalimentaires français, avec un important cheptel bovin , et des secteurs industriels très développés, en particulier au niveau des industries laitières, de porcs et de volaille.
Evron est une ville dynamique, bien desservie par les transports en commun (train), avec une vie culturelle riche.
La DDETSPP 53 compte 126 agents répartis dans divers services, le service QSA comprend 50 d'agents dont 40 dans les services vétérinaires d'inspection (SVI) en abattoirs.
L'équipe des services vétérinaires de SOCOPA est composée de 2 vétérinaires et de 15 techniciens .
L'établissement SOCOPA assure l'abattage de porcs charcutiers (115 000 tonnes avec un prévisionnel de 143 000 tonnes en 2024, avec une cadence de 685 PC/h). Il fonctionne du lundi au vendredi avec un démarrage de l'activité à 06h00.
L'établissement comporte également des ateliers annexés, atelier de découpe (115 426T), de préparations de viande (1 291T), de produits à base de viande (1 318T), d'un entrepôt de stockage (20 587T) avec de nombreuses exportations .
Possibilité de prendre les repas sur place à tarifs avantageux.

Description du poste et description des missions

Garantir la salubrité des denrées et protéger le consommateur, s'assurer du respect de la bientraitance animale.
Inspection principalement sur l'établissement d'abattage SOCOPA
Inspection d'ateliers agro-alimentaires, atelier découpe, produits à base de viande, entrepôts congélation annexés .
Au sein d'un pool de 2 vétérinaires et de 15 techniciens, vous réaliserez des vérifications des conditions d'abattage et de protection animale, inspection des animaux vivants, visuelle des viandes. Vous aurez également des missions d'inspection dans le domaine sécurité sanitaire des aliments.
Vous participerez à la réalisation de prélèvements dans le cadre des plans de contrôles et de surveillance(PSPC) et d'analyses obligatoires (trichine, PPC).

L'organisation du travail sur chaîne est composée à l'heure actuelle de :
* 3 postes d'inspections IPM1 que vous effectuez en rotation sur une même journée (devant, dos des carcasses et abats) avec un agent supplémentaire qui donne des pauses d'une demi-heure 3 fois dans la matinée, 1 fois dans l'après-midi :
horaires 6h15 jusqu'à 15h30- 16h30 en une à deux équipes
* 1 poste en IPM2 avec 2 agents qui se relaient
* 1 poste en IAM
Vous tournerez sur ces postes d'inspection dans la semaine.
Vous effectuerez également des journées d'inspection des ateliers et PSPC selon votre appétence (transports, process, PMS..)
Collègues et cadres des autres secteurs et du siège de la DDETSPP.
Opérateurs, responsables de production et qualité des abattoirs et ateliers.
Eleveurs, vétérinaires praticiens, laboratoires d'analyses.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Inspection des viandes en abattoir et des ateliers annexes à l'abattoir . Maîtrise ou connaissance des systèmes d'information métier. Appropriation de la démarche qualité. Débutants acceptés, formation et tutorat sur poste assurés	Bonne qualité relationnelle, sens du travail en équipe, bonne communication Autonomie, rigueur et ponctualité Dynamisme et prise d'initiatives Pratique des méthodes d'inspection appréciée

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** 2165 € brut
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

Isabelle SCIMIA
Chef du service vétérinaire Qualité et sécurité alimentaire – DDETSPP 53
Tél : 02-43-49-55-92 / courriel : isabelle.scimia@mayenne.gouv.fr

Virginie SOULAN
Adjointe au chef de service QSA de la DDETSPP
Tél : 02-43-49-55-53 / courriel : virginie.soulan@mayenne.gouv.fr
copie : sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr

copie : ddetspp-direction@mayenne.gouv.fr
sgc-rh-maa-mss@mayenne.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations des Vosges
4, avenue du Rose Poirier - 88000 EPINAL
Direction

Responsable Qualité local

N° de publication : 35272	**Référence du poste : A6D8800046**
Catégorie : A1	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 1 an
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le poste est basé à la direction départementale, il est rattaché à la direction qui comprend un directeur et deux directeurs-adjoints
La structure comprend 97 agents répartis sur 4 sites dont 3 abattoirs.

Description du poste et description des missions

Exercer une mission d'appui au pilotage auprès de la direction
Assurer un appui technique et organisationnel à l'équipe de direction.
Fonctions de chargée de communication interne et externe (lettre d'infos DDETSPP, Intranet,...)
Responsable qualité local
Déclinaison et suivi des deux démarches qualité
Appui dans le cadre de la démarche de management par la qualité et sensibilisation des agents (cf. fiche de fonction RQL)
Gestionnaire GAO
Contrôleur de gestion du BOP 206
Participation au volet contrôle de gestion y compris ressources humaines
Suivi et renseignement des indicateurs MASA sur NOMADE III
Préparation et participation au dialogue de gestion.
Missions d’appui à la direction et aux services :
Direction : CODIR, réunion des pôles PP et PSE, mission ORSEC, bilan et indicateurs d’activité des services, action interministérielle en interne
PAE : Appui technique aux agents du service
RESYTAL : Administrateur délégué et gestionnaire ressources
Animation et coordination des réunions de pôle Protection des Populations
Appui à la gestion opérationnelle des urgences : mise à jour des outils, appui technique le cas échéant.
Communication : mise à jour des documents sur l’intranet DDETSPP et sur IDE Préfecture
Equipe de directeur (directeur et adjoint), CODIR DDETSPP, Préfecture, SGCD
Directions régionales (DRAFF, DREETS Pôle C)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances techniques : RESYTAL - GAO Bureautique	Autonomie et esprit d'initiative Qualités relationnelles et d’écoute, disponibilité Adaptabilité et réactivité Ordre et rigueur Qualités relationnelles

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Diplômes de niveau bac +2

Personnes à contacter

Yann NEGRO - Directeur départemental
Tél : 03 29 68 48 00 - Mail : yann.negro@vosges.gouv.fr
Valérie BIGENHO-POET, directrice adjointe
Tél : 03 29 69 48 01 - Mail : valerie.bigenho-poet@vosges.gouv.fr
sgc-brh-ddetspp@vosges.gouv.fr - Hélène BOMONT

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la protection des populations des Vosges
Service Productions Animales et Environnement
Siège : 4, avenue du Rose Poirier - 88050 EPINAL
SIte d'affectation : Abattoir Elivia- Rue de Bourgogne - 88500 DOMVALLIER

Inspecteur.trice en abattoir

N° de publication : 35273 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A6D8800030**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Technicien : spécialité vétérinaire et alimentaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La structure comprend 90 agents répartis sur 4 sites dont 3 abattoirs.
Le poste est basé à la DDETSPP des Vosges au sein du service d'inspection de l'abattoir de Mirecourt-Domvallier

Description du poste et description des missions

Mise en oeuvre du processus Inspection produit en abattoir.
- Réaliser les inspections ante et post-mortem et les tâches administratives associées
- Mise à jour des connaissances : veille réglementaire, suivi de formations, réunions.
- Gestion, ciblage et réalisation des PSPC
- Participation au contrôle de l'établissement et suivi des non-conformités
- Préparation, réalisation et enregistrement des contrôles transport d'animaux vivants
- Remplacements dans les deux autres abattoirs

Sous l'autorité du vétérinaire officiel en abattoir, responsable de la mission du suivi des abattoirs
Relations avec les personnels (abatteurs) et la direction de l'exploitant de l'abattoir
Relations avec les agriculteurs et les transporteurs (apporteurs)
Relations avec l'ensemble des agents de la DDETSPP

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Ordre et rigueur dans l'exécution des tâches - Autonomie et esprit d'initiative - Adaptabilité et réactivité	- Maîtriser la méthodologie de l'inspection produits - Qualités relationnelles - Travail en équipe - Capacité de synthèse et d'analyse

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

HANNACHI Abdesselam - chef du service `Production animales et environnement`
Tél. : 03.29.68.48.15 - Mail : abdesselam.hannachi@vosges.gouv.fr
ROZO Jean - responsable du suivi des abattoirs
Tél. : 03.29.38.29.33 ou 03.29.68.48.26 Mail : jean.rozo@vosges.gouv.fr
SGC-BRH
sgc-brh-ddetspp@vosges.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l’Alimentation, de l’Agriculture et de la Forêt de Bourgogne-Franche-Comté
Site de Dijon
4 bis rue Hoche - 21078 Dijon
Service Régional de l’Alimentation
Pôle santé publique vétérinaire

CRAQ

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35274 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A6R2100031**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3.2
Attaché d'administration de l'état	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le Service Régional de l’Alimentation (SRAL) est une équipe d’une quarantaine d’agents qui mettent en œuvre, à l’échelle régionale, les politiques régaliennes (sécurité sanitaire dans les domaines végétal et animal) et incitatives (alimentation durable, réduction de l’emploi des pesticides et des antibiotiques) du ministère.. Au sein du SRAL, le pôle «santé publique vétérinaire » est chargé de la coordination et de l''animation des 8 DDetsPP. Il est constitué de 8 agents basés à Dijon.

Description du poste et description des missions

À l''interface entre l''administration centrale et ses services déconcentrés, le CRAQ (chargé de mission régional d'animation qualité) assure l''animation de la démarche de management par la qualité dans sa région et réalise des audits.
1.Animer la démarche de management par la qualité en région
1.1 Accompagner les directeurs dans la mise en oeuvre de la démarche de management par la qualité fondée sur une approche processus
1.2 Animer le réseau des responsables qualité locaux (organisation de réunions, partage ’information)
1.3 Organiser et/ou réaliser des actions de formation en matière de management par la qualité
1.4 Apporter son expertise dans la gestion des dysfonctionnements
2.Assurer la coordination et réaliser des audits
2.1 Appuyer les équipes de direction dans l'analyse de risque, la programmation et le suivi des audits
2.2 Réaliser des audits internes au sein des unités opérationnelles de sa région et dans d'autres régions dans le cadre d'échanges
2.3 Apporter, à la demande de la structure, son appui pour l’'élaboration et le suivi des plans d’'actions
2.4 Animer le réseau d'auditeurs au sein de la région et assurer ou coordonner la qualification de nouveaux auditeurs
3.Assurer l'iinterface qualité entre les niveaux national, régional et départemental
3.1 Assurer le lien descendant et ascendant entre le niveau national et les unités opérationnelles pour tout ce qui a trait à la démarche de management par la qualité
3.2 Participer en tant que de besoin au collège régional des directeurs et autres instances de pilotage
3.3 Contribuer à la préparation de l'entretien de dialogue de gestion et à son suivi
3.4 Participer au Réseau d'animation qualité (RESAQ) et contribuer à ses activités
DD(ETS)PP: Equipes de Direction et chefs de services, responsables qualité locaux
DGAL (Bureau de la qualité , de la performance et du pilotage des services)
Réseau des CRAQ

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de l'environnement institutionnel Connaissance de la démarche de la qualité par processus de la DGAL Maîtrise de la technique d'animation de réunions et de formation Maîtrise de la technique d'audit	Capacité à animer une équipe et à travailler en réseau Capacité d'adaptation à l’'évolution du poste et de son environnement Autonomie et esprit d’'initiative Capacité d’'anticipation et de gestion des priorités

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Sophie JACQUET, cheffe du SRAL
Tel : 03 39 59 40 97
Mail : sophie.jacquet@agriculture.gouv.fr

Martine LECHEVALLIER, cheffe du pôle santé publique vétérinaire
Tél : 03 39 59 40 77
Mail : martine.lechevallier@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Grand Est
Site de Châlons-en-Champagne
4, rue Dom Pierre Pérignon - 51037 Châlons-en-Champagne cedex
Service Régional de l'Alimentation/Pôle Coordination

COSIR

N° de publication : 35275 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A6R5100043**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Implantée sur les sites de Châlons-en-Champagne, Metz et Strasbourg, la DRAAF Grand Est regroupe 240 agents. Elle est structurée en 6 services métiers appuyés par un secrétariat général.
Domaines d'intervention : formation et développement, forêt et bois, économie agricole et agroalimentaire, information statistique et économique, alimentation. Enfin un centre de prestations comptables mutualisé assure le traitement des opérations comptables.

Description du poste et description des missions

Sous l’autorité de la cheffe de pôle coordination, et en collaboration avec le COSIR du site de Strasbourg, le COSIR localisé à Châlons-en-Champagne apporte son appui aux services d’'inspection sanitaire vétérinaire et phytosanitaire de la région pour la maîtrise et la bonne utilisation des systèmes d’'informations de la DGAL en région.
Le COSIR est le référent pour l’ensemble des aspects « métier » des systèmes d’'information de la DGAL.
Le COSIR, en collaboration avec son collègue :
Apporte son expertise aux 10 DDETSPP/DDPP et au SRAL dans la mise en place des actions nécessaires à l’intégration du système d’information dans le fonctionnement des structures, Assiste les directeurs et les cadres dans la mise en œuvre du système d’information de la DGAL pour l’application des ordres de service et des ordres de méthode
Travaille sur la qualité des données du SIA
Conduit l’animation, les actions de formation et d'assistance auprès de l’ensemble des agents, recense les difficultés et les besoins dans la mise en place des outils, les transmet au BAMOSIAL
Participe au réseau des COSIR et à des groupes de travail
Directeurs départementaux, chefs de service et agents des DDETSPP/DDPP du Grand-Est, agents SRAL, BAMOSIAL-DGAL, réseau des COSIR.
Le COSIR, basé à Chalons en Champagne, travaille en relation étroite avec le COSIR basé à STRASBOURG.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de l’ environnement institutionnel Compétences techniques et métiers nécessaires aux missions Connaissance du système d’'information de l’ alimentation et maitrise des applications Compétences en matière de formation	Animation d'équipe et conduite de projet Capacité d'adaptation Savoir travailler en réseau Autonomie Esprit d'initiative Capacité d'anticipation et gestion des priorités

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

M. Christian HAESSLER, chef du service régional de l’alimentation
Tel : 03 69 32 51 63 // Courriel : christian.haessler@agriculture.gouv.fr
Mme Amélie ARNOLD, cheffe du pôle coordination
Tel : 03 69 32 51 75 // Courriel : amelie.arnold@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction régionale de l’alimentation, de l’agriculture et de la forêt des Hauts de France
Site de Lille
Cité administrative – BP 505 - 59022 LILLE CEDEX
Service régional de l'alimentation

Adjoint.e chef de service

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35276 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A6R8000092**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3
Inspecteur de santé publique vétérinaire	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Les Hauts-de-France (6 M hab.) comptent 5 départements. L’agriculture régionale occupe 68% de la superficie régionale, est très diversifiée et se classe 3ème pour la valeur ajoutée. Son rôle économique, autant que social et environnemental, est fort. Le SRAL pilote les politiques de sécurité sanitaire et de qualité de l'alimentation au travers de 3 pôles et plusieurs missions spécifiques.

Description du poste et description des missions

1) Appuyer le chef de service pour organiser et animer le service, en particulier en veillant à la cohérence et la cohésion entre les 2 sites
2) Assurer le management de proximité sur le site de Lille.
3) Superviser plus spécifiquement, en interaction avec le CS, certains des pôles et missions du service (actuellement Santé des végétaux, PNA)
Le binôme chef de service et chef de service adjoint est chargé d'assurer:
- le pilotage régional du BOP 206 (moyens humains et budgétaires, avec le SG) ,
- l'élaboration/suivi du contrat d'objectifs et de performance annuel.
- le suivi de la programmation des contrôles et de la déclinaison des politiques incitatives ,
- l'élaboration de la stratégie sanitaire régionale, et l'animation des réseaux de partenaires ,
- la mise en œuvre du management par la qualité ,
- la communication interne et externe.

L'adjoint.e, pour les pôles et missions dont il supervise l'activité, est chargé d'accompagner, coordonner et prioriser l'activité des agents, notamment pour la conduite des actions stratégiques et/ou délicates.
Services internes DRAAF, DGAL, DDPP
Autres services de l'Etat et établissements publics : DREAL, DDT, DIRECCTE, ARS, Agence de l'eau
Réseau de partenaires : chambres d'agriculture, OVS,OVVT, laboratoires, organisations professionnelles agricoles, collectivités, associations

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Diplôme vétérinaire souhaité - Connaissances techniques - Connaissances réglementaires - Connaissances institutionnelles - Management par la qualité - Techniques de communication	- Autonomie, réactivité - Qualités relationnelles, négociation - Capacité d'organisation et de travail - Aptitude à l'anticipation - Adaptabilité

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Doctorat/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Michel GUILLOU - Directeur régional adjoint
michel.guillou@agriculture.gouv.fr
Amélie MATHIRON - Cheffe du service régional de l'alimentation par Interim
amelie.mathiron@agriculture.gouv.fr
06 66 24 92 40

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Mise à disposition ASMA Nationale

Gestionnaire d'action sociale Culture, Coupes sportives et Voile

N° de publication : 35295 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5ASM00010**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

L’ASMA Nationale est l’Association de l’Action Sociale, Culturelle, Sportive et de Loisirs du ministère en charge de l’agriculture. Elle organise et développe ses activités au bénéfice des agents actifs et retraités
du ministère en charge de l’Agriculture et de ses partenaires.

Description du poste et description des missions

Objectifs du poste pour les secteurs Culture, Coupes sportives et Voile :
- contribuer avec les Responsables de secteurs et les Commissions, à l'élaboration des prestations proposées aux bénéficiaires de l'ASMA Nationale
- traiter les dossiers d'inscriptions avec le logiciel métier et les paiements
- gérer les relations avec les bénéficiaires
- organiser les réunions des Commissions avec les Responsables de secteurs et apporter un appui à la prise de décisions
- prendre en charge l'organisation logistique des prestations.

Description des missions :
- Préparer les réunions de Commissions avec les responsables de secteurs, les dossiers, les documents et les comptes rendus
- Paramétrer les prestations dans le logiciel métier
- Saisir les inscriptions et informer les bénéficiaires des décisions des commissions
- Suivre les dossiers d'inscription jusqu'au paiement en lien avec le pôle Comptabilité
- Répondre aux questions des bénéficiaires
- Organiser la logistique des prestations : effectuer les réservations d'hébergement, de transport, de visites, de matériels, ...
- Assurer les relations avec les organisateurs de certaines prestations, les artistes, ...
- Ses missions nécessiteront des déplacements en France et à l'étranger.

Champ relationnel :
Interne Asma Nationale :
- Responsables de secteurs
- Trésorier
- Présidence
- Direction
- Pôle Comptabilité

Externe :
- Bénéficiaires de l'ASMA Nationale
- ASMA départementales
- Prestataires.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des outils bureautiques (LibreOffice, Windows) Connaissance souhaitée du logiciel métier Proweb sinon possibilité de formation Capacité rédactionnelle.	Rigueur, méthode et discrétion Capacité d’adaptation Sens du dialogue et des contacts Aptitude au travail en équipe Sens des responsabilités et autonomie.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

Fabienne ANDRÉ - Directrice de l'ASMA Nationale : 01 49 55 74 49
fabienne.andre@agriculture.gouv.fr
Jacqueline FAYOLLE - Responsable du Secteur Culture : 06 12 69 43 69
asma.fayolle@agriculture.gouv.fr
Vincent SALICHON - Responsable du Secteur Coupes sportives : 06 50 63 28 37
vincent.salichon@educagri.fr

Jean DELAMARE - Responsable du Secteur Voile : 06 58 28 50 17
asma.delamare@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’alimentation (DGAL)
Mission des urgences sanitaires (MUS)
251, rue de Vaugirard – 75732 PARIS Cedex 15

Chargé.e de mission Alertes alimentaires

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35296 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5DAL00023**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la Direction générale de l’ alimentation, la mission des urgences sanitaires est chargée de la préparation opérationnelle et de la gestion des alertes, urgences et crises sanitaires dans les domaines animal, végétal et alimentaire.

Description du poste et description des missions

Chargé(e) de mission au sein du pôle alimentaire de la Mission des urgences sanitaires
Alertes alimentaires (alimentation humaine et animale) : réception et traitement des signalements d’ alerte, en appui aux services déconcentrés de l’ Etat (coordination, apport d’ expertise en lien avec les bureaux métiers de la DGAL). Participation aux investigations dans le contexte de cas humains.
En fonction des actualités, notamment des évolutions réglementaires et infra-réglementaires, l’agent est susceptible de contribuer au portage de dossiers de moyen-long terme (par ex : modification de procédures de gestion des alertes, suites à donner aux contrôles, participation à des groupes de travail, actions de formation…).
Travail en réseau avec les services déconcentrés (Directions départementales en charge de la protection des populations, Directions régionales de l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt...), les bureaux sectoriels et la mission en charge de la communication de la Direction générale de l'alimentation (DGAL), la Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires, la Direction générale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes, la Direction générale de la Santé, Santé publique France, l’ANSES et les laboratoires de références, le réseau d’alerte européen (RASFF) et international (INFOSAN), les organisations professionnelles, le Conseil national de l'alimentation

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Formation scientifique supérieure appréciée Anglais : lu, parlé, écrit (niveau B1) Bureautique Une expérience en DD(ETS)PP/DAAF ou en SRAL est un atout	Aptitude à l’ analyse et à la synthèse. Aptitude au travail en équipe et en réseaux. Rigueur et méthode. Réactivité, bon sens et pragmatisme.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Sophie BELICHON – Cheffe de mission – 01 49 55 59 04 – sophie.belichon@agriculture.gouv.fr
Lorraine PUZIN - Adjointe à la Cheffe de mission / pôle alimentaire – 01 49 55 53 95 – lorraine.puzin@agriculture.gouv.fr
Sophie ANDRE adjointe à la Déléguée du soutien aux services- 01 49 55 58 19 sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'alimentation (DGAL)
Service des actions sanitaires (SAS)
Sous-direction de la sécurité sanitaire des aliments (SDSSA)
Bureau d'appui à la maîtrise des risques alimentaires (BAMRA)
251 rue de Vaugirard – 75732 Paris cedex 15

Chargé.e d'étude «coordination UE et international « paquet hygiène » Radioactivité - Référent Chlordécone

Chargé.e d'études «coordination UE et international" - Référent Chlordécone - Adjoint chef.fe de bureau

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35297	**Référence du poste : A5SAS00141**
Catégorie : A2	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Attaché d'administration de l'état	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4.1
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le BAMRA est chargé de la gestion transversale des risques alimentaires : risques microbiologiques, chimiques et physiques. Il assure un appui méthodologique et technique aux bureaux sectoriels de la SDSSA pour les activités d'inspection et définit notamment les orientations réglementaires et les axes de contrôle nationaux pour les différents domaines métiers de la SDSSA au regard de ces différents risques.

Description du poste et description des missions

Le titulaire du poste assure le portage des positions françaises aux groupes de travail ad hoc à Bruxelles, le suivi et la coordination des activités transversales relatives à la mise en œuvre du paquet hygiène ainsi que la participation aux actions de la DGAL en Europe et à l'international.
Il est chargé des risques liés à la radioactivité et assure le rôle de référent DGAL sur le dossier « Chlordécone » .
Le titulaire du poste assure la suppléance du chef de Bureau en tant qu'adjoint
Paquet Hygiène
- Suivi de la réglementation EU dans le GT «Paquet hygiène »
- Coordination de l'élaboration des textes nationaux pris en application du «Paquet hygiène »
- Rédaction des instructions techniques (agrément des établissements / simplification et flexibilité HACCP / plan de maîtrise sanitaire)
- Participation aux formations « Paquet Hygiène »
- Organisation de réunions FR / États Membres de l'UE
- Participation au CCFH du Codex alimentarius

Référent DGAL sur le dossier Chlordécone
- Coordination des actions relevant du champ d'actions de la DGAL
- participation aux COPIL, comités de suivi du PNAC4, etc.

Radioactivité
- Participation aux GT du CODIRPA sur la doctrine de l'Etat en matière de gestion post-accidentelle nucléaire
- Travail rédactionnel et d'exploitation des informations d'évaluation (IRSN), techniques (ACTA)
- Participation aux exercices (RETEX, valorisation,…)
- Intervention formation «Gestion post-accidentelle nucléaire du milieu agricole et de l'alimentation»

Contacts :
Administrations centrales : Bureaux de la DGAL, et en particulier de la SDSSA et de la SDEIGIR ; les autres ministères (DGCCRF, DGS, DGOM), les structures d'expertise et d'évaluation du risque (ANSES, AESA, ASN, IRSN et laboratoires), la Commission européenne, les administrations des autres États Membres.
Services déconcentrés : DD(ETS)PP, DRAAF, DAAF.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Maîtrise des outils informatiques. Fortes capacités rédactionnelles et de synthèse ; Maîtrise de l'anglais.	Bonnes qualités relationnelles ; Goût pour le travail en équipe ; Forte réactivité ; Force de proposition.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Vanessa HUMMEL-FOURRAT, sous-directrice de la sécurité sanitaire des aliments : vanessa.hummel-fourrat@agriculture.gouv.fr
Quentin GUYONNET-DUPERAT, adjoint au sous-directeur : quentin.guyonnet-duperat@agriculture.gouv.fr

Laurent NOËL, chef du BAMRA : laurent.noel@agriculture.gouv.fr
Sophie ANDRÉ, adjointe de la DSS : sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’alimentation (DGAL)
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l’international
Sous-direction de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques (SDATAA)
Bureau de l'appui aux politiques incitatives (BAPI)
251 rue de Vaugirard – 75732 Paris cedex 15

Adjoint.e chef de bureau Bureau de l'appui aux politiques incitatives

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35298 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SGI00105**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Attaché d'administration de l'état	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La sous-direction de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques est chargée de la définition des politiques publiques qui concourent, en accompagnant l’évolution des systèmes productifs dans une approche globale de la santé humaine, animale, végétale et environnementale, à une alimentation plus sûre, saine, durable et de qualité, accessible à tous. Elle assure le pilotage des plans nationaux qui déclinent ces politiques.

Description du poste et description des missions

Le bureau de l’'appui aux politiques incitatives assure le pilotage stratégique de la transition alimentaire et agroécologique, à travers une coordination sur des enjeux en lien avec la réglementation européenne, les aides d’'Etat, la commande publique, les différents plans interministériels touchant aux domaines des politiques incitatives de la direction, la production de données quantitatives et qualitatives, ainsi que la mobilisation de la recherche et de l'innovation.
L'adjoint(e) appuie le/la chef(fe) de bureau dans l'animation et l'organisation du travail de l'équipe, composée de 5 agents, et au besoin assure son intérim.

Outre la participation au management du bureau et le suivi transversal des dossiers, l'adjoint(e) assure un rôle de référent(e) sur l'ensemble des soutiens économiques qui peuvent être élaborés et déployés au service des politiques incitatives (alimentation, santé des végétaux, santé et bien-être animal).

A ce titre, le/la titulaire sera chargé(e) des missions et tâches suivantes :

- appui sur le suivi des dispositifs incitatifs mis en oeuvre dans le cadre de France 2030 ;

- appui aux bureaux de la sous-direction pour la conception de marchés publics, d'aides financières ou de dispositifs de nature fiscale ;

- appui à l'analyse et à la détermination du cadre des aides d’'État applicable à une aide financière et plus généralement au regard du droit de la concurrence ;

- appui sur le suivi et l'évolution du règlement (UE) n°1169/2011 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2011 concernant l'information des consommateurs sur les denrées (dit INCO).
Contacts :
Au sein de la DGAL : tous les bureaux
Au sein du MASA : DGPE, DGER, SG et les établissements ASP, FAM, ODEADOM
En externe : MTECT, MSP, SGPI, Direction des achats de l’'État, DGCCRF, DGFIP, DG Trésor
DRAAF et les DDI, parties prenantes

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissances des filières agricoles et de la réglementation sanitaire Analyse juridique Goût pour les questions de santé publique et d'environnement Intérêt pour les questions scientifiques Une connaissance technique dans le domaine des aides d’État, des marchés publics et de la fiscalité serait un plus	Capacité d’organisation Travail en autonomie Sens du travail collaboratif Esprit d'analyse et de synthèse

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Sophie PALIN, Sous-directrice de l'accompagnement des transitions alimentaires et agroécologiques - sophie.palin@agriculture.gouv.fr, tél : 01 45 55 54 52 Caroline CORNUAU, Sous-directrice adjointe - caroline.cornuau@agriculture.gouv.fr, tél : 01 45 55 42 09 Solène GUILLOTTEAU - Cheffe du BAPI - 01 49 55 84 95 - solene.guillotteau@agriculture.gouv.fr Sophie ANDRE adjointe à la Déléguée du soutien aux services -01 49 55 58 19 - sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale de l'Alimentation
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l’international
Sous-direction du pilotage des ressources et des services
Bureau d'Assistance à maîtrise d'ouvrage du système d'information de l'alimentation
251 Rue de Vaugirard 75732 PARIS CEDEX 15

Chef.fe de projet AMOA SINEMA Données

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35299 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SGI00158**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Attaché d'administration de l'état	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La Direction générale de l’alimentation (DGAL) veille à la sécurité et à la qualité des aliments à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, ainsi qu’à la santé et à la protection des animaux et des végétaux, en coordination avec les services de l’État en régions et départements et avec les différents acteurs concernés : professionnels du monde agricole, associations, consommateurs…
Elle met en œuvre, avec les services du ministre de l'économie et le ministre des solidarités et de la santé, la politique relative au contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Au sein de la DGAL, le BAMOSIAL assume l'assistance à Maitrise d'Ouvrage du Système d'Information de l'Alimentation (SIAL). A ce titre, il assure
- l’élaboration et la mise en œuvre des orientations stratégiques
- la conception urbanisée et modernisée des projets,
- le pilotage des réalisations,
- la conception et la réalisation des recettes,
- le suivi des déploiements et l’'accompagnement au changement,
- le maintien en conditions opérationnelles
- l'administration des données.

Le BAMOSIAL anime un réseau de correspondants régionaux (COSIR), en charge de la formation locale, de l'assistance de premier niveau et de relais avec les utilisateurs.

Description du poste et description des missions

Le projet SINEMA porte sur la traçabilité des mouvements des animaux. Il comprend différentes briques qui assurent la gestion des opérateurs, l'enregistrement des mouvements et la diffusion et la valorisation des données. Le projet a aussi des impacts importants sur le SIAL qui sont pris en charge par les équipes responsables de chacune des applications impactées.

Au sein d'une équipe constituée d'un directeur de projet et de plusieurs chefs de projet, le chef de projet données assure la conduite de projet sur le puits de données, les outils de diffusion et de valorisation. Il prend aussi en charge la reprise de données à partir des applications existantes.
Sous l'autorité du Directeur de Projet, le CP assure pour le chantier du puits de données et des outils de diffusion et de valorisation :

- en lien avec les bureaux métiers, l'animation de groupes utilisateurs, la rédaction de cahiers des charges fonctionnels, la production de maquettes;

- en lien avec le chef de projet MOE, le suivi du projet (planning, comité de projet, analyse des bugs et actions correctives, documentation...)

- en lien avec la cellule recette, la validation des cahiers de tests, le suivi de la recette ;

- en lien avec l'équipe BDNI et les différents délégataires, la préparation et la mise en œuvre de la reprise de données

- en lien avec la cellule Conduite du changement, l'assistance aux utilisateurs (en général de second niveau) et la communication sur le projet.

Il participe au pilotage du projet SINEMA : contribution aux stratégies transverses de recette et de déploiement, à l'analyse de risque, alimentation des tableaux de bord, préparation des différents comités de programme et de projet...

Il pourra être amené à suppléer le directeur de projet en cas d’'indisponibilité ou durant ses congés.
Contacts :
Bureaux métiers MOA de la DGAL, services déconcentrés et réseau des COSIR
Équipe Maîtrise d’œuvre et prestataires de service AMOA
Délégataires de la DGAL dont CDAF (Chambre d'Agriculture France) IFCE (Institut Français du Cheval et des Equins), ICAD (Identification des Carnivores Domestiques), etc.
Partenaires institutionnels et professionnels

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
La maîtrise des principes et méthodes de la conduite de projet est indispensable. Des connaissances sur les méthodes et les outils de l'informatique décisionnelle sont nécessaires.	- Savoir faire technique La maîtrise des outils bureautiques, collaboratifs et de conduite de projet est indispensable.

Des connaissances des principes d'urbanisation des systèmes d'information sont souhaitables. Des connaissances dans le domaine des activités agricoles ou agro-alimentaires seraient un plus.	- Savoir faire organisationnel Des capacités d'adaptation confirmées sont indispensables pour pouvoir - proposer des solutions, - assurer un suivi rigoureux - faire évoluer rapidement les dispositifs de pilotage pour répondre aux aléas et maintenir une bonne articulation entre les différents chantiers - Savoir faire relationnel La capacité à interagir avec conviction et diplomatie avec les multiples acteurs internes et externes est indispensable.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Romain RICHET chef de bureau BAMOSIAL
01 49 55 59 45 romain.richet@agriculture.gouv.fr

Pascale VACHEZ adjointe au chef de bureau BAMOSIAL
01 49 55 47 34 pascale.vachez@agriculture.gouv.fr

Sophie ANDRE adjointe à la Déléguée du soutien aux services-
01 49 55 58 19 sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale de l'Alimentation
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l’'international
Sous-direction du pilotage des ressources et des services
Bureau d'Assistance à maîtrise d'ouvrage du système d'information de l'alimentation
251 Rue de Vaugirard 75732 PARIS CEDEX 15

Chargé.e de mission Coordinateur de la Recette AMOA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35300 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SGI00159**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Attaché d'administration de l'état	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La Direction générale de l’alimentation (DGAL) veille à la sécurité et à la qualité des aliments à tous les niveaux de la chaîne alimentaire, ainsi qu’à la santé et à la protection des animaux et des végétaux, en coordination avec les services de l’État en régions et départements et avec les différents acteurs concernés : professionnels du monde agricole, associations, consommateurs…
Elle met en œuvre, avec les services du ministre de l'économie et le ministre des solidarités et de la santé, la politique relative au contrôle de la qualité et de la sécurité sanitaire des produits agricoles et alimentaires.

Au sein de la DGAL, le BAMOSIAL assume l'assistance à Maitrise d'Ouvrage du Système d'Information de l'Alimentation (SIAL). A ce titre, il assure
- l’élaboration et la mise en œuvre des orientations stratégiques
- la conception urbanisée et modernisée des projets,
- le pilotage des réalisations,
- la conception et la réalisation des recettes,
- le suivi des déploiements et l''accompagnement au changement,
- le maintien en conditions opérationnelles
- l'administration des données.

Le BAMOSIAL anime un réseau de correspondants régionaux (COSIR), en charge de la formation locale, de l'assistance de premier niveau et de relais avec les utilisateurs.

Description du poste et description des missions

Le Coordinateur de la Recette organise les travaux de validation des nouvelles applications et des maintenances applicatives en lien avec les directeurs de projet responsables des projets et des applications.

Il coordonne les activités de recette de l'élaboration des stratégies à la rédaction du bilan, et en rend compte.

Il pilote les prestations de Tierce Recette Applicative (TRA).

Il est en charge du cadre méthodologique de recette et participera notamment, en lien avec la MOE, à la mise en place de l'automatisation des tests de non régression.
Le coordinateur de la recette :

- élabore avec les directeurs de projet les stratégies de recette (objet, périmètre, ressources, RACI, risques...),

- planifie les activités de recette, estime les besoins en ressource et prépare les commandes de prestations associées,

- pilote les activités des prestataires de TRA, vérifie leurs livrables avant la validation des directeurs de projet,

- assiste les directeurs de projets dans l'organisation des recettes menées par les bureaux métiers, les utilisateurs de terrain et les gestionnaires des SI partenaires,

- assure le suivi des différentes phases de tests de la phase de lancement (mise à disposition des environnements...) jusqu'à l'établissement du bilan de recette,

- fait vivre le cadre méthodologique : respect et optimisation des process et modèles de document, mise en place d'un outillage (référentiel de cas de tests, gestion et suivi des campagnes, automatisation...).

Il peut être amené à participer à l'exécution des recettes les plus sensibles ou en cas de pic de charge imprévue.
Contacts :
Equipes projet et encadrement du BAMOSIAL
Bureaux métier de la DGAL, services déconcentrés et réseau des COSIRS
Équipes Maîtrise d’œuvre interne et externes
Prestataires de service AMOA
Partenaires institutionnels et professionnels

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire

La maîtrise de la conduite de projet et notamment des cycles de vie des projets est indispensable. La connaissance des méthodes et des outils de recette est nécessaire. Des connaissances sur le code des marchés publics seraient utiles Des connaissances dans le domaine des activités agricoles ou agro-alimentaires serait un plus.	- Savoir faire technique La maîtrise d'un outil de gestion des tests (Squash, Testlink...) et d'un outil collaboratif (type JIRA) est attendue. La connaissance et la pratique du requêtage SQL sont nécessaires et devront être acquises si besoin. La maîtrise des outils bureautiques et de conduite de projet est nécessaire. - Savoir faire relationnel Le coordinateur devra faire preuve de bonne capacités d'adaptation, être force de proposition et mettre en place un relationnel souple et efficace avec les parties prenantes.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Romain RICHET chef de bureau BAMOSIAL
01 49 55 59 45 romain.richet@agriculture.gouv.fr
Pascale VACHEZ adjointe au chef de bureau BAMOSIAL
01 49 55 47 34 pascale.vachez@agriculture.gouv.fr

Sophie ANDRE adjointe à la Déléguée du soutien aux services-
01 49 55 58 19 sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’alimentation (DGAL)
Service du pilotage de la performance sanitaire et de l’international (SPPSI)
Sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS)
Bureau du pilotage des emplois du programme « sécurité et qualité sanitaire de l’alimentation »
251 rue de Vaugirard – 75732 Paris cedex 15

Chargé.e de mission emplois et effectif du programme 206

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35301 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SGI00051**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'alimentation exerce les compétences du ministère relatives à l'alimentation, à la protection et à la santé des plantes et des animaux et au contrôle de la qualité et de la sécurité des produits agricoles et alimentaires.
Au sein du service du pilotage de la performance sanitaire et de l'international (SPPSI), la sous-direction du pilotage des ressources et des services (SDPRS) est chargée d'assurer la gestion du programme 206 " sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation " dont la Directrice générale de l'alimentation est responsable.
Le bureau du pilotage des emplois (7 agents et 1 apprentie) assure le pilotage des emplois du programme auprès des régions et des départements (recrutements y compris en gestion de crise sanitaire, mobilités, affectation des concours). Il contribue au contrôle et à la bonne utilisation des moyens humains alloués aux services. Il élabore la politique de GPEC et assure le pilotage de la formation continue des personnels.

Description du poste et description des missions

Pilotage des emplois du programme
Élaboration du modèle d'allocation des dotations d’'objectifs.
Organisation des mobilités, générales et fil de l’ eau.
1 - Pilotage du respect du plafond d’'emplois (mission qui représente a minima un quart du temps de travail et à temps plein sur certaines périodes de l'année).
En pré-requis, un niveau excel expert est attendu : actualisation des formules dans les différents onglets du modèle (une soixantaine) avec SI, pondérations, moyennes, recherche V et recherche H, concatener, VRAI/FAUX (liste non exhaustive).
Élaborer annuellement les dotations d’'objectifs des structures du programme 206 en lien avec les bureaux métiers de la DGAL.
- Créer un réseau avec les services déconcentrés et services métiers de la DGAL sur la revue des inducteurs et indicateurs ;
- Préparation du modèle de DO pour le pré-cadrage ;
- Préparation des entretiens de dialogue de gestion.

2 - Suivi des mobilités et des effectifs du programme 206 :
- préparation des circulaires de mobilité : ouverture des postes, dialogues de mobilité avec le RAPS, analyse des candidatures, réunions décisionnelles d'affectation
- préparation et analyse des données Odissée pour les mobilités
3 - Exploitation statistique des données et des enquêtes :
- exploitation de l’'outil de gestion d’affection opérationnelle,
- valorisation des données et du modèle par l'élaboration de tableaux de bord
- participer aux comités de suivi d'Odissée
- participer aux bilatérales RPROG-RBOP sur le pilotage des effectifs et les stratégies de recrutements.
Contacts avec les Services déconcentrés - Réseau RAPS - SG/SRH - DGAL

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des procédures de recrutement et des aspects réglementaires des RH. Maitrise approfondie d'Excel (gestion de formules complexes (cf infra partie pré-requis) Connaissance des outils et systèmes informatiques (SIRH, SI postes Odissée). Connaissance des missions confiées aux services déconcentrés DD(CS)PP/DRAAF(SRAL)	Savoir gérer et faire évoluer une base excel (intégrer des données externes issues de sources multiples, insérer des formules complexes sans corrompre les liens et formules déjà existantes ; assurer des contrôles de cohérence) Sens de l’'organisation. Rigueur. Aptitude au dialogue et à la communication. Travail en équipe

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Philippe SAPPEY, Sous-directeur, Tel : 01.49.55.55.80
philippe.sappey@agriculture.gouv.fr
Stéphanie Louchez, cheffe du bureau du pilotage du programme 206"sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation" – Tel : 01.49.55.43.29
stephanie.louchez@agriculture.gouv.fr
Sophie ANDRE adjointe à la Cheffe de la délégation du soutien aux service- 01 49 55 58 19
sophie.andre@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’enseignement et de la recherche (DGER)
Service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (SESRI)
Sous-Direction de la recherche, de l'innovation et des coopérations internationales (SDRICI)
Bureau du développement agricole et des partenariats pour l'innovation (BDAPI)
1 Ter avenue de Lowendal – 75349 – PARIS 07 SP

Chef.fe de bureau

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35302 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5SES00034**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.1
Attaché d'administration de l'état	1.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	1.2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l’agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la
4e au doctorat.

La direction générale s’appuie sur les compétences d'environ200 collaborateurs en administration centrale.

La sous-direction de la recherche de l'innovation et des coopérations internationales (SDRICI) coordonne les politiques de recherche, d’’innovation et de coopération internationale des établissements d’’enseignement et de recherche. Elle promeut les synergies entre la recherche, le développement et la formation. Elle coordonne la définition de la politique de développement agricole et rural (PNDAR) et est responsable de la mise en œuvre du programme budgétaire 776 associé.

En son sein, le bureau du développement agricole et des partenariats pour l'innovation (BDAPI) comprend 12 agents (dont le chef de bureau et son adjointe) et pilote un réseau de 10 animateurs thématiques dédiés.
A ce titre, il engage environ 60 M€ de crédits publics en faveur de la recherche et de l'innovation chaque année. Il pilote près de 300 projets de R&D en cours, du montage technique et financier jusqu'à l'évaluation et le solde de la subvention.

Description du poste et description des missions

Encadrer et animer le bureau afin de concevoir et mettre en œuvre la politique d’animation et de soutien à l'innovation en partenariat impliquant l'enseignement, le développement et la recherche, et en contribuant aux dynamiques de transition.
- Animer l’’équipe composée d’’une adjointe, des chargé(e)s de mission et d'un assistant
- Coordonner l’ animation du plan Enseigner à produire autrement 2 (EPA2)
- Piloter les missions d'animation et de développement des territoires et
de développement, expérimentation et innovation de l’’enseignement
agricole au travers du réseau des exploitations agricoles et ateliers
technologiques, de l'animation de réseaux thématiques et d’appels à projets.
- Superviser la délégation de la gestion des appels à projets à FranceAgriMer financés par le P776
- Assurer la valorisation et la diffusion des résultats des projets.
- Participer à la gestion budgétaire et comptable du programme 776 et
assurer sa gestion administrative.
- ACTA, Instituts techniques agricoles.
- Organismes de recherche (INRAE, CIRAD, …etc.).
- Organisations professionnelles agricoles, APCA et chambres d’agriculture.
- Autres sous-directions de la DGER, Inspection de l'enseignement agricole, autres directions du ministère, secrétariat général et CGAAER
- Etablissements d'enseignement agricole et DRAAF.
- Autres ministères.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance de l'environnement institutionnel de la recherche, de l'enseignement agricole et/ou du développement agricole. - Connaissances des enjeux du développement et de la formation agricole - Connaissances des plans et politiques publiques des secteurs du MASA - Connaissances budgétaires et juridiques.	- Capacité à encadrer et animer - Capacité à négocier - Capacité de réactivité, d'adaptation et d'anticipation - Aptitudes relationnelles

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Expert

- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Cyril KAO, chef de service de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation Tél : 01 49 55 59 44 - cyril.kao@agriculture.gouv.fr Marie-Bénédicte PEYRAT, sous-directrice - SDRICI Tél : 01 49 55 44 56 - marie-benedicte.peyrat@agriculture.gouv.fr Laëtitia DE NERVO, adjointe à la sous-directrice Tél : 01 49 55 45 98 - laetitia.denervo@agriculture.gouv.fr Copie à : mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER)
Service de l'enseignement technique (SET)
SET/Sous-direction des politiques de formation et d'éducation (SDPOFE)
Bureau de l’action éducative et de la vie scolaire (BAEVS)
1ter, avenue de Lowendal – 75007 Paris

Chargé.e de mission « Aides sociales – Egalité et diversité »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35303 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SET00049**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l’agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat.

La direction générale s’appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration centrale.

La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaire, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.

En son sein, le bureau de l’action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) a pour principale mission de définir et mettre en œuvre les politiques éducatives et celles relatives à la vie scolaire dans les établissements d'enseignement agricole technique.

Description du poste et description des missions

Au sein du bureau, le ou la chargé(e) de mission « aides sociale – égalité et diversité » pilote et organise les politiques publiques en matière d’égalité et de diversité ainsi que la lutte contre les violences et les discriminations, au sein de l’enseignement technique agricole.
Il contribue à valoriser les expériences et les projets innovants en établissement et en région, en lien avec les réseaux thématiques nationaux.
Au titre des aides sociales, le ou la chargé(e) de mission assure le suivi de la règlementation et le pilotage budgétaire associés aux bourses sur critères sociaux et autres aides.
Il porte à connaissance de l’ensemble des acteurs identifiés dans les services du ministère en région et dans les établissements les informations clés sur ces dispositifs.
Il rédige ou contribue à la rédaction de textes techniques et/ou normatifs et représente la DGER dans les instances interministérielles et dans le cadre de réunions non institutionnelles.

Dans le cadre des actions « égalité – diversité », il organise la compréhension et la mise en œuvre des politiques publiques en matière d’égalité et diversité et de lutte contre les violences et les discriminations. A ce titre, il participe à l’élaboration de plans d’actions mis en œuvre par la DGER et coordonne leur mise en œuvre dans l’enseignement agricole technique.

Il pilote l'animation du réseau insertion-égalité des chances et des aides sociales, en faisant émerger les besoins des acteurs locaux et régionaux et en valorisant les actions remarquables.
En complément des autres sous-directions de la DGER, le ou la chargé(e) de mission interagit avec les services déconcentrés du ministère (DRAAF/SRFD), les établissements de l'enseignement technique et supérieur agricole et l’Inspection de l'enseignement agricole.
En externe au ministère, il échange principalement avec les services du ministère de l’éducation et de la jeunesse et les services du CNOUS et des CROUS.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance du système éducatif français Connaissances budgétaires Connaissance des problématiques relatives à l’égalité des chances entre les femmes et les hommes Méthodologie de projet et maîtrise des outils collaboratifs et informatiques	Capacité d'animation et de travail en groupe Ingénierie de projet Capacité d'analyse et de synthèse en vue de reporting Capacité d'initiatives Qualités rédactionnelles Ecoute et dialogue

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
M. FEUILLATRE Franck, Chef du bureau de l’action éducative et de la vie scolaire Tel : 01 49 55 50 98 email : franck.feuillatre@agriculture.gouv.fr M. SEILER Andréas, Sous-directeur des politiques de formation et d’éducation Tel : 01 49 55 50 98 email : andreas.seiler@agriculture.gouv.fr Mettre en copie : mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Service de l'enseignement technique (SET)
Sous-Direction des politiques de formation et d'éducation (SDPOFE)
Bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS)
1 ter avenue de Lowendal – 75007 PARIS

Chargé.e de mission « Santé & sécurité au travail et service civique »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35304 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SET00052**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement.
Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat.

La direction générale s'appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration centrale.

La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaires, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.

En son sein, le bureau de l'action éducative et de la vie scolaire (BAEVS) a pour principale mission de définir et mettre en œuvre les politiques éducatives et celles relatives à la vie scolaire au bénéfice des établissements de l'enseignement agricole technique (de la 4 au BTSA).

La santé et la sécurité au travail sont un enjeu immédiat de culture de prévention partagée et d'éducation aux risques et à la sécurité pour tous les jeunes accueillis dans l'enseignement agricole, mais aussi, un enjeu pour demain, en tant que futurs professionnels.

Description du poste et description des missions

Le ou la chargé(e) « santé & sécurité au travail et service civique » organise la compréhension et la mise en œuvre des politiques publiques en matière de santé-sécurité au travail et de mise en situation professionnelle des apprenants de l'enseignement agricole. Il assure cette mission dans le cadre d'un réseau national dédié.
Par ailleurs, il assure le pilotage de l'agrément national service civique et sa mise en œuvre dans les établissements publics de l'enseignement agricole.
Enfin, il repère les expériences et les projets locaux innovants afin de les valoriser auprès des autres établissements.
Afin de remplir ces objectifs, le ou la chargé(e) de mission :
• Assure un appui juridique et réglementaire en matière de santé sécurité au travail et de mise en situation professionnelle des apprenants de l'enseignement agricole ;
• Coordonne et suit pour la DGER les conventions interministérielles et du plan d'actions en matière de santé sécurité au travail ;
• Participe à titre d'expert à des groupes de travail ;
• Coordonne des travaux menés dans le cadre interministériel et avec les partenaires non institutionnels ;
• Pilotage de l'animation du réseau national « santé sécurité au travail » ;
• Coordonne et suit la mise en œuvre du service civique dans l'enseignement agricole et produit des bilans annuels à destination de l'agence du service civique ;
• Veille juridique et réglementaire.
En complément des autres sous-directions de la DGER, il interagit avec les services déconcentrés du ministère (DRAAF/SRFD), les établissements de l'enseignement technique et supérieur agricole et l'Inspection de l'enseignement agricole.
En externe au ministère, il échange principalement avec les services du ministère de l'éducation et de la jeunesse, du ministère du Travail, de la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et de l'agence du service civique.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance du système éducatif français Connaissance des politiques publiques en matière de santé sécurité au travail La maîtrise des textes juridiques réglementaires n'est pas requise mais sera appréciée Méthodologie de projet et maîtrise des outils collaboratifs	Capacité d'animation et de travail en groupe Ingénierie de projet Capacité d'analyse et de synthèse en vue de reporting Capacité d'initiatives Qualités rédactionnelles Ecoute et dialogue

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
M. FEUILLATRE Franck, Chef du bureau de l’action éducative et de la vie scolaire Tel : 01 49 55 50 98 email : franck.feuillatre@agriculture.gouv.fr M. SEILER Andréas, Sous-directeur des politiques de formation et d’éducation Tel : 01 49 55 50 98 email : andreas.seiler@agriculture.gouv.fr Mettre en copie : mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Service de l'enseignement technique (SET)
Sous-direction des politiques de formation et d'éducation (SDPOFE)
Bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC)
1ter avenue Lowendal – 75007 PARIS

Chargé.e de mission « réseaux et partenariats de l'apprentissage et de la formation continue »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35305 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SET00043**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	3
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat.

La direction générale s'appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration centrale.

La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaire, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.

Au sein de la sous-direction, le bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC) suit et met en œuvre les politiques de formation professionnelle : apprentissage, formation professionnelle continue (dont formations réglementées), préparation à l'installation en agriculture et partenariats professionnels.

Description du poste et description des missions

Dans un contexte de renforcement des partenariats et de développement des réseaux de l'apprentissage et de la formation continue pour adultes, le ou la chargé(e) de mission « réseaux et partenariats » fait vivre les conventions signées avec les fédérations professionnelles au bénéfice des centres.
Il s'agit également de coordonner et suivre les réseaux thématiques placés sous la responsabilité du BAFPC.
Assurer la mise en œuvre et le suivi des conventions de partenariats entre la DGER et les partenaires de l'enseignement agricole et rendre compte de l'avancée des travaux
Animer le réseau des chargés formation continue pour adultes (FCPA) en DRAAF/SRFD
Coordonner et animer le réseau des animateurs régionaux
Créer et animer le réseau des directeurs FCPA dans les EPLEFPA
Assurer le pilotage budgétaire de la ligne budgétaire « partenariats » du programme 143.
Au-delà des autres sous-directions et bureaux de la DGER et l'Inspection de l'enseignement agricole, le ou la chargé(e) de mission interagit principalement avec :
Les fédérations professionnelles agricoles,
Les opérateurs de compétences (OPCO) / VIVEA
Les services du ministère en région : DRAAF-SRFD
Les EPLEFPA et les réseaux de l'enseignement agricole technique privé

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé. Connaissance de l'environnement réglementaire et institutionnel de la formation professionnelle. Connaissance de l'enseignement agricole et de ses missions. Connaissances juridiques.	Aptitudes à la rédaction. Capacités d'analyse et de synthèse. Sens du relationnel. Animation Travail en réseau Travail en équipe

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Andréas Seiler, Sous-directeur des politiques de formation et d'éducation
01 49 55 51 48 – andreas.seiler@agriculture.gouv.fr

Anne Detaille, Adjointe au sous-directeur
01 49 55 52 05 – anne.detaille@agriculture.gouv.fr

Mathieu Booghs, Chef du bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue
01 49 55 4848 – mathieu.booghs@agriculture.gouv.fr

Copie au Département des affaires transversales :
Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Service de l'enseignement technique (SET)
Sous-direction politiques de formation et d'éducation (SDPOFE)
Bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC)
1ter avenue Lowendal 75007 PARIS

Chargé.e de mission relations institutionnelles et enquêtes de l'apprentissage et de la formation prof.

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35306 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SET00075**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. 2

La direction générale s'appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration centrale.

La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaire, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.

Au sein de la sous-direction, le bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC) suit et met en œuvre les politiques de formation professionnelle : apprentissage, formation professionnelle continue (dont formations réglementées), préparation à l'installation en agriculture et partenariats professionnels.

Description du poste et description des missions

Le travail d'influence du ministère de l'agriculture dans les différentes instances de la formation professionnelle permet à la DGER d'obtenir des arbitrages bénéfiques aux établissements agricoles. Pour cela, il est nécessaire de participer à ces commissions nombreuses en ayant une connaissance fine de l'activité des établissements.
Ce poste vise à mettre en œuvre les orientations et réglementations relatives à la formation continue et par apprentissage pour les certifications et établissements du ministère chargé de l'agriculture.
Par ailleurs, il ou elle conçoit et analyse les enquêtes mises en œuvre par le BAFPC.
Participer aux travaux interministériels et sur la politique de formation continue et par apprentissage, et y représenter le MASA.
Assurer le suivi des travaux au sein de France Compétences et défendre la position du MASA dans les différentes commissions
Conduire une expertise sur les projets de textes.
Contribuer à la promotion de l'offre de formation par apprentissage
Assurer le suivi et l'analyse des remontées comptables des établissements.
Piloter l'enquête de l'observatoire des agents contractuels sur budget et assurer la promotion des résultats.
Assurer le pilotage budgétaire de la ligne budgétaire associée, déléguée aux SRFD.
Assurer la veille juridique sur la formation professionnelle continue.
Au-delà des autres sous-directions et bureaux de la DGER et l'Inspection de l'enseignement agricole, le ou la chargé(e) de mission interagit principalement avec :
Les services du ministère en région : DRAAF-SRFD
Institut Agro Dijon, Eduter
Etablissements d'enseignement agricole publics et privés
Administrations centrales d'autres ministères (DGEFP, DGESCO, DGESIP)
France Compétences

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé. Connaissance de l'environnement réglementaire et institutionnel de la formation professionnelle. Connaissance de l'enseignement agricole et de ses missions. Connaissances juridiques. Maîtrise des outils tableurs	Aptitudes à la rédaction. Capacités d'analyse et de synthèse. Sens du relationnel. Animation. Travail en réseau. Travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Andréas Seiler, Sous-directeur des politiques de formation et d'éducation 01 49 55 51 48 – andreas.seiler@agriculture.gouv.fr Anne Detaille, Adjointe au sous-directeur 01 49 55 52 05 – anne.detaille@agriculture.gouv.fr Mathieu BOOGHS Chef du bureau de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue 01 49 55 4848 – mathieu.booghs@agriculture.gouv.fr Département des affaires transversales : Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Compétitivité et performance environnementale
Sous-direction Compétitivité
Bureau Emploi et innovation (BEI)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chef.fe de bureau Emploi et innovation

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35307 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5SCP00013**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.2
Attaché d'administration de l'état	2.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.1
Administrateur de l'état	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau de l'emploi et de l'innovation coordonne les positions de la direction, contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques publiques relatives à l'emploi et à l'innovation dans les entreprises et les filières des secteurs relevant du Ministère.
Il concourt au développement de l'emploi salarié et à l'amélioration de l'attractivité des emplois. Il développe une connaissance du marché du travail, de ses évolutions et des tensions de recrutement.
Il pilote la Charte emploi, pour le ministère chargé de l'agriculture. Il anime le réseau des référents emploi régionaux au sein des Draaf. Il pilote le dispositif de participation des employeurs agricoles à l'effort de construction. Il assure un suivi de la formation professionnelle continue. Il représente le ministère à la commission professionnelle consultative 3A.
Il promeut et soutient le développement technologique et l'innovation. Il pilote ou assure le suivi des dispositifs de soutien à l'innovation en faveur des entreprises, notamment ceux financés via le programme des investissements d'avenir et France 2030. Il expertise les projets innovants. Il assure un suivi de la politique des pôles de compétitivité, de la French Tech, des têtes de réseaux des instituts techniques agricoles et agro-industriels et des actions des organismes de recherche en matière de valorisation et de transfert. Il contribue à la tutelle d'INRAE et coordonne les questions de recherche pour la direction.

Description du poste et description des missions

Développer l'expertise de la direction en matière d'emploi et d'innovation au service des transitions
Assurer une triple interface sur les questions d'emploi et d'innovation :
- en interne avec les bureaux de la DGPE,
- en externe avec les autres directions du ministère et avec l'interministériel,
- avec les opérateurs et les autres partenaires mobilisés.

Le chef / la cheffe de bureau :
- anime et encadre une équipe composée de 5 agents,
- organise les activités du bureau et rend compte,
- est force de proposition sur les différents dossiers gérés par le bureau,
- s'assure de la qualité du dialogue au sein de la DGPE et du MASA, avec l'interministériel (MEFSIN, MTECT, MESR, SGPI, etc.) et avec les autres interlocuteurs pour les dossiers traités par le bureau.

Le chef / la cheffe de bureau est commissaire du gouvernement du Centre Technique de la Conservation des Produits Agricoles (CTCPA).
En interne DGPE : tous les bureaux ainsi que la délégation ministérielle aux entreprises agroalimentaires
En interne MASA : DGER, DGAL, DGAMPA, SG (SSP, SAFSL), CGAAER, cabinet
Autres ministères : SGPI, DGE, DGRI, CGDD, DHUP, DGEFP, DG Travail, Mission French Tech
Opérateurs : Bpifrance, ANR, ACTA et ACTIA, INRAE, Action Logement, OCAPIAT
Autres partenaires : Organisations patronales et syndicales, France Travail, CCMSA, pôles de compétitivité.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance de l'environnement institutionnel, administratif et économique Connaissance des entreprises Connaissance des politiques publiques portées par le Ministère Connaissance des enjeux agricoles et alimentaires Intérêt pour les questions scientifiques et pour l'innovation	Rigueur et méthode Disponibilité et autonomie Aptitude à manager une équipe Aptitude à travailler en réseau Capacités de coordination (en interne et en externe) Capacité d'organisation et d'anticipation Capacités de rédaction Esprit de synthèse et d'analyse

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** oui
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Elodie LEMATTE, cheffe du service Compétitivité et performance environnementale 01 49 55 58 56 - elodie.lematte@agriculture.gouv.fr Nicolas CHEREL, adjoint à la sous-direction Compétitivité 01 49 55 49 83 - nicolas.cherel@agriculture.gouv.fr Pierre REBEYROL, adjoint à la sous-direction Compétitivité 01 49 55 58 79 - pierre.rebeyrol@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER,Chef de la Mission affaires générales et ressources humaines 01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Compétitivité et Performance Environnementale
Sous-Direction Performance Environnementale et valorisation des territoires
Bureau Développement Agricole et chambres d'agriculture (BDA)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Planification écologique, agro-écologie, écophyto

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35308 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SCP00095**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
Attaché d'administration de l'état	4
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau du développement agricole et des chambres d'agriculture (BDA) est en charge des questions de développement agricole au sein de la DGPE. A ce titre, il exerce la tutelle juridique et « métier » du réseau des chambres d'agriculture.
Il met en œuvre les orientations du programme national du développement agricole et rural (PNDAR) à travers son instrument financier, le compte d'affectation spéciale pour le développement agricole et rural (CASDAR).
Il favorise les pratiques agricoles innovantes et performantes sur le plan environnemental.
Il contribue à l'élaboration, à la mise en œuvre, à l'évaluation et au suivi des mesures relatives à l'agroécologie, aux groupements d'intérêt économique et environnemental (GIEE), aux actions du plan Ecophyto, dont le dispositif des fermes DEPHY.

Description du poste et description des missions

Participer à la transformation du secteur agricole afin de répondre aux défis de la transition écologique et climatique et du renouvellement des générations d'agriculteurs dans un objectif de souveraineté alimentaire. Ces ambitions sont placées au cœur des travaux du plan Ecophyto 2030 sur la réduction de l'usage des produits phytosanitaires, dont le suivi et la coordination sont pilotés par le BDA pour le compte de la DGPE.
Porter les enjeux du projet de loi d'orientation et d'avenir agricoles (PLOA) en cours d'élaboration, notamment ceux du conseil aux agriculteurs (diagnostics).
Favoriser la transition écologique des exploitations agricoles par le développement de collectifs : les GIEE, les groupes Ecophyto 30000 et les fermes DEPHY.
- Contrôler et piloter, en lien avec la DGAL, le SGPE et le MTECT (DEB), la mise en œuvre des actions du plan Ecophyto confiées à la DGPE (dispositif DEPHY et groupes 30 000, sous l'angle de la massification notamment) et contribuer aux appels à projets associés avec les autres pilotes du plan.
- Au niveau interministériel, participer à la définition et à la mise en place de la stratégie Ecophyto 2030 et veiller à sa cohérence avec les autres politiques portées par le ministère : le/la titulaire du poste est le/la référent.e "Ecophyto" de la DGPE et participe à ce titre aux réunions hebdomadaires inter-services.
- Contribuer au déploiement des diagnostics introduits par la future LOA, pour le volet phytosanitaires.
- Élaborer l'instruction technique relative au système de conseil agricole (SCA).
- En lien avec les services déconcentrés du MASA et les partenaires du développement agricole, piloter le dispositif des GIEE (cadrage national du dispositif et suivi des financements accordés au titre du CASDAR, animation du réseau des référents GIEE en DRAAF et suivi des appels à projets régionaux "animation des GIEE", accompagnement de Chambres d'agriculture France dans la coordination de la capitalisation des résultats des GIEE).
- Organiser le concours annuel des Trophées de l'agro-écologie (AE).
- Suivre les organismes assurant la promotion de l'AE (conventionnements).
- Exercer la tutelle de l'UTAC-OTC Pulvés (dispositif de contrôle des pulvérisateurs agricoles).

Travail au sein d'une équipe de plusieurs agents du BDA responsables du plan Ecophyto, des systèmes de cultures en transition écologique, de développement agricole et la gestion du CASDAR.
Étroite collaboration avec la DGAL, le MTECT (DEB), l'OFB et la Cellule d'animation nationale du réseau DEPHY.
Animation des correspondants GIEE en services déconcentrés (DRAAF, DAAF, DDT).
Échanges réguliers avec le bureau budget et établissement publics de la DGPE et l'ASP (gestionnaire de crédits).
Collaborations intra DGPE, notamment au titre de Ecophyto 2030 (SDFA, SDPAC).

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Ingénierie agronome (compétences techniques), conception et mise en œuvre de politiques publiques, connaissance des organisations professionnelles agricoles. Maîtrise des techniques d'expression écrite et orale. Savoir élaborer et rédiger des notes d'information et de synthèse. Maîtriser l'environnement et les outils bureautiques.	Aisance relationnelle et capacité à travailler en équipe. Savoir animer un réseau et développer des relations professionnelles. Qualités de rédaction, d'analyse et de synthèse. Autonomie. Rigueur. Réactivité. Capacité à prioriser.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible

- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
- M. Arnaud DUNAND, Sous-directeur SDPE Tel : 01 49 55 45 39 / arnaud.dunand@agriculture.gouv.fr - M. Sébastien BOUVATIER, Adjoint au sous-directeur SDPE Tél : 01 49 55 54 54 / sebastien.bouvatier@agriculture.gouv.fr - M. Jérôme PICHONNIER, Chef du Bureau Développement agricole et Chambres d'agriculture Tél : 01 49 55 58 71 / jerome.pichonnier@agriculture.gouv.fr - M. Michel FOURNIER, Chef de la MAG-RH Tél : 01 49 55 50 78 / mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Développement des filières et de l'emploi
Sous-direction Filières agroalimentaires
Bureau Grandes cultures, semences végétales et produits transformés (BGC)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Poste ouvert aux contractuels. Fondement : 2° de l'article L.332-2 du Code général de la fonction publique.

Chargé.e de mission Filières oléoprotéagineuses

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35309 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SDF00015**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau élabore, met en œuvre et évalue les politiques nationales et européennes d’orientation des filières du secteur des grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, plantes à fibre, sucre, semences végétales, etc). Le bureau est en charge pour les filières qui le concernent, du suivi des productions, de leurs débouchés, des marchés, ainsi que des relations avec les professionnels et les acteurs institutionnels. Le bureau pilote la stratégie nationale pour les protéines végétales.
Il élabore des propositions dans le cadre de la planification écologique pour les filières des grandes cultures.
Il représente le ministère auprès des organisations professionnelles de ces secteurs.

Description du poste et description des missions

- Être le référent pour la sous direction sur les filières oléoprotéagineuses, le cas échéant également sur les plantes à fibres (lin et chanvre) et miscanthus en appui de l'adjointe au chef de bureau ;
- Assurer le pilotage de la stratégie nationale pour les protéines végétales ;
- Contribuer au suivi des travaux d'intérêts stratégiques pour ces filières visant à favoriser leur développement et leur résilience ;
- Assurer un binôme avec le chargé de mission sur les filières "céréales et semences" du bureau.
- Assurer une veille et une analyse technico-économique, environnementale et institutionnelle des filières oléoprotéagineuses, et en lien avec l'adjointe au chef de bureau pour les filières lin, chanvre et miscanthus et contribuer au suivi des travaux d’intérêts stratégiques pour ces filières visant à favoriser leur développement et leur résilience.
- Instruire les accords interprofessionnels et des associations des organisations de producteurs en vue de leur extension ;
- Préparer et participer aux assemblées générales des organisations professionnelles nationales concernées ;
- Assurer le pilotage de la stratégie nationale pour les protéines végétales, rendre compte de sa mise en œuvre et de son déploiement aux organisations professionnelles agricoles, au cabinet du Ministre en charge de l'agriculture ainsi qu'aux citoyens (la stratégie faisant partie des politiques prioritaires du gouvernement) ;
- Assurer la concertation avec les représentants de la filière, le montage, la mise en œuvre des dispositifs de la planification écologique pour les protéines végétales ;
- Suivre le déploiement de la stratégie dans les territoires.
- Assurer une veille sur la thématique des protéines végétales au niveau européen et en particulier des travaux de la Commission européenne sur le sujet.

Organisations professionnelles de l'amont et de l'aval des filières, interprofessions, instituts techniques agricoles.
Cabinet du Ministre, autres bureaux de la DGPE et autres directions du ministère (DGAL, DGER, DAJ), FranceAgriMer, Commission européenne, services déconcentrés.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance du contexte administratif et professionnel, du pilotage des politiques publiques. Capacité d'analyse économique, juridique et technique Connaissance de la PAC et du fonctionnement des institutions européennes et internationales.	Qualités relationnelles et capacité à animer des réunions ou des groupes de travail. Capacité de dialogue et négociation. Réactivité. Rigueur, capacité d'analyse et de synthèse, qualités rédactionnelles.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Maud IACOMELLI, adjointe à la cheffe du bureau
Tél : 01 49 55 45 69 - maud.iacomelli@agriculture.gouv.fr

Anne GIREL-ZAJDENWEBER, adjointe au sous directeur
01 49 55 45 45 - anne.girel-zajdenweber@agriculture.gouv.fr

Michel FOURNIER, Chef de la MAG-RH
01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Développement des filières et de l'emploi
Sous-direction Filières agroalimentaires
Bureau Viandes et productions animales spécialisées (BV)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Poste ouvert aux contractuels. Fondement : 2° de l'article L.332-2 du Code général de la fonction publique.

Adjoint.e chef de bureau des Viandes et des productions animales spécialisées

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35310 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SDF00030**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
Administrateur de l'état	2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
Attaché d'administration de l'état	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau élabore, met en œuvre et évalue les politiques nationales et européennes d’orientation des filières ruminants, viandes blanches, apiculture, productions animales spécialisées et leurs sous-produits. Il couvre les maillons de l'alimentation animale, la production, l'abattage et la transformation.
Dans son domaine, il assure la tutelle de FranceAgriMer et des instituts techniques spécialisés. Il représente le ministère auprès des organisations professionnelles de ces secteurs.

Description du poste et description des missions

Appuyer la cheffe de bureau dans ses missions avec une vision transversale du bureau et la suppléer en son absence.
Assurer un suivi transversal des politiques relatives à l'organisation économique des filières (contractualisation, étiquetage des produits, organisations de producteurs, interprofessions,..etc) ainsi que des dispositifs de soutien spécifiques aux filières ultramarines.
Acquérir une vision transversale de l'ensemble des activités du bureau, suppléer la cheffe de bureau, participer aux réunions au cabinet du Ministre ou au niveau interministériel ainsi qu'aux Conseils spécialisés de FranceAgriMer.
Assurer de façon transversale le suivi économique et institutionnel des différentes filières.
Participer à la définition, la mise en place et au suivi de la réglementation européenne et nationale applicable aux filières relevant de la compétence du bureau.
Participer à l’élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des mesures d’intervention et de structuration du secteur, ainsi que des dispositifs d'aides de crise spécifiques aux filières relevant de la compétence du bureau.
Assurer de façon transversale un suivi des dispositifs de soutien spécifiques aux filières ultramarines.
Suivre de manière pro-active les travaux d'intérêt stratégique pour les filières : contractualisation, segmentation, réponses aux attentes sociétales ...
Organisations professionnelles de l'amont et de l'aval des filières, interprofessions,
Cabinet du Ministre, DGAL, DGER, DAJ, FranceAgriMer, DGCCRF, instituts techniques, Commission européenne, services déconcentrés, autres bureaux de la DGPE.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Connaissance du contexte administratif et professionnel, du pilotage des politiques publiques. Capacité d'analyse économique et technique. Connaissance de la PAC et du fonctionnement des institutions européennes.	Aptitude au travail en réseau et en équipe. Aptitude à la synthèse et à la concertation. Rigueur, méthode et réactivité. Aisance rédactionnelle et relationnelle.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Emilie CAVAILLES, cheffe de bureau
Tél : 01 49 55 80 91 - emilie.cavailles@agriculture.gouv.fr
Anne GIREL-ZAJDENWEBER, adjointe au sous directeur
01 49 55 45 45 - anne.girel-zajdenweber@agriculture.gouv.fr

Michel FOURNIER, Chef de la MAG-RH
01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Développement des filières et de l’emploi
Sous-direction Filières forêt-bois, cheval et bioéconomie (SDFCB)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Adjoint.e sous-directeur de la SDFCB

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35311 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5SDF00124**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Administrateur de l'état	1.4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	1.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	2.2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	1.4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La sous-direction est chargée des politiques publiques du ministère visant à l'orientation et au développement :
- de la filière forêt-bois, dans le respect d'une gestion durable,
- de la filière cheval et des courses hippiques,
- et des filières de valorisation non-alimentaire de la biomasse, en vue de la production de produits biosourcés et de bioénergie.

Ces missions s'insèrent dans les travaux actuels sur la planification écologique.

Dans ce cadre, la sous-direction assure la tutelle de l'Office national des forêts (ONF), du Centre national de la propriété forestière (CNPF), de l'Institut géographique national (IGN), de l'établissement public du domaine de Chambord, de l'Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE) et du PMU.

Description du poste et description des missions

Le poste vise à renforcer l'échelon sous-direction, et ainsi permettre une plus grande disponibilité dans le pilotage des projets complexes, en lien avec les chefs de bureau, dans la représentation extérieure et dans la définition de la stratégie d'action.
L'adjoint.e contribue au pilotage de la sous-direction et appuie le sous-directeur sur les missions suivantes :

- la mise en œuvre des objectifs du ministère pour les filières forêt-bois, cheval et bioéconomie, et les établissements publics concernés,
- le management de la sous-direction, de ses 5 bureaux et le pilotage des priorités,
- la participation aux conseils d'administration des établissements dont le ministère assure la tutelle,
- la représentation du ministère à l'extérieur, notamment en interministériel et auprès des organisations professionnelles,
- la définition et la défense des positions françaises auprès des institutions européennes.

Il/elle porte par ailleurs en propre des dossiers transversaux d'envergure stratégique.
- responsables socioprofessionnels concernés dans les différentes filières suivies par la sous-direction ;
- organismes publics sous tutelle (ONF, CNPF, IFCE, IGN,...) ;
- Cabinet du ministre ;
- les différentes sous-directions de la DGPE et des autres directions du MASA (DGAL, DGER, SG) ;
- services déconcentrés (DRAAF et DDT(M)) ;
- autres départements ministériels (DB, DEB, DGEC, DHUP, DGPR, CGDD, DGE, DGOM, DGS, DGSCGC...) et interministériels (en particulier secrétariat général de la planification écologique) ;
- ministères en charge des forêts dans les autres Etats de l'Union européenne, Commission européenne.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Bonne connaissance des politiques publiques et des institutions dans le champ du ministère souhaitée Connaissance du milieu rural, agricole, du cheval et/ou forestier Expérience de pilotage de projet complexe à fort enjeu	Management d'équipe, cadre confirmé Pilotage de projets Gestion des priorités Excellentes capacités relationnelles Médiation/négociation Excellentes capacités rédactionnelles Capacité d'analyse et de synthèse Curiosité et esprit critique Esprit d'initiative

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Philippe DUCLAUD, directeur général Tel: 01 49 55 57 25 - philippe.duclaud@agriculture.gouv.fr Serge LHERMITTE, directeur général adjoint Tél : 01 49 55 45 50 - serge.lhermitte@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER, chef de la mission affaires générales et ressources humaines Tél. : 01 49 55 50 78 - mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service du développement des filières et de l'emploi
Sous-direction Filières forêt-bois, cheval et bioéconomie
Bureau Réglementation et opérateurs forestiers (BROF)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Adjoint.e chef de bureau Réglementation et opérateurs forestiers

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35312 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SDF00096**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
Administrateur de l'état	3
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau est chargé de la gouvernance de la politique nationale forestière, de la gestion du patrimoine forestier de l'État et de la mise en œuvre du code forestier.

Il assure la tutelle de l'Office national des forêts (ONF), du Centre national de la propriété forestière (CNPF), du Domaine national de Chambord.

Il anime le réseau des services déconcentrés en charge de la forêt.

Il coordonne le volet forêt du programme budgétaire 149.

Il assure le secrétariat du Conseil supérieur de la forêt et du bois.

Description du poste et description des missions

- Participer à l'animation et à l'encadrement du bureau
- Contribuer à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique nationale forestière
- Piloter la mise en œuvre des crédits de la planification écologique, notamment dans leur dimension financière
- Contribuer au suivi et à l'exécution du volet forestier du programme 149, en lien avec le/la gestionnaire « forêt » du programme 149
- Suivre les problématiques budgétaires afférentes aux opérateurs forestiers

L'adjoint(e) est amené(e) à suppléer le chef de bureau en son absence, à représenter le bureau, à participer à l'animation générale et à l'encadrement des agents du bureau, à gérer des dossiers en propre et à intervenir en renfort sur des dossiers présentant des surcharges ponctuelles.

Il/Elle participe, sous l’autorité du chef de bureau, à la définition de la politique forestière, y compris en appui à la sous direction et aux deux autres bureaux forestiers, en proposant des solutions rigoureuses et argumentées.
Il/Elle participe à l’élaboration des dispositifs financiers afférents à la politique forestière et veille à leur sécurité juridique, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la planification écologique.
Il/Elle élabore et pilote des procédures assurant la mise en œuvre et le suivi des missions régaliennes de l’État en matière forestière.
Il/Elle est force de propositions dans le cadre de la politique nationale forestière, et assure le suivi des actions qui sont de son ressort.
Il/Elle assure un suivi de la programmation du volet forestier du programme 149 (environ 250 M€) et de sa bonne exécution, en lien avec le gestionnaire « forêt » du programme
Il/Elle assure un suivi des problématiques budgétaires afférentes aux opérateurs forestiers, en lien avec les chargés de mission chargés de la tutelle des opérateurs
Il/elle est chargé de l'organisation de la réunion annuelle de restitution des actions du FSFB
Interne DGPE - MASA : SDG, SDPE, SG, CGAAER
Externe MASA : MACP, MTE-CT, MIOM, ONF, CNPF, Organisations professionnelles forestières

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Droit administratif général Connaissances budgétaires Connaissances sylvicole et de la filière forêt/bois appréciées, sinon à acquérir Expérience en service déconcentré ou opérateur forestier appréciée.	Capacité de synthèse, de coordination, de négociation, d’animation et d'encadrement Grande rigueur et méthode. Esprit d’'initiative et réactivité Qualités rédactionnelles et relationnelles.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Marie-Aude STOFER, adjointe au Sous-directeur Tel : 01 49 55 41 94, marie-aude.stofer@agriculture.gouv.fr Stéphane ACCORSINI, chef du bureau Réglementation et opérateurs forestiers Tel: 01 49 55 56 54, stephane.accorsini@agriculture.gouv.fr Michel FOURNIER, Chef de la Mission affaires générales et ressources humaines 01 49 55 50 78, mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de la performance économique et environnementale des entreprises
Service Europe et international
Sous-direction Europe (SDE)

3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Chargé.e de mission Elargissement et PAC

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35313 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SEI00075**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
Inspecteur de santé publique vétérinaire	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La sous-direction « Europe » conduit les négociations en matière de politiques agricoles au sein de l’Union européenne, notamment celles relatives à la PAC, et participe aux travaux ou négociations portant sur les autres politiques européennes touchant le champ de compétence du ministère, ainsi que sur le commerce international.

Description du poste et description des missions

Sous la responsabilité de la sous-directrice Europe et de son adjointe, le/la chargé(e) de mission sera chargé(e) de coordonner l'analyse de l'impact de l'élargissement futur de l'UE sur la politique agricole (PAC) et d'élaborer des scénarios pour mesurer les impacts pour l'agriculture européenne (et l'agriculture française en particulier) dans la perspective de la position du MASA dans les réformes à venir. Il / elle travaillera en lien avec les 2 bureaux de la sous-direction qui seront également chargés de contribuer à la réflexion, chacun dans son domaine de compétence.
En lien avec le bureau de l'Union européenne chargé des négociations européennes (dont celles de la PAC et du CFP) et le bureau des négociations commerciales chargés du suivi des négociations liées à l'élargissement, le/la chargé(e) de mission apportera un appui pour :
- consolider le retour d'expérience des élargissements précédents et les enseignements à en tirer
- estimer les impacts budgétaires du futur élargissement, en particulier dans la perspective de l'adhésion de l'Ukraine, et élaborer différents scénarii d'évaluation de son impact sur le budget de la PAC et le retour pour la France
- Contribuer au travail de recensement et d'analyse des contributions publiques relatives à la future PAC
- Contribuer au travail interministériel engagé en vue d'évaluer les conséquences du futur élargissement sur les différentes politiques sectorielles et sur la gouvernance de l'UE
Autres chargés de mission de la sous-direction Europe et chefs des bureaux de l'Union européenne et des Négociations commerciales, chargés de mission de la Sous-direction international (notamment zone Ukraine et zone Balkans), SGAE, RP, direction du budget, CAA à Kiev et autres CAA en poste dans les pays candidats à l'adhésion

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé maîtrise des tableurs et aptitude à réaliser des simulations budgétaires maîtrise de l'anglais une connaissance de la PAC serait un plus	capacité d'analyse et de synthèse, capacité rédactionnelle, rigueur, aptitude à travailler en équipe, capacité d'adaptation

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Mme Karine SERREC
Fonction : sous-directrice Europe
Tel : 01 49 55 45 57
mail : karine.serrec@agriculture.gouv.fr

Mme Claire BRENNETOT
Fonction : adjointe de la sous-directrice Europe
Tel : 01 49 55 83 27
mail : claire.brennetot@agriculture.gouv.fr

Michel FOURNIER
Fonction : Chef de la Mission des affaires générales et des ressources humaines

Tél : 01 49 55 50 78
mail : mobilite-mag-rh.dgpe@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général - Direction des affaires juridiques (DAJ)
Sous-direction du droit des politiques agricoles
Bureau du droit sanitaire

3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

Consultant.e juridique au bureau du droit sanitaire

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35314 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SAJ00059**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction des affaires juridiques (DAJ - 51 agents) exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance auprès de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics placés sous la tutelle du ministère et traite le contentieux entrant dans le champ de compétence du ministère.

Elle assure les relations du ministère avec le Conseil d'Etat et le secrétariat général du Gouvernement, ainsi qu'avec les autorités administratives indépendantes.

La direction comprend deux sous-directions, la sous-direction du droit des politiques agricoles et la sous-direction du droit public général. Elle comprend également une mission d'appui et une mission des archives directement rattachées au directeur, de même qu'un conseiller aux affaires pénales et civiles et un chargé de mission. Elle dispose d'un réseau de conseillers juridiques inter-régionaux.

Au sein de la sous-direction du droit des politiques agricoles, le bureau du droit sanitaire apporte son expertise juridique sur les questions liées à la santé et à la protection des animaux
(santé animale, identification et contrôle des mouvements d'animaux, bien-être animal, prévention des risques sanitaires en élevage) et des végétaux (santé des végétaux, produits phytosanitaires, organismes nuisibles et organismes génétiquement modifiés, etc.), et à la sécurité sanitaire des aliments (encadrement sanitaire des établissements produisant des denrées alimentaires, contrôles).

Description du poste et description des missions

Contribuer au sein d’une équipe de consultants juridiques à :

- l’'amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ;

- la mise à la disposition du ministre, des directions centrales et services déconcentrés des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision et à la prévention du contentieux ;

- la défense de l''Etat devant les juridictions.
Dans le domaine de compétence du bureau :

- corriger ou rédiger des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- rédiger des notes d’analyse juridique et mémoires contentieux ;
- participer à la veille juridique du service ;
- représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles et au Conseil d’Etat.
Contacts :
- Directions techniques du ministère, en particulier la direction générale de l’'alimentation ;
- Autres bureaux du service, réseau des conseillers juridiques inter-régionaux ;
- Ministères et établissements publics intervenant dans le domaine d’'activité du bureau (notamment, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’'environnement et du travail – ANSES) ;
- Services chargés du contrôle sanitaire : directions départementales interministérielles, Service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP), Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (BNEVP) ;
- Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG et SGAE) et Conseil d’'Etat.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Solide formation juridique en droit administratif ; - Connaissance du droit de l'Union européenne ; - Expérience du contentieux administratif ; - Qualités rédactionnelles.	- Savoir rédiger ; - Bonne capacité d’'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives ; - Bonne capacité de travail en autonomie ; - Goût du travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
M. Gaëtan Bain, chef du bureau du droit sanitaire, gaetan.bain@agriculture.gouv.fr M. Paul Jung, adjoint au chef du bureau du droit sanitaire (01 49 55 86 69), paul.jung@agriculture.gouv.fr Mme Carmela Borel, cheffe de la mission d'appui (01 49 55 59 85) carmela.borel@agriculture.gouv.fr en copie des candidatures

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général - Direction des affaires juridiques (DAJ)
Sous-direction du droit des politiques agricoles
Bureau du droit sanitaire
3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

Consultant.e juridique au bureau du droit sanitaire

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35315 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SAJ00046**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Agent contractuel	NA
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction des affaires juridiques (DAJ - 51 agents) exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance auprès de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics placés sous la tutelle du ministère et traite le contentieux entrant dans le champ de compétence du ministère.
Elle assure les relations du ministère avec le Conseil d'Etat et le secrétariat général du Gouvernement, ainsi qu'avec les autorités administratives indépendantes.
La direction comprend deux sous-directions, la sous-direction du droit des politiques agricoles et la sous-direction du droit public général.
Elle comprend également une mission d'appui et une mission des archives directement rattachées au directeur, de même qu'un conseiller aux affaires pénales et civiles et un chargé de mission. Elle dispose d'un réseau de conseillers juridiques inter-régionaux.

Au sein de la sous-direction du droit des politiques agricoles, le bureau du droit sanitaire apporte son expertise juridique sur les questions liées à la santé et à la protection des animaux
(santé animale, identification et contrôle des mouvements d'animaux, bien-être animal, prévention des risques sanitaires en élevage) et des végétaux (santé des végétaux, produits phytosanitaires, organismes nuisibles et organismes génétiquement modifiés, etc.), et à la sécurité sanitaire des aliments (encadrement sanitaire des établissements produisant des denrées alimentaires, contrôles).

Description du poste et description des missions

Contribuer au sein d’une équipe de consultants juridiques à :

- l''amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ;

- la mise à la disposition du ministre, des directions centrales et services déconcentrés des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision et à la prévention du contentieux ;

- la défense de l''Etat devant les juridictions.
Dans le domaine de compétence du bureau :

- corriger ou rédiger des projets de textes législatifs et réglementaires ;
- rédiger des notes d’analyse juridique et mémoires contentieux ;
- participer à la veille juridique du service ;
- représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles et au Conseil d’Etat.
- Directions techniques du ministère, en particulier la direction générale de l''alimentation ;
- Autres bureaux du service, réseau des conseillers juridiques inter-régionaux ;
- Ministères et établissements publics intervenant dans le domaine d’'activité du bureau (notamment, l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l’alimentation, de l’''environnement et du travail – ANSES) ;
- Services chargés du contrôle sanitaire : directions départementales interministérielles, Service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire aux frontières (SIVEP), Brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires (BNEVP) ;
- Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG et SGAE) et Conseil d’'Etat.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Solide formation juridique en droit administratif ; - Connaissance du droit de l'Union européenne ; - Expérience du contentieux administratif ; - Qualités rédactionnelles.	- Savoir rédiger ; - Bonne capacité d’'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives ; - Bonne capacité de travail en autonomie ; - Goût du travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
M. Gaëtan Bain, chef du bureau du droit sanitaire, gaetan.bain@agriculture.gouv.fr M. Paul Jung, adjoint au chef du bureau du droit sanitaire (01 49 55 86 69), paul.jung@agriculture.gouv.fr Mme Carmela Borel, cheffe de la mission d'appui (01 49 55 59 85) carmela.borel@agriculture.gouv.fr en copie des candidatures

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général / Direction des affaires juridiques
Sous-direction du droit public général
Bureau du droit public économique

3 rue Barbet de Jouy - 75007 PARIS

Consultant.e juridique au bureau du droit public économique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35316 **Référence du poste : A5SAJ00022** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction des affaires juridiques (DAJ - 51 agents) exerce une fonction de conception, de conseil, d'expertise et d'assistance auprès de l'administration centrale du ministère, des services déconcentrés et des établissements publics placés sous la tutelle du ministère et traite le contentieux entrant dans le champ de compétence du ministère.

Elle assure les relations du ministère avec le Conseil d'Etat et le secrétariat général du Gouvernement, ainsi qu'avec les autorités administratives indépendantes.

La direction comprend deux sous-directions, la sous-direction du droit des politiques agricoles et la sous-direction du droit public général. Elle comprend également une mission d'appui et une mission des archives directement rattachées au directeur, de même qu'un conseiller aux affaires pénales et civiles et un chargé de mission. Elle dispose d'un réseau de conseillers juridiques interrégionaux.

Au sein de la sous-direction du droit public général, le bureau du droit public économique apporte son expertise sur les projets de textes, les demandes d'avis et les contentieux relatifs notamment, aux finances publiques, à la commande publique, aux aides d'Etat, à la propriété des personnes publiques, à la gestion des risques en agriculture, aux relations contractuelles en agriculture et au droit de la concurrence.

Description du poste et description des missions

Contribuer au sein d'une équipe de juristes à l’’amélioration de la qualité de la réglementation issue du ministère ; la mise à disposition du Ministre, des directions d'administration centrale et des services déconcentrés, des informations et analyses juridiques utiles à la prise de décision ; la défense de l'Etat devant les juridictions administratives.
Dans le domaine de compétences du bureau :
- rédiger des notes d'analyse juridique aux directions centrales et déconcentrées et aux établissement sous tutelle ;
- participer à la préparation, à l'expertise et à la procédure d'adoption des textes législatifs et réglementaires ;
- représenter le service et le ministère notamment en réunions interservices et interministérielles (Conseil d'Etat, SGG, SGAE, etc)
- rédiger des mémoires contentieux.

Contacts :
- Toutes les directions du ministère et cabinet ;
- Ministères intervenant dans le domaine d'activité du bureau (notamment ministère chargé de l’’économie) ;
- Services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE) et Conseil d'Etat ;
- Services déconcentrés.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Très bonne maîtrise du droit administratif ; Des connaissances en droit public économique, finances publiques, contentieux administratif et droit de l'Union européenne seraient appréciées.	Savoir rédiger ; Capacité de travail en autonomie ; Avoir une bonne capacité d'écoute et de compréhension des contraintes techniques et administratives.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Blandine Manokha, sous-directrice du droit public général, blandine.manokha@agriculture.gouv.fr
Tatiana Ayrault, adjointe à la sous-directrice du droit public général, tatiana.ayrault@agriculture.gouv.fr
Pascal Vignon, chef du bureau du droit public économique (01.49.55.54.58), pascal.vignon@agriculture.gouv.fr
Bertille Avot, adjointe au chef du bureau du droit public économique (01.49.55.83.85), bertille.avot@agriculture.gouv.fr
Copie des candidatures à carmela.borel@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Délégation à l'encadrement supérieur
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Assistant.e administratif.ve

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35317 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SGE00192**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Rattachée à la Secrétaire générale, la délégation à l’'encadrement supérieur est responsable de l’'élaboration de la politique ministérielle des ressources humaines en matière d’'encadrement supérieur et pilote le processus de recrutements sur les emplois de direction de l’'Etat, en administration centrale et en services déconcentrés, et de nomination des dirigeants d'opérateurs.

Description du poste et description des missions

Le recrutement d'un assistant ou d'une assistante s’'inscrit dans le cadre du déploiement de la politique ministérielle de l'encadrement supérieur du MASA (environ 2 000 agents concernés). Sous l'autorité de la déléguée, le titulaire du poste assiste les agents de la délégation pour l'exécution de leurs missions, notamment en participant au fonctionnement de la délégation et à l'organisation des instances qu'elle pilote.
Le titulaire du poste sera chargé tout particulièrement des missions suivantes :
- Assurer le secrétariat de la délégation à l'encadrement supérieur (réservation de salles, suivi de l'organisation matérielle du comité parcours et carrière, prise en charge de l'indemnisation des participants extérieurs,...) ;
- Assister la responsable chargée d’'assurer le fonctionnement du secrétariat permanent du comité ministériel Parcours et carrière mis en place en décembre 2023 : suivi de la programmation des rendez-vous à réaliser, diffusion des dossiers et documents nécessaires, organisation des séances du comité ;
- Compiler et valoriser, en lien avec les membres de la délégation à l'encadrement supérieur, les données nécessaires à la délégation pour suivre l’'ensemble des cadres supérieurs du MASA ;
- Contribuer, autant que de besoin, au déploiement des missions de la délégation à l’'encadrement supérieur : organisation d’'événements (séminaires, webinaires, formations…), préparation de dossiers (audition, nomination, revues des cadres…)

Ces missions pourront être complétées ou amendées en fonction de la montée en puissance de la délégation ministérielle à l'encadrement supérieur.
Contacts :
- ensemble de la délégation à l'encadrement supérieur
- services du secrétariat général du Ministère
- Président et membres du comité parcours et carrière
- inspecteurs généraux d'appui aux personnes et aux structures (IGAPS)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Compétences techniques : maîtrise des outils bureautiques et facilité d’'adaptation à l’'apprentissage d’'outils nouveaux Connaissance institutionnelle du Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire	Compétences transversales : faire preuve de rigueur, d’'anticipation et d'organisation faire preuve d'une grande discrétion et de confidentialité dans le traitement des données autonomie, sens des responsabilités et esprit d'initiative Compétences relationnelles : avoir de bonnes qualités relationnelles et le sens du service public savoir rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail non possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter

Mme Stéphanie Frugère, déléguée à l'encadrement supérieur stephanie.frugere@agriculture.gouv.fr 01 49 55 41 55
M. Marc Castaings, délégué adjoint à l'encadrement supérieur marc.castaings@agriculture.gouv.fr 01 49 55 42 22

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général
Pôle accompagnement du management des services
78 rue Varenne 75007 Paris

Consultant.e Coach Sénior

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35318 **Référence du poste : A5SGE00191** **Catégorie : A3**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	1.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	1.1
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	2.2
Inspecteur de santé publique vétérinaire	1.4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Placé auprès du SG, le PAMS est en charge de l’accompagnement managérial individuel et collectif. A ce titre, il définit et pilote la politique relative au coaching professionnel, à la médiation, à la facilitation, au co-développement et au mentorat. Le pôle est lui-même prestataire d’accompagnements et il pilote des prestataires externes. Le PAMS est composé de trois collaborateurs à temps plein et il anime un réseau d’acteurs qui exercent des fonctions d’accompagnants à temps partiel

Description du poste et description des missions

Placé sous l’autorité du chef de pôle, vous exercerez des missions d’accompagnement au profit des agents du ministère (coaching individuel et collectif, facilitation et co-développement)
Vous participerez aux réflexions menées en interne sur l’accompagnement managérial ainsi qu’à la structuration et au suivi de l’activité du pôle.
Missions principales :
Réalisation de coachings individuels et collectifs, missions de facilitation et animation de groupes de pairs.
Pilotage de prestations externes

Ces missions sont exercées au profit de l’ensemble du périmètre ministériel : administration centrale, services déconcentrés, établissements public sous tutelle y compris établissement d’enseignement.
Un volet significatif des missions concerne l’encadrement supérieur du ministère.

Elles sont exercées en lien étroit avec les autres acteurs internes de l’accompagnement, essentiellement la délégation à l’encadrement supérieur (DES), le réseau d’accompagnement des personnes et des structures (RAPS) et le service des ressources humaines (SRH).

Par ailleurs, vous contribuerez aux missions de structuration et de suivi des activités du pôle (suivi budgétaire, suivi administratif du marché d’accompagnement, structuration du réseau, articulation avec la DES)

Le PAMS a ses locaux rue de Varennes – 1 bureau partagé et 3 espaces de coaching. Possibilité de télétravail dont les modalités spécifiques sont à discuter.
Travail en relation étroite en interne MASA avec la DES, le RAPS et le SRH et l’ensemble des commendataires et leur tutelle le cas échéant.

Pilotage et réalisation de missions avec les prestataires du marché interministériel d’accompagnement managérial

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Compétences de coach sur les champs individuels et collectifs (formation et pratique d’accompagnement avérés) Des compétences de facilitation et d’animation de CODEV sont un plus	Analyse des demandes d'accompagnement Capacité à prendre en compte les enjeux et contraintes institutionnelles Capacité à appréhender les spécificités du positionnement d’un coach interne Capacité à faire évoluer sa pratique

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Gildas Branellec – chef du PAMS – 06 15 16 72 40
Emilie Gallouët – adjointe au chef du PAMS – 06 59 64 20 57

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-direction du travail et de la protection sociale
Bureau de l'assujettissement et des cotisations sociales (BACS)
78 rue de Varenne 75007 Paris

Chargé.e de mission prélèvements sociaux des employeurs agricoles

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35319 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SAF00139**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction du travail et de la protection sociale, le bureau de l’'assujettissement et des cotisations sociales élabore la réglementation en matière d’'affiliation aux régimes de protection sociale agricole, de prélèvements sociaux (assiettes et taux de cotisations) et de dispositifs d'exonération et d'allègement de charges pour soutenir la politique de compétitivité des entreprises agricoles, en particulier pour faire face aux crises (sanitaires, climatiques, économiques).

Description du poste et description des missions

Vous aurez en charge la définition des prélèvements sociaux assis sur les revenus des salariés agricoles, le suivi des outils de déclaration sociale et de recouvrement destinés à leurs employeurs.

Vous serez en charge de l'élaboration et du suivi des dispositifs d'exonération de cotisations spécifiques aux employeurs agricoles, notamment l'exonération pour les travailleurs occasionnels / demandeurs d'emploi (TO-DE), dispositif relatif aux travailleurs saisonniers, très sensible au regard des enjeux de compétitivité de plusieurs secteurs agricoles.

Vous aurez également en charge le traitement du volet social des crises agricoles, à travers notamment les dispositifs de prises en charge de cotisations pour les agriculteurs en difficulté.
Chargé de la législation des prélèvements sociaux applicable aux employeurs et salariés agricoles, vous aurez pour mission, en lien avec la Mutualité sociale agricole (MSA), de :
- formuler des propositions et déterminer les règles d'assiette, de modalités de calcul des cotisations ainsi que des dispositifs d'exonérations de cotisations ;
- simplifier les démarches administratives des employeurs (titres simplifiés agricoles : TESA-S et TESA+).

Dans le cadre du volet social des crises agricoles, vous serez en charge de la modernisation du dispositif de prises en charge de cotisations à destination des agriculteurs et employeurs agricoles en difficulté et du suivi de sa bonne mise en œuvre.

A ce titre, vous exercerez des fonctions variées, à dominante juridique :
- analyse juridique et financière des mesures proposées ;
- rédaction de textes législatifs (loi de financement de la sécurité sociale) et réglementaires ;
- rédaction de notes à destination du cabinet du Ministre et réponses aux courriers ;
- participation à des groupes de travail interministériels et au processus de décision (réunions interministérielles, Conseil d’'Etat, etc.)
Vous travaillerez en étroite collaboration avec :
- plusieurs autres bureaux du ministère notamment à la DGPE (Bureau de l'Union européenne et bureaux filières),
- la caisse centrale de la Mutualité sociale agricole (MSA)
- les services des autres ministères (Direction de la sécurité sociale, Direction du budget, Direction générale des outre-mer, Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture).

S'agissant de sujets sensibles, le poste implique des échanges réguliers avec la chaîne hiérarchique, voire le cabinet du Ministre.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
	Aisance rédactionnelle
Rigueur et compétences juridiques	Capacités d'analyse et de synthèse
Intérêt pour le droit de la sécurité sociale	Qualités relationnelles et aptitude au travail en équipe et en réseau
Maitrise de Word et Excel	Rigueur dans l'organisation du travail et l'étude des dossiers
	Force de persuasion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Olivier CUNIN : sous-directeur du travail et de la protection sociale Tel: 01 49 55 82 60 – olivier.cunin@agriculture.gouv.fr Jean-Louis LETONTURIER : adjoint au sous-directeur du travail et de la protection sociale Tel: 01 49 55 51 18 – jean-louis.letonturier@agriculture.gouv.fr Jean-Noël DODOTE : chef du bureau de l'assujettissement et des cotisations sociales Tel : 01 49 55 44-80 – jean-noel.dodote@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-direction du travail et de la protection sociale
Bureau de l’assujettissement et des cotisations sociales (BACS)
78 rue de Varenne 75007 Paris

Adjoint.e chef de bureau assujettissement et des cotisations sociales

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35320 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SAF00175**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	2.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction du travail et de la protection sociale, le bureau de l’assujettissement et des cotisations sociales élabore la réglementation en matière d’affiliation aux régimes de protection sociale agricole, de prélèvements sociaux (assiettes et taux de cotisations) et de dispositifs d’exonération et d’allègement de charges pour soutenir la politique de compétitivité des entreprises agricoles, en particulier pour faire face aux crises (sanitaires, climatiques, économiques).

Description du poste et description des missions

Au sein du bureau de l’assujettissement et des cotisations sociales du ministère chargé de l’agriculture, composé de 6 agents (dont 3 chargés de mission et un assistant), vous serez chargé de seconder le chef de bureau et d’assurer l’intérim en son absence.
Vous élaborerez la réglementation en matière d’affiliation et de prélèvements sociaux du régime agricole. Réalisations récentes : accompagnement des agriculteurs en difficultés, unification des déclarations fiscales et sociales.
En collaboration avec le chef de bureau vous :
- participerez à l’encadrement du bureau et à l’animation de l’équipe, à l’organisation et à la priorisation des travaux, en fonction des actualités et urgences à traiter dans le respect des échéances
- piloterez les dossiers de financement des régimes de protection sociale agricole les plus stratégiques et les dispositifs d’intervention pour l’accompagnement des agriculteurs faisant face aux crises
- contribuerez activement au processus de décision, en lien avec la hiérarchie et le cabinet du ministre
- participerez aux groupes de travail interministériels et aux processus de décisions et représenterez le ministère en tant que commissaire du gouvernement devant le Conseil d’Etat.

Sous votre pilotage, le bureau concevra, suivra et mettra en application les réformes, y compris de simplification, notamment les mesures législatives (LFSS chaque année) et réglementaires relatives à l’assujettissement et aux cotisations sociales.
Vous travaillerez en étroite collaboration avec plusieurs autres bureaux du ministère, la caisse centrale de la mutualité sociale agricole et les services des autres ministères (direction de la sécurité sociale, direction du budget, direction générale des outre-mer).

Le poste implique des échanges fréquents avec la direction et le cabinet du ministre. Vous participerez aux réunions du Conseil d’Etat et aux réunions interministérielles.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances en droit de la sécurité sociale Rigueur juridique Maîtrise d’Excel et Word Une expérience dans un organisme de sécurité sociale serait un plus	Aisance rédactionnelle, Capacité d’analyse et de synthèse Qualités relationnelles et aptitude au travail en équipe et en réseau

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Olivier CUNIN, sous-directeur du travail et de la protection sociale
Tel : 01 49 55 82 60 - olivier.cunin@agriculture.gouv.fr
Jean-Louis LETONTURIER, adjoint au sous-directeur du travail et de la protection sociale
Tel : 01 49 55 51 18 - jean-louis.letonturier@agriculture.gouv.fr
Jean-Noël DODOTE, chef du bureau de l’assujettissement et des cotisations sociales
Tel : 01 49 55 44 80 - jean-noel.dodote@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-direction du travail et de la protection sociale
Bureau des organismes de protection sociale agricole (BOPSA)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e de mission budget et marchés publics

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35321 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SAF00149**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction du travail et de la protection sociale, le bureau des organismes de protection sociale agricole (BOPSA), composé de 6 agents, est chargé d'assurer la tutelle des organismes de sécurité sociale agricole, notamment la Mutualité sociale agricole (MSA) et ses différentes composantes.

Il s'agit du contrôle administratif, budgétaire et comptable, de l’'élaboration, du suivi et de l'évaluation de sa convention d’'objectifs et de gestion (COG), ainsi que du contrôle en matière de gestion des personnels de la MSA.

La MSA comprend 35 caisses employant 15 000 salariés et disposant de 1,45 Md€ de budget annuel consolidé.

Description du poste et description des missions

Vous serez chargé plus particulièrement d'exercer la tutelle budgétaire et financière de la MSA et de ses organismes, se traduisant par l'’approbation des budgets de l'institution et le suivi de l'exécution budgétaire.

Vous aurez également en charge d'évaluer les résultats de la MSA et sa performance dans le cadre de la COG : suivre, consolider, analyser les performances de gestion de la MSA, afin de les améliorer et d'appuyer le pilotage de la Caisse centrale de la MSA (CCMSA).

Vous serez également amené à contrôler la régularité des marchés publics passés par la CCMSA et son organisme informatique (iMSA) et représenterez le MASA à la commission consultative des marchés des organismes de sécurité sociale.
En étroite relation avec la Direction de la sécurité sociale (DSS) et la Direction du budget (DB), qui partagent la tutelle budgétaire de la MSA, vous serez chargé :

- d'analyser, challenger et contrôler, en vue de leur approbation, les budgets de la caisse centrale de la MSA et des organismes nationaux de la MSA ;
- de suivre la COG et la performance par le biais des indicateurs prévus pour mesurer l'atteinte des objectifs fixés ;
- de suivre les comptes financiers des organismes de la MSA, ainsi que de ses différents fonds de gestion ;
- de suivre le recouvrement des cotisations par la MSA et d'élaborer un rapport annuel ;
- de suivre le schéma directeur informatique de la MSA ;
- de représenter le MASA à la commission consultative des marchés des organismes de sécurité sociale ;
- d'examiner en vue de leur approbation les délibérations des commissions des marchés des organismes nationaux de la MSA et d'assurer le suivi des marchés.

Vous élaborerez, proposerez et défendrez la position du MASA, tant vis-à-vis des autres tutelles, qu'auprès de la MSA.
Vous serez notamment chargé de préparer une synthèse des principaux enjeux de chaque conseil d'administration de la MSA (environ 10 par an), destinée à alimenter le dossier du chef de service, qui préside en amont le conseil des tutelles (avec la DSS, la DB et la MSA), auquel vous participerez également.
S'agissant de sujets stratégiques, le poste implique des échanges réguliers avec la chaîne hiérarchique, jusqu'au niveau du chef de service qui participe à tous les conseils d'administration de la MSA.

Très ouvert sur l'extérieur, l'exercice de ces missions implique une collaboration étroite avec la CCMSA, les membres du bureau et des autres bureaux de la sous-direction, la DSS et la DB, ainsi que les services exerçant la tutelle de la MSA au plan régional (Mission nationale de contrôle rattachée à la DSS).

Le titulaire du poste sera formé et accompagné en interne pour faciliter son adaptation à ses missions.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé Suivi budgétaire et comptable Contrôle interne / contrôle de gestion Élaboration d’outils de pilotage et de suivi de plans d’action Maitrise des outils informatiques (Excel, Word) Suivi budgétaire et comptable Contrôle interne / contrôle de gestion	Sens du travail en équipe Aisance relationnelle Autonomie et initiative Rigueur dans l'organisation du travail et l'étude des dossiers Capacités d'analyse et de synthèse

Des connaissances juridiques sur le code des marchés publics seraient un plus Maitrise des outils informatiques (Excel, Word)	Force de persuasion

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé • **Management :** non • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Olivier CUNIN : Sous-directeur du travail et de la protection sociale - Tel : 01 49 55 82 60 – olivier.cunin@agriculture.gouv.fr Jean-Louis LETONTURIER : Adjoint au sous-directeur du travail et de la protection sociale – Tél. : 01 49 55 51 18 – jean-louis.letonturier@agriculture.gouv.fr Olivier DAGUE : Chef du bureau des organismes de protection sociale agricole (BOPSA) - Tel : 01 49 55 50 80 – olivier.dague@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire
Secrétariat Général
Service des affaires financières, sociales et logistiques
Sous-direction du travail et de la protection sociale
Bureau des relations et des conditions de travail en agriculture (BRCTA)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e de mission Risques chimiques et biologiques en agriculture

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35322 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SAF00166**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Inspection du travail	3
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le bureau des relations et des conditions de travail en agriculture (BRCTA) est chargé, au sein de la sous-direction du travail et de la protection sociale, pour le secteur agricole :
- de l'élaboration de la réglementation relative aux relations individuelles et collectives du travail et à la santé et la sécurité au travail ;
- de la définition de la politique de prévention des risques professionnels ;
- de la surveillance du marché des agroéquipements et des équipements de protection individuelle agricoles ;
- de l'animation du dialogue social ;
- de la lutte contre le travail illégal.

Description du poste et description des missions

Au sein du bureau des relations et des conditions de travail en agriculture (BRCTA) du ministère de l'agriculture, vous contribuerez à l'élaboration de la réglementation et de la normalisation relative à protection des travailleurs agricoles exposés aux risques physico-chimiques (pesticides, biocides, amiante et dioxyde de carbone notamment) et biologiques. Vous veillerez à la prise en compte des questions de prévention des risques professionnels chimiques et biologiques dans les politiques publiques menées par le MASA.
Vous participerez à l’ élaboration, au suivi et à l'évaluation des actions du plan national santé - environnement, du plan Ecophyto pour ce qui concerne la prévention des risques professionnels lors de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, du plan chlordécone et de la stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens, en assurant l'analyse des risques physico-chimiques et biologiques.

Vous représentez le ministère dans les réunions européennes et les négociations de normalisation internationale (EN/ISO) et européenne (CEN) en ce qui concerne les équipements de travail et les équipements de protection individuelle en lien avec les risques chimiques et biologiques.

Vous instruirez les dossiers de surveillance du marché des équipements de travail et des équipements de protection individuelle destinés à la pulvérisation.

Vos contribuerez à la veille scientifique sur les dangers chimiques et biologiques connus et émergents et la diffusion des connaissances en santé sécurité. A ce titre, vous participerez aux travaux destinés à la phytopharmacovigilance et à la biosurveillance.

Cette activité entraîne des déplacements, y compris hors territoire national.
Ce poste aux missions diversifiées comporte de nombreuses interactions avec les administrations centrales et déconcentrées et avec l''échelon européen voire international.
Vous travaillerez notamment en étroites relations avec d'autres services du MASA (Direction générale de l'alimentation, Direction générale de la performance économique, Direction générale de l'enseignement et de la recherche), d''autres ministères et en premier lieu les ministères du travail (Direction générale du travail) et de la santé (Direction générale de la santé), la Caisse centrale de mutualité centrale agricole, les partenaires sociaux, les organismes de recherche…
S'agissant de sujets sensibles, le poste implique des échanges avec le cabinet du ministre

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance du code du travail, notamment de la législation et de la réglementation du travail relatives aux risques chimiques Connaissances scientifiques et techniques souhaitées en chimie et toxicologie Anglais technique parlé et écrit	Rigueur, autonomie et réactivité Intérêt pour la gestion de projets transversaux Capacités de rédaction et de synthèse Sens du contact et capacité de représentation et d'animation de réseaux

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Olivier CUNIN, sous-directeur du travail et de la protection sociale olivier.cunin@agriculture.gouv.fr 01 49 55 82 60 Jean-Louis LETONTURIER, adjoint au sous-directeur Jean-louis.letonturier@agriculture.gouv.fr 01 49 55 51 18 Philippe QUITTAT-ODELAIN, chef du BRCTA philippe.quittat-odelain@agriculture.gouv.fr 01 49 55 60 71

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique
Département Applicatifs et Services Numériques (DASN)
Bureau des systèmes d’information de l'enseignement agricole (BSIEA)
Toulouse (Site Auzeville - 2, route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Directeur.rice de projet

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35323 **Référence du poste : A5SNU00230** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4.1
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Attaché d'administration de l'état	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service du numérique (SNUM) est constitué :
- de la sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SDSPR),
- du département des applications et services numériques (DASN),
- du département de l’'environnement de travail numérique des agents (DETNA),
- du département des plateformes, de l’'hébergement et des infrastructures (DPHI)

Le département DASN se compose de 4 bureaux chargés de la maîtrise d’œuvre des différents systèmes d'information métiers, ainsi que d'un bureau chargé des méthodes, de la qualité et des outils (BMQO).

Parmi ces bureaux, le bureau des systèmes d'information de l'enseignement agricole (BSIEA) assure la maîtrise d’œuvre des applications développées ou intégrées en réponse aux besoins des maîtrises d’ouvrage de la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche (DGER).

Le portefeuille de projets et d'activités adressé sur le poste concernera une partie du domaine de l'organisation des examens qui doit être rénovée ainsi que le domaine décisionnel du SI.
Le suivi du rapprochement en cours avec le SI du ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse s'ajoutera à ce portefeuille.

Le directeur de projets en charge de ce portefeuille s'appuiera, pour conduire et mettre en œuvre ses projets, sur une équipe interne et aura recours aux marchés de sous-traitance utilisés par le département DASN (conduite de projets, développements, tests, audits, expertises techniques).

Description du poste et description des missions

Les objectifs du poste seront de :
- mener à terme les projets applicatifs en cours ou à venir selon les engagements convenus
- assurer le maintien en conditions opérationnelles (MCO) et le maintien en conditions de sécurité (MCS) des applications et services existants selon les engagements convenus
- s'assurer, avec les équipes du département DPHI, des performances nominales et de la continuité de service des applications et services en production
- entretenir des relations de qualité avec les parties prenantes des projets (MOA, fournisseurs, partenaires)

La direction de projet recouvre les missions suivantes :
- conduite et pilotage des projets du périmètre confié selon les méthodes et processus du SNUM
- animation et encadrement d'une équipe de chefs de projets et analystes (internes ou prestataires)
- gestion de la relation avec les maîtrises d'ouvrage (élaboration de la feuille de route annuelle, gestion de la comitologie de suivi des projets, priorisations ...)
- gestion de la relation avec les fournisseurs (négociation, pilotage contractuel des prestations sous-traitées)
- suivi des commandes et du budget annuel sur le périmètre confié
- gestion de la relation avec les équipes partenaires du SNUM, en particulier avec le département DPHI
- contribution à divers travaux transverses
- veille au respect du cadre méthodologique du SNUM
- tenue de points réguliers et escalade vers le chef de bureau et ou le chef de département

Des déplacements à Paris seront parfois à prévoir (1 à 4 par an).
Ce poste est éligible au télétravail selon les conditions retenues par le SNUM.
Contacts :
- les équipes AMOA et MOA de la DGER
- les prestataires des marchés de sous-traitance utilisés par le département DASN et leurs responsables opérationnels et commerciaux
- les équipes du département DPHI
- le bureau des méthodes, de la qualité et des outils (BMQO) au sein du département DASN
- les autres MOE du SIEA ou en lien avec le SIEA

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Capacité de négociation et communication Forte expérience de conduite de projets	Capacité d'encadrement et d'organisation Capacité de travail en équipe

Connaissances techniques et méthodologiques dans le domaine des systèmes d'information Connaissance des règles de la commande publique appréciée	Qualités relationnelles Rigueur, méthode Capacité d'adaptation

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé • **Management :** non • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Emmanuelle AUSSENAC Adjointe au chef du Département DASN, emmanuelle.aussenac@agriculture.gouv.fr, 05 61 28 94 83 Philippe ROBIQUET Chef du Bureau BSIEA, philippe.robiquet@agriculture.gouv.fr, 05 61 28 94 78

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général / Service du Numérique (SNUM)
Département des Applicatifs et des Services Numériques (ASN)
Bureau des Systèmes d'Information Support (BSIS)

Localisation : 2, route de Narbonne 31320 Auzeville-Tolosane

Directeur.rice de projet

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35324 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SNU00228**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	2.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service du numérique (SNUM) est constitué :
- de la sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR),
- du département des applicatifs et services numériques (ASN),
- du département de l’'environnement de travail numérique des agents (ETNA),
- du département des plateformes, de l’'hébergement et des infrastructures (PHI)

Le département ASN se compose de 4 bureaux, chargés de la maîtrise d’œuvre des systèmes d'information :
- le bureau des systèmes d'information support (BSIS),
- le bureau des systèmes d'information de l'alimentation (BSIAL),
- le bureau des systèmes d'information des territoires et de la mer (BSITM),
- le bureau des systèmes d'information de l'enseignement agricole (BSIEA),

ainsi que d'un bureau chargé des méthodes, de la qualité et des outils (BMQO).

Parmi ces bureaux, le bureau des systèmes d'information supports (BSIS) assure la maîtrise d’œuvre des applications développées ou intégrées en réponse aux besoins formulés par les maîtrises d’ouvrage du secrétariat général, du cabinet du ministre et du CGAAER (Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux).
Les domaines fonctionnels en portefeuille sur le site de Auzeville sont ceux de la statistique, du contrôle de gestion et des référentiels nationaux.

Description du poste et description des missions

Les activités sont principalement liées au pilotage d'un portefeuille de projets, au Maintien en Condition Opérationnelle et à la Mise en Condition de Sécurité ainsi que toute activité de gestion de la vie des produits en service.

Le ou la titulaire du poste intervient sur le domaine statistiques géré par le bureau BSIS.
La direction de projet recouvre les missions suivantes :
- Cadrer des chantiers en lien avec l’'AMOA et/ou la MOA,
- Coordonner les différents chantiers du portefeuille et des équipes associées,
- Garantir le bon déroulement des chantiers en terme de budget, qualité, délais,
- Préparer et animer les comités de pilotage avec l’AMOA/MOA,
- Participer aux comités projets et réunions utilisateurs,
- Piloter des chefs de projet,
- Piloter le suivi contractuel des prestations sous-traitées,
- Effectuer le reporting aux chefs de bureau et de département,
- Garantir le respect du cadre méthodologique ministériel.

Le(la) directeur(trice) de projet peut également être amené(e) à prendre en charge tout ou partie des phases de conception et de vérification du produit. Les réalisations sont majoritairement sous-traitées.
Les domaines métiers peuvent être celui des usagers, de la mesure de la performance ou de la statistique agricole.
Le (la) titulaire du poste est en relation continue avec :
- Les équipes d’'AMOA et de MOA
- Les prestataires des marchés de sous-traitance,
- Les autres membres de l'équipe BSIS qui assurent la maîtrise d’œuvre et qui ont en charge le pilotage des différents projets,
- Les Responsables Techniques du département ASN (département des applicatifs et des services numériques),
- Les équipes du département PHI (département des plateformes, de l’'hébergement et des infrastructures),
- Les équipes de la sous-direction SPR (cadrage / sécurité / budget / RH).

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Forte expérience en conduite de projet logiciel et en planification, Capacité à travailler sur plusieurs projets en parallèle, Capacité à prioriser, Capacité à déléguer, Capacités à gérer des situations de crise, Capacité de négociation, Expérience en rédaction de documentation logiciel,	Capacité d'encadrement et d'organisation, Autonomie, Rigueur, méthode, Travail en équipe, qualités relationnelles Sens de l'écoute et de la communication aussi bien orale que écrite, Capacité à vulgariser des sujets techniques, Esprit d'analyse et de synthèse,

Connaissances techniques et méthodologiques dans le domaine des SI. La connaissance des règles de la commande publique serait un plus.	Capacité à proposer des solutions et à s'adapter, Réactivité et disponibilité, Capacité d'adaptation au contexte. Une expérience de six ans minimum dans la conduite de projets informatiques est souhaitées.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Xavier Rimbert, Chef du bureau BSIS : xavier.rimbert@agriculture.gouv.fr; Tel : 01 49 55 53 82
Frédéric Marquis, Adjoint du bureau BSIS : frederic.marquis@agriculture.gouv.fr; Tél : 05 61 28 95 50

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général/Service du Numérique
Département Environnement de Travail Numérique des Agents
Bureau des projets techniques
Localisation : 78 rue de Varenne, 75007 PARIS

Directeur.rice de projet Expert(e) réseaux et télécommunications

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35325 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SNU00087**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	2.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service du numérique est composé de la sous-direction de la Stratégie, du Pilotage et des Ressources (SPR) et des départements "Applications et Services Numériques" (ASN), "Environnement de Travail Numérique des Agents" (ETNA), "Plateformes, de l''Hébergement et des Infrastructures" (PHI).
Le département ETNA, composé d’environ 30 agents, est organisé autour de 3 bureaux chargés respectivement de la maîtrise d’œuvre, de la maîtrise d’ouvrage et de l’assistance.

Le bureau des projets techniques se compose de deux pôles : le pôle "Poste de travail et Services Associés" et le pôle "Réseaux et Télécommunication"

Le pôle "Réseaux et Télécommunication" assure les missions de maîtrise d’œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur les sujets réseaux LAN / WAN (RIE - RENATER), téléphoniques (téléphonie fixe, TOIP, mobile) et visioconférence.
Cinq collaborateurs et deux prestataires en infogérance assure la continuité de service et la maintien en condition de sécurité des infrastructures techniques associées.

Description du poste et description des missions

Le(a) titulaire porte l’’expertise des moyens de télécommunications voix, données, images (VDI) du ministère.
Il(elle) participe à la mise en œuvre des stratégies réseaux - télécommunications et à la définition des architectures techniques.
Il(elle) pilote les projets du portefeuille de son périmètre en relation avec les collaborateurs du pôle.
Il(elle) est garant de la mise en service des infrastructures, de leur supervision en fonctionnement.
Il(elle) définit les procédures sur incident et assure les évolutions techniques dans le temps.
Par ailleurs , Il(elle) pilote les activités sous-traitées, organise et participe à l’’assistance de niveau 3.
- Réaliser les études d’’architectures techniques réseaux - télécommunications en adéquation avec les besoins exprimés
- Piloter les projets de son portefeuille, le déploiement et la maintenance évolutive des infrastructures VDI dans le respect des coûts et des délais
- Conseiller et assister le chef de pôle, le chef de bureau dans les phases de définitions et les équipes projets du département ETNA
- Administrer les différents dispositifs : supervision, performance, incidents, documentation techniques
- Participer à l’’élaboration des marchés publiques réseaux/télécommunications interministériels et les mobiliser
- Participer à l’’exécution budgétaire
- Participer à la conception des feuilles de route.
- Réaliser la veille technologique sur le périmètre des activités du pôle.

Contacts :

Encadrement du Service du Numérique

Directions d’administration centrale, services déconcentrés et services du numérique d’opérateurs du MASA, agents de l’administration centrale

Structures interministérielles (DINUM, …) et services du numériques d’autres ministères

Fournisseurs, sous-traitants

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maitrise dans la conduite de projet Expertise dans le domaine des réseaux et des télécommunications. Connaissance des réseaux WAN (RIE / RENATER) Connaissance des marchés publics et du suivi budgétaire.	Sens aigu du service et de la relation aux utilisateurs Capacité à gérer des projets complexes Sens de l’’organisation et de la gestion des priorités Maintien permanent des connaissances Rigueur, sens du service, réactivité Capacité à travailler en équipe Solliciter un arbitrage et rendre compte.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non

-

Personnes à contacter
Stéphane ARCHE – Chef du département « Environnement de travail Numérique de l’Agent » - stephane.arche@agriculture.gouv.fr – 01 49 55 58 78

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général / Service du Numérique
Département Plateformes, Hébergement, Infrastructures (DPHI)
Bureau des Infrastructures (BI)
Toulouse (Site Auzeville - 2, route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Directeur.rice de projet Réseau - Sécurité

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35326 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SNU00226**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** CDI
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Attaché d'administration de l'état	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le département PHI est composé de trois bureaux traitant respectivement des Plate-formes applicatives, des Infrastructures, de la coordination et des offres de services. Il gère un Datacenter ayant une capacité d'accueil d'environ 250 baies, qui héberge les SI du ministère et ceux d'autres institutions publiques (IGN, INSEE, MENJS, ...)
Il est en charge de la mise à disposition des plateformes et ressources nécessaires à l’’hébergement.
Le BI assure la définition et pilote le MCO et le MCS des infrastructures physiques du centre informatique d'Auzeville. Il garantit la mise en œuvre, le déploiement, l’exploitation et le décommissionnement des infrastructures informatiques.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité du chef de bureau, le(la) titulaire gère l'équipe en charge des équipements réseaux et de sécurité du datacenter du ministère de l'agriculture (4 ingénieurs et 2 prestataires).
En étroite collaboration avec l'officier de sécurité du datacenter (OSSI), il (elle) est donc le garant du bon fonctionnement des infrastructures suivantes :
- réseaux du datacenter (Juniper Apstra, HP)
- DNS
- Parefeux (StormShield et Fortinet)
- Proxy (Fortinet)
- VPN (F5)
- IPAM
- Réseau OOB
- Assurer et suivre l'intégration des éléments d'infrastructure physique retenus
- Procéder à l'analyse et la définition des projets (cahier des charges, planification…)
- Piloter ou réaliser les études et rédiger les dossiers d'architectures techniques
- Organiser les tests, les recettes et le déploiement
- Valider les documentations techniques d'exploitation (fiches de procédures pour le niveau 1, dossiers d'exploitation pour le N2/N3)
- Effectuer un reporting régulier auprès du chef de bureau
- Rester force de proposition et référent technique sur le périmètre réseau/sécurité du Datacenter
- Participer en tant que de besoin aux astreintes du bureau
- Le poste est télétravaillable à hauteur de 2 j/semaine
- Le poste peut donner lieu à des interventions en HNO planifiées

Le·la titulaire du poste est en relation continue et étroite avec :
• Les autres équipes des 3 bureaux du département
• Les autres départements du SNUM
• Les instances interministérielles en charge de sujets numériques (DINUM, RIE, ANSSI…)
• Les prestataires du département PHI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Posséder de solides compétences en administration et architecture réseaux - Posséder de solides compétences en administration et architecture de solutions de sécurité - Maîtriser l'environnement et les enjeux de la production informatique - Avoir une expérience en direction de projet - Connaître le référentiel ITIL - Avoir si possible une expérience sur des équipements de même technologie que ceux déployés sur le périmètre du poste (Stormshield, Fortinet, Juniper et F5) - Avoir si possible une expérience en automatisation (Ansible, Terraform) - Connaître le fonctionnement du RIE serait un plus	- Autonomie et esprit d'initiative - Aptitude au travail en équipe et en réseau - Rigueur et sens des priorités - Gestion des relations avec les fournisseurs - Capacité de négociation et de communication écrite et orale - Aptitude à gérer une équipe

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé

- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Michaël COMBES, chef du Bureau des Infrastructures (BI) : michael.combes@agriculture.gouv.fr - Tél : 05 61 28 96 49 Jean-Christophe LACAZE, Directeur de Projet Virtualisation, Stockage et Sauvegarde, Adjoint chef de bureau jean-christophe.lacaze@agriculture.gouv.fr - Tél : 05.61.28.92.28

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste de vulnérabilités

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35327 **Référence du poste : A5SNU00218** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L'analyste de vulnérabilité analyse les informations reçues ou obtenues de diverses sources concernant une vulnérabilité présumée et tente de mieux comprendre cette vulnérabilité. Les informations sur la vulnérabilité peuvent être reçues de chercheurs en vulnérabilité, d'intervenants en cas d'incident, de sources publiques ou de sources tierces.
L'analyste de vulnérabilité a pour mission de :
• Se renseigner sur une nouvelle vulnérabilité en lisant des sources publiques ou d'autres sources tierces
• Catégoriser, hiérarchiser et effectuer une évaluation initiale d'une vulnérabilité
• Comprendre le défaut de conception ou de mise en oeuvre qui provoque ou expose la vulnérabilité
• Élaborer les mesures nécessaires pour corriger la vulnérabilité sous-jacente ou atténuer les effets de l'exploitation de la vulnérabilité. Réduire les effets de l'exploitation de la vulnérabilité et le temps d'exposition à la menace.
• Documenter les conclusions ou les résultats de l'analyse de la vulnérabilité
• Analyser les causes profondes de la vulnérabilité
• Participer à la conception des stratégies de détection et de réponse du CSIRT Agriculture (durcissement,
création de fiche de remédiation pour réponse, …)
Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d'exercice
• Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat :
• Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
• Savoir comprendre et expliquer la vulnérabilité d'un point de vue réseau, système et applicatif • Savoir analyser des résultats notamment dans le rejeu de vulnérabilités les plus critiques dans un environnement et des outils dédiés (environnement de type « Lab/Sandbox », Linux Kali, etc…) • Savoir assurer un suivi et support sur la remédiation • Savoir rédiger des rapports de vulnérabilités et de synthèses orientés risques • Savoir rédiger des documents techniques Connaissances en matière de développement et intégration • Connaissances en matière d'administration système et réseau	• Animation de réunions techniques • Qualités d'analyse et de synthèse • Qualités relationnelles • Qualités pédagogiques • Aptitude au travail en équipe •Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte • Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d’information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste SOC

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35328 **Référence du poste : A5SNU00219** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d’information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d’alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L’analyste SOC a pour mission la surveillance du système d’information au sens large afin de détecter toutes les activités suspectes ou malveillantes.
L'analyste SOC contribue :
• à l’identification des événements de sécurité ou des incidents, à l’analyse et à la quantification,
• à l’évaluation de la gravité des incidents de sécurité et à leur notification,
• à la préconisation des mesures de contournement ou de remédiation,
• à la mise en place de l’outillage,
• à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d’affecter les systèmes d’information du MASA.
Au-delà de l’expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d’alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d’exercice :
- Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat
- Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- Prestataire SOC
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Excellente compréhension des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, notamment TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Connaissance approfondie des attaques courantes, des techniques d'intrusion et des indicateurs de compromission (IOC) - Compétences en analyse de log et en recherche d'activités suspectes ou malveillantes - Connaissance des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation associées - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware pour détecter et analyser les logiciels malveillants - Connaissance des bonnes pratiques de sécurisation des systèmes, des réseaux et des applications - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible

- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d’information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste SOC

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35329 **Référence du poste : A5SNU00220** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d’information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d’alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L’analyste SOC a pour mission la surveillance du système d’information au sens large afin de détecter toutes les activités suspectes ou malveillantes.
L'analyste SOC contribue :
• à l’identification des événements de sécurité ou des incidents, à l’analyse et à la quantification,
• à l’évaluation de la gravité des incidents de sécurité et à leur notification,
• à la préconisation des mesures de contournement ou de remédiation,
• à la mise en place de l’outillage,
• à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d’affecter les systèmes d’information du MASA.
Au-delà de l’expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d’alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d’exercice :
- Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat
- Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- Prestataire SOC
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Excellente compréhension des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, notamment TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Connaissance approfondie des attaques courantes, des techniques d'intrusion et des indicateurs de compromission (IOC) - Compétences en analyse de log et en recherche d'activités suspectes ou malveillantes - Connaissance des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation associées - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware pour détecter et analyser les logiciels malveillants - Connaissance des bonnes pratiques de sécurisation des systèmes, des réseaux et des applications - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible

- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste en réponse à incidents

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35330 **Référence du poste : A5SNU00221** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L'analyste de réponse à incidents analyse et comprend un incident de sécurité confirmé. Il récolte, catégorise, stocke les informations concernant l'incident de sécurité et tout autre évènement qui peut être considéré comme pertinents. Il fait en sorte de limiter au plus possible l'impact, de réduire les pertes, et éviter au maximum d'autres attaques (notamment, par exemple, en limitant les faiblesses).
L'analyste en réponse à incidents a pour mission de :
• Analyser et comprendre les évènements de sécurité, potentiels ou confirmés,
• Evaluer les impacts et les dommages potentiels,
• Analyser les incidents pour identifier la cause racine et les impacts,
• Collecter des rapports d'incidents et assurer la coordination d'analyse,
• Mettre en place les plans de remédiation et de restauration,
• Assurer la coordination d'incidents via le planning, la communication, et la formalisation de rapports.
Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d'exercice :
- Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat
- Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Compréhension des implications de la sécurité et des méthodes d'investigation pour les composants IT les plus communs - Maitrise des outils d'analyse forensique ainsi que des solutions EDR - Maitrise des investigations forensiques sur des réseaux ou des périphériques - Large compréhension de TCP/IP, DNS, des services réseau courants et d'autres sujets fondamentaux - Connaissance des techniques de détection, d'analyse et d'évasion des logiciels malveillants. - Expérience de l'analyse des logiciels malveillants - Expérience des tests de pénétration et de l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes et réseaux d'entreprise afin de renforcer la sécurité des réseaux. - Expérience des tests de pénétration d'applications web - Connaissance des techniques d'attaque et d'exploitation des logiciels - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non

- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste en réponse à incidents

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35331 **Référence du poste : A5SNU00222** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L'analyste de réponse à incidents analyse et comprend un incident de sécurité confirmé. Il récolte, catégorise, stocke les informations concernant l'incident de sécurité et tout autre évènement qui peut être considéré comme pertinents. Il fait en sorte de limiter au plus possible l'impact, de réduire les pertes, et éviter au maximum d'autres attaques (notamment, par exemple, en limitant les faiblesses).
L'analyste en réponse à incidents a pour mission de :
• Analyser et comprendre les évènements de sécurité, potentiels ou confirmés,
• Evaluer les impacts et les dommages potentiels,
• Analyser les incidents pour identifier la cause racine et les impacts,
• Collecter des rapports d'incidents et assurer la coordination d'analyse,
• Mettre en place les plans de remédiation et de restauration,
• Assurer la coordination d'incidents via le planning, la communication, et la formalisation de rapports.
Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d'exercice :
- Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat
- Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Compréhension des implications de la sécurité et des méthodes d'investigation pour les composants IT les plus communs - Maitrise des outils d'analyse forensique ainsi que des solutions EDR - Maitrise des investigations forensiques sur des réseaux ou des périphériques - Large compréhension de TCP/IP, DNS, des services réseau courants et d'autres sujets fondamentaux - Connaissance des techniques de détection, d'analyse et d'évasion des logiciels malveillants. - Expérience de l'analyse des logiciels malveillants - Expérience des tests de pénétration et de l'évaluation de la vulnérabilité des systèmes et réseaux d'entreprise afin de renforcer la sécurité des réseaux. - Expérience des tests de pénétration d'applications web - Connaissance des techniques d'attaque et d'exploitation des logiciels - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non

- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources - benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général - Service du Numérique (SNum)
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la sécurité des systèmes d'information (BSSI)
Paris (78 rue de Varenne – 75007 Paris)
ou Toulouse (2 route de Narbonne - 31320 Auzeville Tolosane)

Analyste centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT)

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35332 **Référence du poste : A5SNU00223** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Au sein de la sous-direction SPR, le BSSI est chargé de définir et mettre en œuvre la politique de sécurité des systèmes d'information du MASA et de veiller à son application. Cette politique concerne également le centre de production du MASA situé à Toulouse.
En application des instructions interministérielles, le MASA a décidé de créer un centre ministériel d'alerte et de réaction aux attaques informatiques (CSIRT) qui constituera une entité du BSSI. Celui-ci interviendra sur l'ensemble du périmètre du MASA. Les travaux de préfiguration ont été conduits en 2023 en lien avec l'Anssi, et la mise en œuvre du CSIRT est désormais effectivement engagée (équipe de 8 personnes en cours de constitution).

Description du poste et description des missions

L'analyste CSIRT met en oeuvre des actions afin d'anticiper les incidents, les analyse, puis préconise des mesures d'amélioration visant à limiter les incidents futurs.
L'analyste CSIRT contribue :
• au suivi et à la qualification des alertes remontées par le SOC et les sources extérieures
• à l'analyse et l'enquête sur les incidents de sécurité signalés pour en déterminer la cause, l'impact et l'étendue
• à la mise en place de mesures de réponse aux incidents pour atténuer les impacts et minimiser les temps d'arrêt
• à l'élaboration et à la mise en oeuvre des stratégies de détection des incidents, y compris la surveillance des journaux
• à la veille sur les vulnérabilités et menaces cyber susceptibles d'affecter les SI du MASA
• à la conception des stratégies de détection et de réponse du CSIRT du MASA
• à l'amélioration continue des pratiques, processus et outils
Au-delà de l'expertise technique attendue, les différentes missions confiées au titulaire du poste impliquent une forte disponibilité, la conduite de réunions de coordination opérationnelle avec les interlocuteurs internes (directions et services) et externes (ANSSI notamment), la production de rapports de veille ou de
traitement d'alertes ou incidents, ainsi que la tenue de tableaux de bord.

Conditions particulières d'exercice :
- Participation à la mise en oeuvre de la sécurité numérique de l'Etat
- Obtention d'une habilitation de sécurité
Contacts :
- ANSSI
- Autres CSIRT ministériels
- Autres départements du SNum, notamment le département PHI
- Service de la HFDS et FSSI

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance approfondie des systèmes d'exploitation courants tels que Windows, Linux et macOS - Maîtrise des protocoles réseau, y compris TCP/IP, DNS, DHCP, HTTP, HTTPS, SMTP, etc. - Expérience avec des outils de détection des intrusions - Compétences en analyse de log et en recherche d'indicateurs compromettants (IoCs) - Compréhension des vulnérabilités courantes et des techniques d'exploitation - Capacité à utiliser des outils d'analyse de malware et à comprendre les techniques de propagation et de fonctionnement des logiciels malveillants - Compétences en script et automatisation avec des langages de programmation (Python) - Compréhension des architectures de sécurité, des modèles de menace et des méthodologies de réponse aux incidents - Expérience avec des techniques de collecte de preuves numériques et d'investigation forensique - Connaissances en matière de développement et intégration - Connaissances en matière d'administration système et réseau	- Animation de réunions techniques - Qualités d'analyse et de synthèse - Qualités relationnelles - Qualités pédagogiques - Aptitude au travail en équipe - Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte - Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé • **Management :** non • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Christophe PEGUILLAN, chef du BSSI - christophe.peguillan@agriculture.gouv.fr - 05.61.28.94.05 Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources –- benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr. - 01.49.55.47.94

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général / Service du Numérique
Sous-direction de la stratégie, du pilotage et des ressources (SPR)
Bureau de la stratégie, de l’urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD)
78 rue de Varenne – 75007 Paris

Directeur.rice de projet « Expertise technique »

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35333 **Référence du poste : A5SNU00211** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
Attaché d'administration de l'état	2.2
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le SNum est composé d'une sous-direction (SPR) et de 3 départements : applicatifs et services numériques (ASN), environnement de travail numérique des agents (ETNA), et plateformes, hébergement et infrastructures (PHI).
La sous-direction SPR est composée des bureaux :
- de la stratégie, de l’urbanisation, du pilotage et des données (BSUPD),
- de la MOA et AMOA des SI transverses (BMAT),
- des ressources et du budget (BRB),
- de la sécurité des systèmes d’information (BSSI).

Le BSUPD est chargé d’''élaborer les stratégies en matière de numérique. Il pilote la gouvernance avec les services et partenaires du MASA. Il veille à l'urbanisation des SI du MASA et assure le cadrage des projets numériques avec les MOA. Il pilote les actions de transformation, de modernisation et de simplification en matière de numérique. Il anime les réseaux d'acteurs.
Il coordonne l’''administration des données au sein du MASA.

Description du poste et description des missions

En collaboration étroite avec un autre directeur de projet 'Expertise technique' du BSUPD, la personne titulaire du poste sera chargée de participer à la définition d'un cadre de cohérence technique des SI rénovés à court, moyen et long terme.
Il participera à l’''animation des comités techniques (Cotec) du MASA.
Il pilotera et cadrera des projets à caractère technique.
Il sera le représentant, pour tous les aspects techniques, du bureau auprès de l’’incubateur et des starts-up d'état mise en place au MASA, en veillant notamment aux technologies utilisées et à leur compatibilité avec une éventuelle reprise des projets par le SNum en mode 'run'.
Il sera en appui du reste de l'équipe sur les sujets de cadrage, de stratégie et de pilotage.
Les missions de la personne titulaire du poste :

- participer à la définition d'un cadre de cohérence technique des SI rénovés à court, moyen et long terme et le faire vivre au cours des années ;

- en appui à l'autre directeur de projet 'expertise technique', participer à l'animation des comités techniques (Cotec) du ministère en étudiant les dossiers d’architecture soumis par les équipes projets MOE au Cotec, en s’assurant que les architectures proposées sont en cohérence avec la stratégie du ministère, en veillant à la bonne urbanisation des SI et en proposant des pistes d’amélioration et d'optimisation le cas échéant, en participant à la rédaction des comptes rendus de Cotec ;

- piloter et cadrer des projets à caractère technique d'envergure diverse ;

- être l'interlocuteur de l'incubateur et des starts-up d’''état sur le volet technique ;

- appuyer l’ équipe dans la compréhension de sujet à caractère technique ;

- faire de la veille technologique.
Le(la) titulaire du poste est en relation continue et étroite avec :
En interne :

- Ensemble des acteurs du SNum
- Autres directions du ministère
- Incubateur

En externe :

- Services déconcentrés et opérateurs
- Dinum

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Expérience dans la construction de SI complexe. Bonne connaissance des sujets numériques, avec vision et recul. Expérience significative sur :	Appétence pour la réflexion et la construction de cadre technique normatif.

- méthodes de développement, - environnements java/J2EE, Angular, Springboot, - outils de déploiement, - bases de données (PostgreSQL, Sybase), - infrastructure. Diplômé en ‘informatique et systèmes d’"information universitaire ou ingénieur (Bac+5).	Aptitude à exposer un problème, proposer des solutions, solliciter un arbitrage et rendre compte. Qualité relationnelle, goût et aptitude à communiquer et à travailler en équipe. Esprit de synthèse et de rigueur. Disponibilité, discrétion et adaptabilité.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Jean-Louis LARRIEU, Chef de bureau de la stratégie, de l'urbanisation, du pilotage et des données – jean-louis.larrieu@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.55.93

Bénédicte POINSSOT, sous-directrice de la stratégie, du pilotage et des ressources – benedicte.poinssot@agriculture.gouv.fr - 01.49.55.47.94

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Mission du pilotage des effectifs et des compétences
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e d'études GPEC pour le secteur Enseignement

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35334 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SRH00402**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines.
Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

La Mission du Pilotage des Emplois et des Compétences (MIPEC) est une mission directement rattachée au Chef du Service des Ressources Humaines.

Composée de 12 cadres, elle est organisée en 2 pôles autour de ses missions principales : animer et coordonner la gestion prévisionnelle des ressources humaines ; assurer la programmation, le suivi de la masse salariale et des effectifs et coordonner la politique indemnitaire.

La MIPEC assure le développement d’une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) pour l'ensemble du ministère (environ 30 000 agents) et en évalue les conséquences quantitatives et qualitatives sur les métiers actuels ou émergents au regard de l'évolution de ses missions.

Son activité est stratégique dans la mesure où il s'agit de créer les conditions permettant l'exercice de toutes mes missions du ministère.

Description du poste et description des missions

Deux objectifs principaux sont assignés à cet emploi :

- Contribuer à l'adéquation entre les effectifs, les compétences et les missions spécifiques des services en proposant et mettant en œuvre les leviers appropriés sur le plan qualitatif.

- Proposer une approche, à moyen et long terme, de la politique ministérielle des ressources humaines du ministère et ses opérateurs dans le champ de l’’enseignement.
Le ou la titulaire du poste est au cœur de l'élaboration de la politique GPEC du MASA. A ce titre :

- Il/elle contribue aux travaux du comité d’ orientation des ressources humaines (CORH), instance ministérielle de pilotage des compétences des ressources humaines.

- Il/elle identifie et analyse les évolutions des emplois et des compétences dans une démarche de prospective ministérielle pour les métiers relevant du secteur de l'enseignement. Ces travaux portent sur une population de l'ordre de 18 000 agents. Ils sont réalisés en lien avec la Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche, les autorités académiques et les établissements d'enseignement supérieur (AgroParisTech, .

- Il/elle élabore des scénarios en prenant en compte les évolutions identifiées et propose des leviers d'action : recrutements, attractivité, formation continue et initiale...

- Il/elle assure le secrétariat général de la COSE (instance de reconnaissance de l'expertise) pour les collèges Forêt-Bois et Transition Agro-écologique : conseil aux agents, échanges avec le président de collège, instruction des demandes, organisation de la réunion plénière.
Contacts :
- Au sein du ministère :
- Les directions d’administration centrale du ministère et en priorité la Direction générale de l’enseignement et de la recherche
- les réseaux de structures déconcentrées : directions régionales, directions départementales interministérielles...
- Les opérateurs du ministère
- Le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER)

- Au niveau interministériel :
- La Direction générale de l’administration et de la fonction publique (DGAFP)
- Le ministère de la transition écologique (MTECT)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Piloter des projets et des études et en assurer la synthèse et la restitution.	- Sens de l'organisation.

- Maîtrise d''Excel. - Exploitation de base de données. - Très bonne qualité rédactionnelle. - Connaissance du MASA, de ses opérateurs et de ses politiques publiques.	- Réactivité. - Autonomie. - Sens de l''analyse et de la synthèse. - Sens du relationnel. - Rigueur d'exécution des tâches . - Esprit d'initiative. - Force de proposition.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Pierre-Yves Platz, chef de la mission du pilotage des emplois et des compétences
pierre-yves.platz@agriculture.gouv.fr
Sébastien Gans, adjoint du chef de la mission du pilotage, des emplois et des compétences et responsable du pôle prospective RH
sebastien.gans@agriculture.gouv.fr
Sandrine Molez, chargée de mission transversale,
sandrine.molez@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Mission des systèmes d'information des ressources humaines (MISIRH)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chef.fe de projet AMOA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35335 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5SRH00032**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	2.2
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	2.2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (1°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines.
Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la MISIRH assure l'assistance à maîtrise d'ouvrage des projets SI du SRH et veille à la cohérence des SI dans le domaine des ressources humaines. Elle accompagne également le SRH dans la mise en place et l'appropriation de ses nouveaux outils et procédures.

La mission est rattachée directement au chef de service des ressources humaines.

Elle est composée de deux pôles : un pôle relatif à la conduite des projets et un pôle relatif à l’’accompagnement du changement.

Description du poste et description des missions

Au sein de cette mission, sous l'autorité du chef de pôle Projets, le ou la chef(fe) de projet AMOA (assistance à la maitrise d'ouvrage) participe au pilotage opérationnel, au suivi et à la mise en œuvre de référentiels et/ou d’évolutions fonctionnelles et réglementaires liés au système d'information des ressources humaines SIRH RenoiRH, dans un contexte ministériel et interministériel.
En tant que chef(fe) de projet, il vous reviendra :
- D'accompagner les agents utilisateurs des sous-directions métier dans la définition et l'expression de leurs besoins ;
- De défendre ces besoins en comités d'évolution interministériels et lors des ateliers de conception, de valider les spécifications ;
- De réaliser la recette fonctionnelle des évolutions des outils du SIRH (RenoiRH, self mobile, RIGA) ;
- De communiquer au pôle « accompagnement du changement » de la mission les évolutions mises en œuvre lors des montées de version ;
- D'apporter une expertise fonctionnelle lors des propositions d’’évolutions des référentiels interministériels ;
- De tenir à jour les instruments de pilotage et de suivi de projet ;
- D'assurer un reporting précis et régulier de l'état d'avancement des différents projets.

Contacts :
- Le Centre interministériel de services informatiques relatifs aux ressources humaines (CISIRH) ;
- Les missions SIRH des autres ministères, notamment du champ de l'organisation territoriale de l'Etat ;
- L'institut Agro Dijon pour le site FORMCO dédié à la formation.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Maîtrise du SIRH RenoiRH - Connaissance de la gestion des ressources humaines fonction publique	- Expérience en conduite de projet - Qualités relationnelles - Rigueur - Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse - Facilité et clarté dans l'expression orale

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

M.ROLLAND Sébastien, chef de la mission SIRH
Tel: 01.49.55.86.30 – sebastien.rolland@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels de catégorie A et sous statuts d'emploi
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Gestionnaire de corps A+

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35336 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00405**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
Technicien : spécialité techniques et économie agricoles	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le SRH élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels.
Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération, composée de 160 agents ,assure la gestion des carrières des personnels, l’organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie et coordonne les campagnes de mobilité et de promotions.

Le BASE est responsable de la gestion et du suivi des personnels de catégorie A et des personnels sous statuts d'emploi.

Il regroupe 3 secteurs (secteur des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement, secteur des attachés d'administration de l’''État et des chefs de missions, secteur des inspecteurs de santé publique vétérinaire, des agents sous statuts d'emploi, des inspecteurs généraux de l'agriculture et des administrateurs de l’''État) et comprend 29 agents.

Description du poste et description des missions

Placé(e) sous l’''autorité du chef du bureau et de l’''adjoint en charge du secteur, vous assurez la gestion administrative et financière d'un portefeuille d'agents du secteur A+ (notamment les agents sous statut d'emploi dans l'enseignement technique agricole).

À ce titre, vous êtes directement en charge de la gestion individuelle des carrières des agents (nomination, affectation, positions statutaires, congés divers, mobilité, promotion) et de la gestion de leur rémunération (traitement, NBI, régime indemnitaire…).
Plus précisément, vous :
- Assurez la gestion administrative et la paie des agents concernés : préparation des actes juridiques de gestion des agents, suivi administratif de leur carrière, traduction des actes de gestion en matière de rémunération ;
- Apportez aux gestionnaires de proximité les informations générales et individuelles relatives à la gestion des ressources humaines ;
- Répondez aux demandes d'information des agents sur leur situation administrative ;
- Participez, sous la coordination de l'adjoint du secteur, à la préparation des CAP ;
- Contribuez, le cas échéant, à la mise en œuvre des réformes ayant un impact sur la population gérée.

Contacts :
– Equipe de 6 gestionnaires et 1 gestionnaire référent ;
– Chef et adjoints au chef du bureau ;
– Relations avec les gestionnaires de proximité des services centraux et déconcentrés, le réseau d'appui aux personnes et aux structures ;
– Personnels du ministère en charge de l'agriculture.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Des formations et un tutorat seront organisés lors de la prise de poste. Le poste conviendrait tout particulièrement à un candidat disposant déjà : – d'une connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire et réglementaire – d'une connaissance des procédures de paie et des outils informatiques correspondants (AGORHA, RENOIRH)	- Capacité d'organisation du travail, polyvalence - Discrétion professionnelle - Dynamisme, réactivité, rigueur et efficacité dans le travail - Goût pour le travail en équipe et sens du service - Sens des relations humaines et du service - Qualités rédactionnelles - Maîtrise et capacités d'adaptation à des outils informatiques

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** minimum 1935 € nets mensuel
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Xavier PAUL, chef du BASE - Tél : 01.49.55.47.57 xavier.paul@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines (SRH)
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR)
Bureau de gestion des personnels de catégorie B et C (BBC)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Responsable administratif.ve cat. A Chef(fe) de bureau

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35337 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5SRH00076**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	1.2
Administrateur de l'état	1.4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du service des ressources humaines, la sous-direction des carrières et des rémunérations assure le pilotage de la gestion des carrières, des parcours professionnels et du suivi individualisé des agents.
Elle est responsable de l'organisation de la gestion administrative des personnels, de la mise en oeuvre de la paie des agents et coordonne la politique de mobilité.

Le bureau de gestion des personnels de catégorie B et C (BBC) est chargé du pilotage, de la gestion et du suivi des agents appartenant principalement aux corps des techniciens supérieurs, des secrétaires administratifs, des adjoints administratifs et des adjoints techniques.

Le bureau compte 35 agents, 27 d'entre eux étant répartis sur 2 secteurs.

Description du poste et description des missions

Sous l’'autorité du sous-directeur, le ou la chef(fe) de bureau met en œuvre la politique RH du ministère pour les agents appartenant aux corps mentionnés ci-dessus (environ 11 000 agents).

Assisté(e) de trois adjoints et d'une équipe de 35 agents, il (elle) assure la gestion administrative (individuelle et collective) et la paie des agents dont il (elle) a la responsabilité.
Plus précisément, vous êtes amené(e) à :

- Manager et organiser le travail de l’équipe en veillant à la bonne circulation de l’'information ;
- Superviser les opérations de gestion administrative et de paie des agents des corps dont le bureau a la charge ;
- Contrôler la régularité des procédures et validez les actes de gestion ;
- Participer au dialogue social et assurez l'organisation et le suivi des résultats des réunions des commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l’égard des corps concernés ;
- Préparer la prise en charge des agents recrutés, les affectations et les promotions ;
- Mettre en œuvre le droit disciplinaire ;
- Contribuer aux travaux interministériels relatifs aux corps gérés en participant à la réflexion relative à l' évolution des corps et, le cas échéant, à la rédaction des textes modifiant les statuts ;
- Contribuer à la politique RH ministérielle en matière de définition des parcours qualifiants et des modalités de formation des fonctionnaires concernés ;
- Développer le contrôle interne.

Relations avec :
- le sous-directeur et ses adjoints, le chef du service des ressources humaines et son adjointe ;
l'ensemble des bureaux du service des ressources humaines ;
- les bureaux responsables des 4 programmes du MASA et des maisons d'emplois que sont le MTETC et les établissements sous tutelle (ONF, ASP, FAM, IGN, INAO...) ;
- les responsables de bureaux de gestion de proximité des services centraux et déconcentrés, des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles et, enfin, des établissements d’enseignement supérieur agricole ;
- le réseau d'appui aux personnes et aux structures (IGAPS) ;
- les représentants du personnel.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance de la gestion statutaire et réglementaire et des processus de paie (formations internes disponibles) ; - Connaissance et/ou intérêt pour les différents secteurs d'emploi du ministère ; - Capacité d’analyse et de rédaction ;	- Qualités d'encadrement et d'animation, aptitudes managériales ; - expérience solide d'organisation du travail et de pilotage, sens de l'initiative ; - Dynamisme, adaptabilité, vigilance et réactivité ; - Disponibilité ; - Sens des relations humaines et aptitude à la négociation ;

- Expérience de la conduite de projet ; - Qualités rédactionnelles.	- Sens du service - Aptitudes à rendre compte.

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé • **Management :** oui • **Logé :** non •

Personnes à contacter
Laurent BELLEGUIC - sous-directeur des carrières et des rémunérations 01.49.55.44.09 laurent.belleguic@agriculture.gouv.fr Virginie CHENAL - adjointe au sous-directeur des carrières et des rémunérations 01.49.55.56.59 virginie.chenal@agriculture.gouv.fr Arnaud SCOLAN - adjoint au sous-directeur des carrières et des rémunérations 01.49.55.82.77 arnaud.scolan@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines (SRH)
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR)
Bureau de gestion des personnels de catégorie B et C (BBC)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e de mission juridique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35338 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SRH00104**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise les CAP et les CCP.

Le BBC est chargé de la gestion et du suivi des fonctionnaires de catégorie B et C des filières administrative (secrétaires administratifs, adjoints administratifs) et technique (techniciens supérieurs et adjoints techniques).

Le bureau compte 35 agents répartis sur 2 secteurs. Il est situé à Varenne, dans le 7ème arrondissement de Paris.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité de la cheffe de bureau, le ou la chargé(e) de mission juridique est chargé(e) d'assurer des fonctions d'expertise sur les dossiers traités par le bureau, notamment en ce qui concerne les dossiers contentieux et disciplinaires.

Il ou elle apporte une expertise juridique et réglementaire nécessitant un suivi spécifique et assure un rôle d'expert juridique dans les projets auxquels le bureau est associé.
Plus particulièrement, vous êtes amené(e) à :
- Traiter les dossiers individuels nécessitant un suivi spécifique
- Mettre en œuvre le droit disciplinaire
- Suivre et pré-instruire les dossiers contentieux en relation avec le service juridique
- Répondre, en relation avec les adjoints à la cheffe de bureau aux courriers des élus, des organisations syndicales, voire des particuliers
- Répondre aux demandes d'analyse juridique formulées par la cheffe du bureau, ses adjoints ou les gestionnaires
- Participer à l'organisation des commissions administratives paritaires (CAP) et assurer le secrétariat des séances
- Participer aux groupes de travail contribuant à la sécurité juridique des procédures

Contacts :
- Relations avec la cheffe du bureau et ses adjoints, le sous-directeur et ses adjoints, le chef de service et son adjoints
- Ensemble des agents du bureau
- Relations avec les gestionnaires de proximité des services centraux et déconcentrés, les assistantes des IGAPS et les IGAPS ;
- Relations avec les représentants du personnel

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissances juridiques et réglementaires (statuts fonction publique, droit disciplinaire, etc.) - Travail avec des partenaires multiples - Capacités de rédaction et d'analyse	- Capacité d'organisation du travail - Discrétion professionnelle - Dynamisme, rigueur, initiative - Disponibilité - Sens des relations humaines - Sens du service

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Minimum 2343€ nets mensuel
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Simone HAYOT - cheffe du bureau 01.49.55.43.75 simone.hayot@agriculture.gouv.fr Pierre-Henri PAULET –- adjoint à la cheffe de bureau 01.49.55.42.25 pierre-henri.paulet@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines (SRH)
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR)
Bureau de gestion des personnels de catégorie B et C (BBC)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Gestionnaire de corps - filière administrative

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35339 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00081**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau BBC est chargé de la gestion et du suivi des fonctionnaires de catégorie B et C des filières administrative (secrétaires administratifs, adjoints administratifs) et technique (techniciens supérieurs et adjoints techniques).

Il comprend 35 agents répartis sur 2 secteurs.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité du chef de bureau et du responsable de secteur, vous réalisez la gestion administrative et financière d''une partie des agents du corps des secrétaires administratifs et des adjoints administratifs.
Plus précisément, vous :
- assurez la gestion administrative et la paie des agents concernés : préparation des actes juridiques de gestion des agents, suivi administratif de leur carrière, traduction des actes de gestion en matière de rémunération ;
- apportez aux gestionnaires de proximité les informations générales et individuelles relatives à la gestion des ressources humaines des agents ;
- répondez aux demandes d''information sur la situation administrative des agents ;
- vous assurez la gestion statutaire (avancements, promotion...)
- vous participez, le cas échéant, à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général et des projets du bureau.

Ces missions sont télétravaillables à hauteur des 2/5ème.
Contacts :
- équipe du secteur comprenant un gestionnaire référent et 11 gestionnaires de corps
- gestionnaires de proximité des services centraux, déconcentrés et interdépartementaux
- assistantes des inspecteurs généraux du réseau d'appui aux structures et aux personnes (IGAPS)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissance de la gestion du personnel sous l'angle statutaire et réglementaire - Connaissance de la paie - Maîtrise des outils bureautiques (traitement de texte, tableur, messagerie électronique) Prise de poste accompagnée de formations et/ou tutorat.	- Dynamisme, rigueur et efficacité dans le travail - Sens des relations humaines, goût pour le travail en équipe - Capacité d''organisation, polyvalence - Discrétion professionnelle - Sens du service - Disponibilité - Capacités d'adaptation à des logiciels RH (gestion administrative, paie, primes, etc.) - Qualités rédactionnelles

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Mini 1935€ nets
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter
Simone HAYOT - cheffe du bureau 01.49.55.43.75 simone.hayot@agriculture.gouv.fr Elodie DROUET - adjointe à la cheffe du bureau 01.49.55.41.06 elodie.drouet@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels enseignants et des personnels de la filière formation-recherche
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Gestionnaire carrières filière formation recherche

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35340 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00131**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l’organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise les CAP et les CCP.

Le bureau de gestion des personnels enseignants et des personnels de la filière formation-recherche (BE2FR) est chargé d’'assurer la gestion de carrière et la paie des personnels enseignants titulaires et non titulaires affectés dans les établissements d'enseignement relevant du ministère en charge de l'agriculture. Ce bureau gère près de 14 000 agents répartis dans l'enseignement supérieur (filière formation-recherche), l'enseignement technique agricole et l'enseignement privé agricole.
Il comprend 35 agents, répartis en 3 secteurs.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité du chef du bureau et de son adjoint, il s'agit de réaliser a gestion administrative et financière d'une partie des personnels des personnels de la filière formation-recherche et des enseignants-chercheurs : gestion individuelle et collective (avancement et mobilité) de la carrière des agents et gestion de leurs rémunérations.
–Plus précisément, vous êtes amené(e) à :
- assurer la gestion administrative et la paie des agents concernés : préparation des actes juridiques de gestion des agents, suivi administratif de leur carrière, traduction des actes de gestion en matière de rémunération ;
–- apporter aux gestionnaires de proximité les informations générales et individuelles relatives à la gestion des ressources humaines ;
–- répondre aux demandes d’'information des agents sur leur situation administrative ;
- participer, le cas échéant, à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général et des projets du bureau.
Contacts :
– en interne du service, relations avec l'équipe des gestionnaires, gestionnaire référent, coordonnateur paye, adjoint du secteur et cheffe de bureau ;

– en interne du ministère, relations avec :
- les correspondants du responsable de programme (DGER)
- les gestionnaires de proximité des services déconcentrés
- les agents

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
De préférence : – connaissance des règles de gestion des agents publics – connaissance de la paie – connaissance des outils informatiques Formations et tutorat prévus.	– Dynamisme, rigueur, sens des relations humaines, goût pour le travail en équipe – Capacité d’organisation, polyvalence – Discrétion professionnelle, disponibilité _ Sens du service – Capacités d’adaptation à des outils informatiques

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Mini 1935€ nets
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Envoyer un cv à :

Etienne DELMOTTE - chef de bureau :
etienne.delmotte@agriculture.gouv.fr

Marine MOREAU – - adjointe au chef de bureau :
marine.moreau@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels

78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Gestionnaire des agents contractuels

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35341 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00346**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau de gestion des personnels contractuels (BPCO), chargé de la gestion et du suivi de l'ensemble des personnels contractuels et du versement de certaines indemnités (vacations d'examen..) du ministère, comprend 3 secteurs et 45 agents.

Description du poste et description des missions

Placé(e) sous l'autorité de l'adjoint au chef de bureau, responsable de secteur, vous avez la responsabilité de la gestion et de la paie des agents contractuels en CDD et en CDI, affectés sur des postes administratifs et techniques au sein des services déconcentrés du ministère (DRAAF/DAAF, DDI), dans le cadre notamment des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024.
Vous assurez la gestion administrative et la paie des agents de votre portefeuille (préparation des contrats et avenants, des actes de gestion courante, suivi administratif et financier des agents, traduction en paie des actes de gestion).

Vous informez les services déconcentrés sur la situation administrative et financière des agents.

Vous participez à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général (déconcentration de la gestion administrative des contrats courts, entrée en vigueur de nouveaux référentiels de recrutement des agents contractuels).
Contacts :

En interne au bureau : relations avec les autres gestionnaires du secteur, le gestionnaire référent, le coordonnateur paie, la chargée de mission juridique et la chargée de mission recrutement, l'adjointe responsable du secteur ainsi que la cheffe du bureau.

En interne du ministère :
- Relations avec les responsables des programmes budgétaires 206 et 215.
- Relations avec les gestionnaire de proximité au sein des services déconcentrés.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des règles de gestion des agents publics, et notamment des contractuels Connaissance de la paie Connaissance du système d'information RenoiRH Une connaissance préalable dans ces domaines est un atout mais n'est pas obligatoire. Des formations et du tutorat sont prévus pour le nouvel arrivant.	Réactivité, rigueur et efficacité dans le travail Goût pour le travail en équipe Capacité d'organisation Sens du service Discrétion professionnelle

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Mini 1935€ nets
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter
Anne-Sigrid FUMEY - cheffe du bureau 01 49 55 42 43 anne-sigrid.fumey@agriculture.gouv.fr Lorraine SAYE- adjointe à la cheffe du bureau 01 49 55 43 64 lorraine.saye@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels

78 rue de Varenne, 75007 PARIS

Gestionnaire Gestionnaire des AESH et AED

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35342 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00379**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau de gestion des personnels contractuels (BPCO), chargé de la gestion et du suivi de l'ensemble des personnels contractuels et du versement de certaines indemnités (vacations d'examen...) du ministère, comprend 3 secteurs et 45 agents.

Description du poste et description des missions

Placé(e) sous l'autorité de l'adjoint au chef de bureau, chef de secteur, vous avez la responsabilité de la gestion et de la paie des accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) et des assistants d'éducation (AED) en contrat à durée indéterminée affectés dans les lycées agricoles.
Plus particulièrement, vous assurez la gestion administrative et la paie des agents de votre portefeuille (préparation des contrats et avenants, des actes de gestion courante, suivi administratif et financier des agents, traduction en paie des actes de gestion).

Vous informez les services déconcentrés sur la situation administrative et financière des agents.

Vous participez à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général.
Contacts :
En interne au bureau : relations avec le seconde gestionnaire des AESH et AED, avec l'ensemble des gestionnaires du secteur, le gestionnaire référent, les coordonnateurs paie, la chargée de mission juridique et la chargée de mission recrutement, l'adjoint responsable du secteur ainsi que la cheffe du bureau.

En interne au ministère :
- Relations avec le responsable du programme budgétaire 143 au sein de la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
- Relations avec les gestionnaire de proximité au sein des services déconcentrés et dans les lycées agricoles

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des règles de gestion des agents publics, et notamment des contractuels Connaissance de la paie Connaissance du système d'information RenoiRH Une connaissance préalable dans ces domaines est un atout mais n'est pas obligatoire. Des formations et du tutorat sont prévus pour le nouvel arrivant.	Réactivité, rigueur et efficacité dans le travail Goût pour le travail en équipe Sens du service Capacité d'organisation Discrétion professionnelle

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Mini 1935€ nets
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter
Anne-Sigrid FUMEY - cheffe du bureau 01 49 55 42 43 anne-sigrid.fumey@agriculture.gouv.fr Amaury TIBERGHIEN - adjoint à la cheffe de bureau 01 49 55 74 38 amaury.tiberghien@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e de mission encadrement supérieur

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35343 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SRH00403**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines.
Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l’organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau de gestion des personnels contractuels (BPCO), chargé de la gestion et du suivi de l'ensemble des personnels contractuels et du versement de certaines indemnités (vacations d'examen...) du ministère, comprend 3 secteurs et 45 agents. Il est situé à Varenne, dans le 7ème arrondissement de Paris.

Description du poste et description des missions

Dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique de l’'État, vous participez au renforcement de la qualité des recrutements de cadres supérieurs contractuels au sein du ministère. A ce titre, vous pilotez la mise en place des opérations spécifiques de recrutement, vous veillez à la conformité et à la qualité des recrutements effectués et vous concevez des outils de reporting.

Vous assurez également le suivi des agents contractuels affectés au sein du Cabinet du ministre et du versement de certaines indemnités.

Enfin, vous apportez une expertise dans le cadre du recrutement de certains d'agents contractuels de catégorie A (vétérinaires, praticiens hospitaliers, enseignants du supérieur, médecins).
Plus précisément, vos missions consistent à :

-Coordonner et réaliser le suivi des dossiers en lien avec la cheffe de bureau, les trois responsables de secteur et les gestionnaires ;

- Instruire les demandes de dérogation aux référentiels de recrutement, en vue de leur présentation au contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM).

- Assurer un rôle d’'interface avec le bureau du cabinet du ministre, les services recruteurs en administration centrale et en services déconcentrés.

- Appuyer et accompagner les gestionnaires.
Contacts :
En interne : cheffe du bureau, adjoints responsables de secteur, chargés de mission, gestionnaires référents, coordonnateurs paie, ensemble des gestionnaires du bureau.

Relations étroites avec la délégation à l'encadrement supérieur, les responsables de programme budgétaire, la mission du pilotage des emplois et des compétences, le contrôleur budgétaire et comptable ministériel.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des outils informatiques Connaissances en droit public Connaissance de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique	Qualités relationnelles et pédagogie Capacité à être force de proposition et à rendre compte Rigueur et capacité d’'organisation Autonomie Sens du service Discrétion

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant • **Management :** non • **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** minimum 2343 € nets mensuel • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Anne-Sigrid FUMEY - cheffe du bureau 01 49 55 42 43 anne-sigrid.fumey@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels
78 rue de Varenne- 75007 PARIS

Gestionnaire des contractuels et des apprentis

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35344 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00406**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	2
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines.
Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau de gestion des personnels contractuels (BPCO), chargé de la gestion et du suivi de l'ensemble des personnels contractuels et du versement de certaines indemnités (vacations d'examen...) du ministère, comprend 3 secteurs et 45 agents. Il est situé à Varenne, dans le 7ème arrondissement de Paris.

Description du poste et description des missions

Placé(e) sous l'autorité de l'adjointe au chef de bureau, responsable de secteur, vous avez la responsabilité de la gestion et de la paie des agents contractuels recrutés en administration centrale et au cabinet du ministre.

Vous avez également la responsabilité de la gestion et de la paie des apprentis et des volontaires du service civique (VSC) en Outre-Mer.
Vous assurez la gestion administrative et la paie des agents de votre portefeuille (préparation des contrats et avenants, des actes de gestion courante, suivi administratif et financier des agents, traduction en paie des actes de gestion).

Vous informez les services déconcentrés sur la situation administrative et financière des agents.

Vous participez à la mise en œuvre des grands projets du secrétariat général.
Contacts :
En interne au bureau : relations avec les autres gestionnaires du secteur, le gestionnaire référent, les coordonnateurs paie, les chargés de mission, l'adjointe responsable du secteur ainsi que la cheffe du bureau.

Relations avec les responsables des programmes budgétaires 206 et 215.

Relations avec les gestionnaire de proximité au sein des services recruteurs.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissance des règles de gestion des agents publics, et notamment des contractuels, des apprentis et volontaires du service civique Connaissance de la paie Connaissance du SIRH RenoiRH Une connaissance préalable dans ces domaines est un atout mais n'est pas obligatoire. Des formations et du tutorat sont prévus pour le nouvel arrivant.	Réactivité, rigueur et efficacité dans le travail Goût pour le travail en équipe Sens du service Capacité d'organisation Discrétion professionnelle

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** minimum 1935 € nets mensuels
- **Logé :** non

- **Niveau d'études :** Baccalauréat

Personnes à contacter
Lorraine SAYE- adjointe à la cheffe du bureau 01 49 55 43 64 lorraine.saye@agriculture.gouv.fr Anne-Sigrid FUMEY - cheffe du bureau 01 49 55 42 43 anne-sigrid.fumey@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau de gestion des personnels contractuels

78, rue de Varenne – 75007 PARIS

Chargé.e de mission juridique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35345 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SRH00168**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les Commissions Administratives Paritaires.

Le bureau de gestion des personnels contractuels (BPCO), chargé de la gestion et du suivi de l'ensemble des personnels contractuels et indemnitaires du ministère, comprend 3 secteurs et 45 agents.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité de la cheffe de bureau, vous êtes chargé d'assurer des fonctions d'expertise sur les dossiers traités par le bureau, notamment les dossiers contentieux et disciplinaires.

Vous apportez une expertise juridique et réglementaire nécessitant un suivi spécifique et assurez un rôle d'expert juridique dans les projets auxquels le bureau est associé.
Plus précisément, vous serez amené à :

- Élaborez des analyses juridiques

- Traiter les dossiers individuels nécessitant un suivi spécifique

- Mettre en œuvre le droit disciplinaire

- Suivre et pré-instruire les dossiers contentieux en relation avec le service juridique du ministère

- Répondre, en relation avec les adjoints à la cheffe de bureau, aux courriers des élus, des organisations syndicales, voire des particuliers

- Organiser les commissions consultatives paritaires (CCP) et assurer le secrétariat des séances

- Participer aux groupes de travail contribuant à la sécurité juridique des procédures
Relations avec la cheffe du bureau, ses adjoints, les autres chargés de mission du bureau sous-directeur et l'ensemble des gestionnaires

Relations avec le service des affaires juridiques du ministère

Relations avec les gestionnaires de proximité des services centraux et déconcentrés et avec les établissements de l'enseignement secondaire et supérieur agricole.

Relations avec les représentants du personnel

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Connaissances juridiques et réglementaires (régime juridique des contractuels de la fonction publique, droit disciplinaire, etc.) Connaissance de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique Maîtrise des outils informatiques	Capacité d'organisation du travail Discrétion professionnelle Dynamisme, rigueur, initiative Disponibilité Sens des relations humaines et du service

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant • **Management :** non • **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Mini 2343€ nets • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Anne-Sigrid FUMEY - cheffe du bureau 01 49 55 42 43 anne-sigrid.fumey@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération
Bureau du pilotage de la rémunération
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Chargé.e de mission réformes fonction publique

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35346 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SRH00404**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents. Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d’information des ressources humaines.
Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR) composée de 160 agents assure la gestion des carrières des personnels, l’organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions et organise notamment les commissions administratives paritaires (CAP).

Le bureau du pilotage de la rémunération (BPREM) définit la politique indemnitaire du MASA, pilote et supervise les actions relatives à la paye de l''ensemble des agents. Il accompagne la mise en œuvre des grandes réformes de la fonction publique ayant des impacts en matière de rémunération. Il exerce également les missions relatives au contrôle interne et à la veille réglementaire.

Description du poste et description des missions

Dans le cadre de la réforme de la haute fonction publique de l’État, vous participez à sa déclinaison opérationnelle : définition des modalités d'application en lien avec la Délégation à l'Encadrement Supérieur ; traduction en gestion administrative et financière avec les bureaux de gestion des Ressources Humaines.

Vous réalisez la consolidation de l'existant pour les corps et emplois administratifs et la mise en place courant 2024, des corps et emplois de la filière technique (Ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts, Inspecteurs de santé public vétérinaire) en lien avec les autres ministères.
Vous pilotez un ou plusieurs dossiers transversaux en lien avec les autres chargés de mission de la sous direction et les services partenaires du bureau : secrétariat général, Délégation à l'Encadrement Supérieur, bureaux de gestion RH.

Parmi les dossiers transversaux, il peut être cité la réalisation des indicateurs à destination de la Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État (DIESE), les réponses aux demandes de statistiques et enquêtes de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), la définition de la politique ministérielle de rémunération.

Vous participez au développement de nouvelles actions RH en faveur des titulaires d''emplois fonctionnels supérieurs. et il est attendu des propositions innovantes et de créativité dans les pratiques RH.

En fonction de votre profil et de l'actualité, des missions complémentaires pourront être proposées.
Contacts :
En interne : chef du bureau et adjoints, autres chargés de mission (paie et contrôle interne).

Relations étroites avec :
* la délégation à l'encadrement supérieur,
* les responsables de programme budgétaire,
* le réseau d'appui aux personnes et aux structures,
* la mission du pilotage des emplois et des compétences.

Échanges réguliers avec :
* le Contrôleur budgétaire et comptable ministériel,
* la Délégation interministérielle à l'encadrement supérieur de l'État,
* la Direction générale de l'administration et de la fonction publique.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Maîtrise des outils informatiques Connaissances en droit public Connaissance de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique	Qualités relationnelles et pédagogie Capacité à être force de proposition et à rendre compte Capacité d’''analyse et de synthèse Capacité rédactionnelle

	Capacité d''analyse et de synthèse Capacité de planification et de suivi de plusieurs projets simultanément Autonomie Sens du service Discrétion Agilité

Informations complémentaires et critères candidats
• **Télétravail possible :** Télétravail possible • **Niveau d'expérience minimum requis :** Débutant • **Management :** non • **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** minimum 2343 € nets mensuel • **Logé :** non • **Niveau d'études :** Licence/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Günther ROELENS Adjoint au chef de bureau 01 49 55 54 46 gunther.roelens@agriculture.gouv.fr Jean-Philippe Mallet Adjoint au chef de bureau 01 49 55 41 93 jean-philippe.mallet@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général (SG)
Service des ressources humaines (SRH)
Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR)
Département du pilotage de la mobilité (DPMOB)
78 rue de Varenne - 75007 PARIS

Gestionnaire Référent Mobilité

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35347 **Catégorie : B**	**Référence du poste : A5SRH00307**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3 ans
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Secrétaire administratif	1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (3°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le service des ressources humaines (SRH) élabore et met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines et assure la gestion administrative, la paie et le suivi individualisé des agents.
Il pilote et met en œuvre la gestion prévisionnelle des ressources humaines. Il est également responsable de la gestion des emplois, de la masse salariale et du système d'information des ressources humaines. Il définit et anime la politique des relations sociales et la politique de formation des personnels. Il est également chargé de l'action sanitaire et sociale, de l'hygiène et de la sécurité et instruit les droits à pension.

Au sein du SRH, la sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération (SDCAR), composée de 160 agents, assure la gestion des carrières des personnels, l'organisation de la gestion administrative et la mise en œuvre de la paie des agents. Elle assure le déploiement du contrôle interne sur la chaîne RH / gestion administrative et la paie. Elle coordonne les campagnes de mobilité et de promotions.

Le département du pilotage de la mobilité, composé de trois agents, pilote la mise en œuvre opérationnelle des processus ministériels de mobilité générale et au fil de l'eau hors enseignement agricole. Le département, en tant que Compte-maître ministériel, participe aux travaux interministériels Choisir le Service Public (CSP) sous pilotage de la DGAFP. Le département est également administrateur du site d'offres d'emplois du ministère.

Description du poste et description des missions

Sous l'autorité de la cheffe de bureau et de son adjointe, vous assurerez le suivi des candidatures, avis et publication des résultats de la mobilité des agents et participerez aux opérations de conduite du cycle principal de mobilité (hors enseignement agricole). Vous participerez également aux chantiers structurants du département (politique d'attractivité, mise en place d'une page emploi ...).

Le ou la gestionnaire mobilité dispose d''une forte dimension partenariale à travers les différents échanges indispensables au bon déroulement des travaux (autres directions du ministère notamment la Direction en charge de la communication, les équipes informatiques et les autres bureaux métiers).
Dans un bureau partagé par toute l'équipe, vos missions consistent à :

1/ Mettre en œuvre le processus de mobilité à savoir :
- Participer à l'actualisation et à la conception des supports de suivi et de gestion ;
- Suivre et porter une première analyse sur les recueils des avis sur les campagnes de mobilité ;
- Établir les tableaux de suivi des candidatures sur l'applicatif dédié aux mobilités : recueil et synthèse des demandes, vérification des avis obligatoires en lien avec les responsables de programme et le réseau d'appui aux personnes et aux structures (IGAPS) ;
- Élaborer les tableaux préparatoires pour les bilans de la mobilité fil de l'eau et du cycle principal et pour le Rapport Social Unique (RSU) ;
- Participer au processus ministériel du cycle principal de mobilité (hors enseignement agricole) par l''organisation et le suivi des réunions avec l''ensemble des partenaires, l'élaboration et le suivi des tableaux de pilotage de la mobilité ;
- Préparer les tableaux de publication des résultats.

2/ Assurer le suivi du processus de mobilité
- Établir les requêtes de suivi des publications des postes ;
- Participer à la détermination des besoins métiers sur les outils mobilité ministériels et interministériels notamment en tant que Compte-maître ministériel pour le site « choisir le service public ».

Contraintes particulières : amplitude horaire large lors du cycle principal de mobilité (généralement mai-juin).
Le champ relationnel du bureau est très varié, avec des relations fréquentes avec les bureaux de gestion du SRH, les responsables de programme et les IGAPS, chargés de donner un avis sur les recrutements.

Le ou la gestionnaire mobilité constitue un(e) interlocuteur(trice) des gestionnaires de proximité des ressources humaines des services centraux, des établissements d' enseignement technique et supérieur agricoles, des services déconcentrés (DRAAF/DAAF, SGCD ..) et des établissements publics sous tutelle.

Il ou elle participe aux travaux interministériels.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- Connaissances juridiques en matière de droit de la fonction publique (niveau pratique) - Connaissance des règles de gestion des personnels (niveau pratique) - Compétences en informatique-bureautique, en particulier excel dont	- Dynamisme - Rigueur et efficacité dans le travail - Sens de l'initiative - Disponibilité - Sens de l'organisation et de la priorisation - Qualités rédactionnelles

tableaux croisés dynamiques (niveau maîtrise) - Une connaissance de l'outil de mobilité interne agricole Agorha serait un plus	Savoir-être : - Esprit d'équipe - Sens du service - Adaptabilité - Autonomie - Force de propositions - Faire preuve de discrétion - Savoir rendre compte

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Fourchette de rémunération pour les contractuels :** Minimum 1935 € nets mensuel
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Envoyer CV et lettre de motivation :

Cheffe du Département du pilotage de la mobilité
Emmanuelle ILLAN
emmanuelle.illan@agriculture.gouv.fr
01 49 55 53 63

Adjointe à la Cheffe du Département du pilotage de la mobilité
Cécile AGOGUE
cecile.agogue@agriculture.gouv.fr
01 49 55 46 18

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général - Service de la statistique et de la prospective (SSP)
3, rue Barbet de Jouy - 75349 PARIS CEDEX 07

Chargé.e de mission Outre-mer

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35348 **Référence du poste : A5SSP00161** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur des ponts, des eaux et des forêts	3.1
Administrateur de l'état	1.4
Inspecteur de santé publique vétérinaire	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le Service de la statistique et de la prospective (SSP) a pour mission de produire de l’’information statistique dans les domaines de compétence du ministère. Il est également en charge de missions d'études, d'évaluation et de prospective. Le service est réparti sur deux sites (Paris et Toulouse-Auzeville). Il anime le réseau des services régionaux d’’information statistique et économique (SRISE) en métropole et des Services d’information statistique et économique (SISE) dans les DOM.

Description du poste et description des missions

Objectifs du poste : approfondir et renforcer la connaissance des filières agricoles, agroalimentaires, forestières et aquacoles dans les départements d’’outre-mer, en améliorant la coordination des travaux statistiques et d'études menés dans les départements d’’outre-mer, et mettre cette connaissance au service des politiques publiques.
Positionné(e) comme le/la référent(e) outre-mer du SSP, et rattaché(e) à la direction du SSP, le ou la titulaire du poste aura pour missions :
- l'animation du réseau des SISE, en lien avec la direction du SSP et les sous-directions du SSP pilotes de travaux statistiques et d'études,
- la mise en œuvre des actions de la feuille de route Qualité du service statistique ministériel, qui prévoit spécifiquement une amélioration de la complétude et de la qualité des données statistiques produites sur les DOM. Le/la titulaire du poste sera en particulier force de proposition sur l'harmonisation des méthodes, des sources et des processus.
- l'appui aux sous-directions du SSP et aux SISE dans la valorisation des données d’’enquêtes des DOM, en particulier dans le contexte de la poursuite de la valorisation des résultats du recensement agricole 2020 ; Le/la titulaire du poste sera force de propositions quant à l’’identification des problématiques et des sujets d’’intérêt.
- la coordination des travaux des SISE et du SSP sur l’’approfondissement de la connaissance des filières et des marchés (ex : diversification végétale), en partenariat avec l’’ODEADOM et FranceAgriMer.
- la coordination des réponses aux demandes adressées au SSP ou aux SISE relatives à l’’outre-mer sur l’’agriculture, les IAA, la forêt ou l’’aquaculture.
- la représentation du SSP vis-à-vis des autres acteurs institutionnels sur l’’outre-mer (ODEADOM, DITAOM, DGOM...)
Contacts :
Sous-directions et bureaux du SSP, Services de l’’information statistique et économique dans les DOM, ODEADOM, FranceAgriMer ; directions d’’administration centrale du ministère, délégation interministérielle à la transformation agricole des outre-mers, DGOM.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Bonne connaissance du secteur et des filières agricoles outre-mer, et des politiques publiques agricoles - Bonne connaissance de l’’environnement économique et institutionnel des Outre-mer - Connaissance des sources de données (enquêtes statistiques, données administratives, rapportages européens…...) pour l’’Outre-mer	Autonomie et esprit d’’initiative, Capacités d’’organisation, Capacité de rédaction, d’’analyse et de synthèse, Très bonnes qualités relationnelles Animation de réseau Maîtrise de l’’anglais

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Vincent MARCUS - chef du Service de la statistique et de la prospective
Tél. : 01 49 55 85 06

Mél : vincent.marcus@agriculture.gouv.fr

Flora CLAQUIN – adjointe au chef de service
Tél : 01 49 55 85 19
Mél : flora.claquin@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER)
Service de l'enseignement technique (SET)
Sous-direction des établissements, des dotations et des compétences (SDEDC)
Bureau du pilotage des moyens et de l'organisation des établissements de l'enseignement technique agricole (BPiMOE)

Chargé.e de mission accompagnement et organisation des établissements de l'enseignement technique agri.

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35357 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A5SET00018**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** 3
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	4
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	4.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste S (Susceptible d'être vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l'agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat.

La direction générale s'appuie sur les compétences de plus de 200 collaborateurs en administration centrale.

Au sein de la DGER, la sous-direction des établissements, des dotations et des compétences (SDEDC) est chargée de la définition, de la répartition et de la gestion des compétences et des dotations nécessaires à l'exercice des missions d'enseignement dans les 800 établissements agricoles publics et privés, qui forme élèves et apprentis de la 4e au BTSA.
Elle met en œuvre les mesures de nature à garantir la cohérence nationale de l'offre de formation et prépare la programmation budgétaire du programme 143 « Enseignement agricole technique ».
C'est dans ce cadre que le bureau du pilotage des moyens et de l'organisation des établissements de l'enseignement technique agricole (BPiMOE), composé de huit agents, assure notamment la préparation de rentrée scolaire avec la définition de l'offre de formation et la répartition des moyens. Il coordonne, par ailleurs, le suivi des établissements publics et privés sous contrat sous l'angle juridique, organisationnel et financier.

Description du poste et description des missions

Le ou la chargé(e) de mission « accompagnement et organisation des établissements de l'enseignement agricole technique » contribue à s'assurer que les établissements soient en mesure d'assurer leurs missions dans des bonnes conditions au bénéfice des élèves et de leurs familles.

Il ou elle poursuit cet objectif à travers deux missions principales :
1) Le suivi de la situation financière des établissements publics, en lien avec les autorités académiques et l'Inspection de l'enseignement agricole ;
2) Les missions relatives à l'organisation et au fonctionnement de ces établissements, notamment les enjeux de sécurité.

Il ou elle peut également se voir confier tout autre dossier en fonction des priorités du bureau.
o Suivi de la situation financière des établissements publics de l'enseignement technique agricole :
• Analyser les éléments relatifs à la qualité et la performance économique et financière des établissements
• Coordonner le suivi des plans d'action de retour à l'équilibre, le cas échéant, en lien avec les autorités académiques et l'Inspection de l'enseignement agricole
• Rendre compte à la direction générale des effets des plans d'action sous forme de synthèse.

o Organisation des établissements :
• Gérer et coordonner les travaux relatifs au classement des établissements
• Instruire les dossiers relatifs à la structuration juridique et financière des établissements
• Suivre les questions de sécurité au sein des établissements
• Contribuer aux opérations de gestion de certaines applications informatiques, en lien avec l'activité du bureau.
Services déconcentrés (DRAAF-DAAF)
Etablissements de l'enseignement agricole technique
Inspection de l'enseignement agricole
Haut-Fonctionnaire de défense et de sécurité
Service des affaires financières, sociales et logistiques (SG/SAFSL)

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé - Connaissance du fonctionnement des établissements d'enseignement - La connaissance de la réglementation juridique administrative et financière des établissements serait appréciée mais n'est pas requise - Méthodologie d'expertise - Maîtrise des outils bureautiques	- Aptitude et intérêt pour l'analyse financière et juridique - Aptitudes rédactionnelles - Communiquer de manière appropriée avec les différents interlocuteurs - Aptitude au travail en équipe - Goût pour l'accompagnement

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non

- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter
Fanny BOUCHUT, cheffe du BPiMOE- fanny.bouchut@agriculture.gouv.fr Agnès DROSS, adjointe à la cheffe du BPiMOE– agnes.dross@agriculture.gouv.fr Département des affaires transversales mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat Général
Service des Affaires Financières, Sociales et Logistiques
Sous-Direction de la Logistique et du Patrimoine (SDLP)
Bureau de l’Immobilier et de la Logistique d’Auzeville (BILA)
2, route de Narbonne – 31 320 Auzeville-Tolosane

Chef.fe de projet opérations immobilières

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35374 **Référence du poste : A5SAF00212** **Catégorie : A2**	
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
Ingénieur des travaux publics de l'Etat	3
Attaché d'administration de l'état	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le BILA assure en lien avec les autres bureaux de la SD la mise en oeuvre de la politique immobilière du MASA, l’’entretien, la maintenance technique et la sécurité des bâtiments du site d’Auzeville ainsi que certaines missions menées pour le reste de l’’AC par la SDLP (logistique, sécurité physique, accueil…). Le site d’Auzeville héberge les salles informatiques du MASA pour lesquelles un haut niveau de service et de disponibilité des équipements suivis et maintenus par le BILA est attendu.

Description du poste et description des missions

- Gérer des opérations de construction, de restructuration et de réaménagement sur le site de Toulouse-Auzeville.
- Participer aux opérations de maintenance complexe
- Contribuer à la continuité de service du bureau dans le cas de circonstances exceptionnelles.

Poste placé sous tutelle hiérarchique du chef du BILA et sous tutelle fonctionnelle de la cheffe du Bureau du Patrimoine Immobilier pour les opérations immobilières.
Le titulaire sera amené à intervenir en tant que maître d’’ouvrage (étude de faisabilité, programmation, suivi de la réalisation…) des opérations conduites directement par le ministère à Toulouse. Il sera plus
particulièrement chargé du respect des objectifs, des délais et de la coordination des différents acteurs.
Le titulaire finalisera d’’un point de vue juridique, budgétaire et comptable les
opérations déjà engagées sur le site (délai de garantie, DGD…).
En complément le titulaire sera amené à exercer des missions de maintenance sur le site en lien avec le chargé du pilotage de la maintenance technique
La présence du titulaire sera requise au siège du ministère à Paris environ 2 journées par mois.
Services du secrétariat général, directions d’administration centrale, services déconcentrés, France Domaine, opérateurs de l’Etat sous tutelle du MAA, maîtrise d’œuvre, entreprises.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
- - Gestion de projet immobilier et conduire du changement - - Bonnes connaissances techniques immobilières souhaitées - - Connaissances des outils Autocad	- Capacité d’adaptation à des missions variées - Aptitude au travail en équipe - Qualités de rigueur, d’analyse et de synthèse - Aptitude à la communication - Qualité d’ expression écrite et orale.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Marc Rauhoff, Sous-directeur de la logistique et du patrimoine
Tél : 01 49 55 43 21 mél : marc.rauhoff@agriculture.gouv.fr
Thierry Chave, Chef du bureau de l'Immobilier et de la Logistique d'Auzeville
Tél : 05 61 28 92 32 mél : thierry.chave@agriculture.gouv.fr

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE ALFORT
Paris - 1765

Directeur adjoint des systèmes d'information (H/F)

Numéro de poste Renoirh : A2ALF00212 **Emploi type : AGRNUSIC17 Responsable des systèmes d'information (RSI)** **N° poste :** 35415 **Poste ouvert aux contractuels (fondements juridiques : article L332-2 du Code général de la fonction publique) et aux agents en situation de handicap** **Poste susceptible d'être vacant**	
Catégorie : A **Cotation RIFSEEP : IR G2 ; IE G2** **Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2**	
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture, qui entretient des liens forts avec son environnement scientifique et universitaire (ANSES, INRA, UPEC, INSERM…). Elle forme près de 850 élèves répartis en 6 promotions. Les enseignements interviennent sur deux sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados). Installée sur un site de 10 hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels.
« Alfort + » : les engagements de l'EnvA en matière RH	1/ Inclusion, bienveillance et vigilance. L'EnvA affirme son engagement en matière d'égalité professionnelle et de diversité. En clair, la lutte contre le sexisme, contre toute forme de discrimination ou de harcèlement, contre la surconnexion, pour la promotion de valeurs de tolérance et d'exemplarité. 2/ En faveur des contractuels L'EnvA met en œuvre une charte de gestion des contractuels, un véritable outil de transparence et d'information. 3/ Un plan de formation bi-annuel Accompagner les carrières, accompagner les personnels dans leurs souhaits d'évolution, accompagner la professionnalisation dans certains secteurs d'activité, les objectifs de l'EnvA en matière de formation sont ambitieux.

École nationale vétérinaire d'Alfort
7, avenue du général de Gaulle
94 704 Maisons-Alfort Cedex
01 43 96 71 00
vet-alfort.fr

PARIS EST SUP

Objectifs du poste	Le directeur adjoint des systèmes d'information participe à la définition de la politique des systèmes d'information et à sa mise en œuvre dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, de la santé animale, de la gestion administrative et de la documentation. Il assure des missions de coordination de la maîtrise d'œuvre et d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Placé sous l'autorité de la Directrice des systèmes d'information, il ou elle participe au management d'une équipe de **7** personnes, réparties dans 3 pôles (réseaux/systèmes, assistance utilisateurs et études/projets).
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Le DSI adjoint est amené à intervenir sur une large variété de missions, dans le cadre du respect et des objectifs des politiques publiques (RGPD, politique de sécurité des SI de l'Etat et du ministère, référentiels de l'Etat, etc.). **Missions principales :** **1. Définir et mettre en œuvre la stratégie SI** ➢ Participer aux décisions concernant la politique des SI, les évolutions des architectures applicatives et techniques, les choix de logiciels, ainsi qu'à l'organisation de la DSI et de ses projets, en particulier liés au renforcement de la sécurité informatique ➢ Mettre en œuvre une veille technologique **2. Participer à l'encadrement de l'équipe SI** ➢ Planifier et contrôler les activités du service ➢ Suivre au quotidien le portefeuille de projets ➢ Collaborer avec la Directrice dans les activités de préparation budgétaire et de suivi d'exécution ➢ Suppléer la Directrice des systèmes d'information **3. Mettre en oeuvre la conduite de projets** Pour le portefeuille de projets qui lui est confié : ➢ Réaliser des études préalables: étude de marché, définition des besoins ➢ Rédiger des cahiers des charges techniques et construire une analyse argumentée avec les services concernés ➢ Mettre en œuvre et suivre les projets en coordination avec les intervenants internes et externes ➢ Fournir une assistance aux tests et validations réalisés par les utilisateurs ➢ Prendre en charge les problématiques achats (identification de supports contractuels existants, préparation de marchés avec l'appui du service juridique, etc.) **4. Promouvoir la qualité dans les relations avec les partenaires internes** ➢ Définir les contrats de service (SLA) associés aux processus métiers qui engagent la DSI auprès des métiers ➢ Interagir avec les services internes de l'établissement ➢ Fournir un soutien méthodologique aux porteurs de projets des services utilisateurs

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">

Assister et conseiller les services dans l'expression et la définition des besoins
Proposer des initiatives fonctionnelles, techniques ou organisationnelles pour assurer l'optimisation des processus métiers des services utilisateurs

5. Veiller au bon fonctionnement des applications placées sous sa supervision et suivre leurs évolutions

6. Superviser les relations avec les prestataires et partenaires extérieurs

Gérer les relations avec les partenaires IT, en particulier les éditeurs de logiciels, les sociétés de services et cabinets de conseil intervenant sur les projets et la maintenance.

</td></tr>
<tr><td>Champ d'activité</td><td colspan="2">En interne: L'ensemble des services de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort

En externe: Les établissements membres de la COMUE, établissements de l'enseignement supérieur agricole, RENATER, RUBIS, éditeurs des logiciels</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d'exercice</td><td colspan="2">Temps de travail hebdomadaire de 38h10 ; 50 jours de congés annuels
Certaines missions sont éligibles au télétravail
Travail sur écran et en bureau partagé</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>

Architecture et urbanisation des systèmes d'information
Techniques et méthodologies de gestion de projets
Technologies émergentes
Politiques publiques et réglementation dans le domaine des SI
Sécurité des SI
Métrologie et supervision des SI
Référentiel méthodologique ITIL
Connaissance de l'organisation et des circuits de décision dans les établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche
Connaissance de la réglementation des marchés publics et des principes de gestion budgétaire et financière
Maîtrise de l'anglais technique

</td><td>

Identifier, analyser et décrire des besoins utilisateurs
Compétences managériales
Capacité à déléguer
Autonomie
Facultés d'adaptation et polyvalence
Goût pour le travail en équipe
Goût pour le service aux utilisateurs
Capacité à adapter son discours à un public
Capacité à conduire des négociations en interne et en externe
Recherche, vérification et organisations d'informations
Capacité à évaluer des résultats de manière rigoureuse et exhaustive
Animation et conduite de réunions
Capacités rédactionnelles

</td></tr>
</table>

		• Maîtrise des enjeux associés à une approche centrée sur les utilisateurs • Etablir des plans de reprise et de continuité d'activités • Connaissance des problématiques relevant de la qualité dans les SI
Personnes à contacter	Catherine Moraillon : catherine.moraillon@vet-alfort.fr Emmanuel Berthenand : emmanuel.berthenand@vet-alfort.fr	
Candidature	Adresser votre dossier de candidature : curriculum vitae + lettre de motivation A l'attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@vet-alfort.fr	
Lieu d'exercice du poste	7 avenue du Général de Gaulle 94700 Maisons-Alfort	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE ALFORT
Paris - 1765

Directeur adjoint du Campus Equin Normand de l'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (H/F)

N° du poste Renoirh : A2ALF00280 **N° poste :** 35416 **Catégorie : A** **Emplois type : Responsable administratif et financier** **Ouvert aux agents contractuels (fondement juridique : article L.332-2 du Code général de la fonction publique) et aux agents en situation de handicap** **Poste vacant**	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP** **Ingénieur de recherche (groupe 2)** **Attaché d'administration (groupe 3)**
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture, qui entretient des liens forts avec son environnement scientifique et universitaire (ANSES, INRA, Université de Caen, INSERM…). Elle forme près de 850 élèves répartis en 6 promotions. Les enseignements interviennent sur deux sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados). Elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels. Le Campus Equin Normand de l'EnvA est une plateforme clinique qui comprend aujourd'hui l'équipe du CIRALE, c'est-à-dire environ 25 personnels qui mettent en œuvre les missions d'enseignement (formation initiale et continue) et de recherche en lien avec les thématiques autour de la pathologie locomotrice du cheval. Il possède des infrastructures de pointe : un scanner, deux IRM, un équipement de scintigraphie, une piscine pour chevaux… En janvier 2025, les activités médico-chirurgicales du Centre hospitalier universitaire vétérinaire dédié aux équidés (Chuv-Eq), qui sont actuellement mise en œuvre à Maisons-Alfort, seront transférées sur le Campus Equin Normand au sein d'un nouvel hôpital dont la construction va s'achever en octobre 2024. La Campus Equin Normand de l'EnvA constituera donc en 2025 l'une des cinq plateformes cliniques et para-cliniques du Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire (CHUV). Cette plateforme regroupera l'ensemble des activités cliniques d'équine de l'EnvA, elle s'organisera en deux pôles : le pôle locomotion – CIRALE, et le pôle médico-chirurgical. Ce campus disposera également d'infrastructures d'enseignement, dont un amphithéâtre connecté, ainsi que des infrastructures d'accueil des étudiants vétérinaires.

« Alfort + » : les engagements de l'EnvA en matière RH	1/ Inclusion, bienveillance et vigilance. L'EnvA affirme son engagement en matière d'égalité professionnelle et de diversité. En clair, la lutte contre le sexisme, contre toute forme de discrimination ou de harcèlement, contre la surconnexion, pour la promotion de valeurs de tolérance et d'exemplarité. 2/ En faveur des contractuels L'EnvA met en œuvre une charte de gestion des contractuels, un véritable outil de transparence et d'information. 3/ Un plan de formation bi-annuel Accompagner les carrières, accompagner les personnels dans leurs souhaits d'évolution, accompagner la professionnalisation dans certains secteurs d'activité, les objectifs de l'EnvA en matière de formation sont ambitieux.
Objectifs du poste	Rattaché hiérarchiquement au directeur du Campus Normand de l'EnvA, et en lien fonctionnel étroit avec la Direction des plateformes cliniques et para-cliniques de l'EnvA, le titulaire du poste sera chargé d'organiser, de coordonner et d'optimiser le fonctionnement quotidien du site, en relation avec les chefs de pôles et de service. Il suppléera le directeur de la plateforme en tant que de besoin. Il sera amené à représenter l'EnvA lors de réunions ou d'événements organisés par des partenaires (université, collectivités…). Dans le cadre de la période entre sa prise de poste et jusqu'à l'été 2025, le titulaire du poste sera amené à apporter un effort particulier sur les actions d'accompagnement au changement des équipes. Le directeur adjoint du Campus Equin Normand, en tant que cadre de la direction du Centre Hospitalier Universitaire Vétérinaire, pourra également se voir confier des missions à caractère transversal.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Sous l'autorité du directeur du Campus Equin Normand, le directeur adjoint prendra en charge les missions suivantes : **Missions principales** : 1) **PILOTER LA GESTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE DU CAMPUS EQUIN NORMAND** ➢ Assurer le pilotage de la fonction budgétaire, préparer les contrats et les marchés publics, élaborer les tableaux de bords de suivi ; ➢ S'assurer de la maîtrise des dépenses, rechercher de pistes d'optimisation ; ➢ Assurer le suivi des contrats et marchés publics en termes opérationnels ; ➢ Veiller au bon fonctionnement de la régie, en appui au régisseur des recettes, et notamment des délais de paiement, et intervenir sur les situations d'impayé, en relation avec la Direction des affaires financières et l'Agence comptable ; ➢ Suivre l'inventaire des équipements médicaux du site, réaliser et tenir à jour un plan d'investissement pluriannuel, prendre en charge le suivi et le pilotage administratif des projets d'investissements programmés chaque année au sein du campus ; ➢ Suivre les projets de recherche en termes de gestion administrative en lien avec les responsables scientifiques des programmes ; ➢ Assurer le pilotage administratif des actions de formation continue en lien avec le service de la formation continue de l'EnvA ; ➢ S'assurer du fonctionnement optimal du site ;

	➢ Piloter la gestion des locaux et espaces affectés à l'EnvA sur le campus en termes de maintenance et d'entretien. ➢ Être l'interlocuteur du Syndicat Mixte Normandie Equine Valleé et le concessionnaire du site récruté par ce Syndicat. 2) **PARTICIPER A L'ENCADREMENT DES EQUIPES** ➢ Structurer les services d'appui du campus (régisseur, techniciens, responsable informatique…) ; ➢ Contribuer à la gestion des personnels affectés au site (recrutements, congés, plannings et horaires, formation) ; ➢ Suppléer le directeur du campus en ce qui concerne le management et le pilotage des équipes cliniques. 3) **ASSURER LA REPRESENTATION DE L'ENVA** ➢ Représenter et défendre les intérêts de l'EnvA auprès des partenaires (Région, Etat, syndicats, organisations socioprofessionnelles…) ; ➢ Rechercher, développer et gérer les partenariats académiques, industriels, institutionnels (AVEF, Normandie Equine Vallée, IFCE…) ; ➢ Contribuer à la promotion et au rayonnement national et international du Campus Equin Normand de l'EnvA. 4) **CONTRIBUER A LA PERFORMANCE ET AU DEVELOPPEMENT DE LA QUALITE** ➢ Être le correspondant qualité, biosécurité et hygiène et sécurité pour le site vis-à-vis de l'EnvA. Mener toute action nécessaire dans ces domaines (rédaction de procédures, diffusion de bonne pratiques…) ; ➢ Participer à améliorer la transversalité et la mutualisation des activités des différentes équipes cliniques et de support (en termes d'occupation des locaux, de bonnes pratiques cliniques, de procédures…) ; ➢ S'assurer de l'homogénéité, et de la mise à jour en tant que de besoin, des procédures et documents associés à la gestion de la clientèle : accueil du client, consentement éclairé, comptes-rendus envoyés aux vétérinaires référents ou remis aux clients… ➢ Gérer, en lien avec les cliniciens séniors, chefs de pôles et chefs de service, les litiges qui peuvent survenir avec la clientèle. S'assurer du bon traitement de chaque litige. **Autres missions** ➢ Participer aux instances de l'EnvA ; ➢ Être le correspondant de la direction de la communication de l'EnvA ; ➢ Organiser tout événement qui concernerait le site (journées portes ouvertes, visites officielles…).
Champ d'activité	En interne : personnels de l'EnvA affectés au campus (cliniciens, enseignants-chercheurs, IATOS…), services du secrétariat général de l'EnvA, direction des plateformes cliniques et paracliniques… En externe : NEV, partenaires institutionnels et académiques, fournisseurs, prestataires extérieurs…
Conditions particulières d'exercice	Grande disponibilité requise. Affectation à Goustranville, déplacements réguliers nécessaires à Maisons-Alfort. Certaines missions sont éligibles au télétravail en fonction des nécessités de service.

Compétences liées au poste	**Savoirs** • Maitrise du statut, de l'organisation et des circuits de décision des établissements d'enseignement supérieur • Maîtrise des règles de la comptabilité publique et budgétaire, et des règles de l'achat public • Connaissances en gestion des ressources humaines • Techniques de gestion de projet • Maîtrise des méthodes liées à la démarche qualité • Maitrise de l'anglais	**Savoir-faire** • Capacité de coordination et de management des équipes • Sens de la négociation • Savoir organiser la circulation d'information • Initier et conduire des partenariats • Accompagner les changements • Aptitude à appréhender et résoudre des situations complexes et/ou conflictuelles • Grandes capacités rédactionnelles • Être autonome et rigoureux • Capacité d'écoute, d'analyse et de synthèse •
Candidature et contact	Adresser votre dossier de candidature : curriculum vitae + lettre de motivation A l'attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@vet-alfort.fr Contacts : Fabrice Audigié, directeur du Cirale : fabrice.audigie@vet-alfort.fr Djérène Maso, directrice des plateformes cliniques et paraclinique : djerene.maso@vet-alfort.fr	
Lieu d'exercice du poste	Site du Cirale La Fromagerie, RD675, 14430 Goustranville	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

ÉCOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE ALFORT
Paris - 1765

Gestionnaire financier (H/F)

Numéro de poste Renoirh : A2ALF00366

N° poste : 35417

Catégorie : B

Emplois type : AGRGFIBC04 Chargée / Chargé d'opérations budgétaires et/ou comptables

Ouvert aux titulaires et aux agents contractuels (fondement juridique : article L332-2 du Code général de la fonction publique) et aux agents en situation de handicap

Poste vacant

Cotation parcours professionnel postes catégorie A : so	**Groupe RIFSEEP** **Secrétaire administratif (groupe 3)** **Technicien de formation et de recherche (groupe 3)**
Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole nationale vétérinaire d'Alfort (EnvA) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture, qui entretient des liens forts avec son environnement scientifique et universitaire (ANSES, INRA, UPEC, INSERM…). Elle forme près de 850 élèves répartis en 6 promotions. Les enseignements interviennent sur deux sites : à Maisons-Alfort (Val-de-Marne) et au Centre d'Imagerie et de Recherche sur les Affections Locomotrices Equines (CIRALE) à Goustranville (Calvados). Installée sur un site de 10 hectares, elle fonctionne grâce à 400 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques titulaires et contractuels.
« Alfort + » : les engagements de l'EnvA en matière RH	<u>1/ Inclusion, bienveillance et vigilance</u> L'EnvA affirme son engagement en matière d'égalité professionnelle et de diversité. En clair, la lutte contre le sexisme, contre toute forme de discrimination ou de harcèlement, contre la surconnexion, pour la promotion de valeurs de tolérance et d'exemplarité. <u>2/ En faveur des contractuels</u> L'EnvA met en œuvre une charte de gestion des contractuels, un véritable outil de transparence et d'information. <u>3/ Un plan de formation bi-annuel</u>

	Accompagner les carrières, accompagner les personnels dans leurs souhaits d'évolution, accompagner la professionnalisation dans certains secteurs d'activité, les objectifs de l'EnvA en matière de formation sont ambitieux.
Objectifs du poste	Sous l'autorité du Directeur des affaires financières, le gestionnaire financier prend en charge les actes de gestion administrative et financière dans le respect des règles budgétaires et des procédures applicables au domaine de la gestion financière des établissements publics.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Missions principales** : **<u>MISSION 1</u> : gestion des recettes sur conventions (recettes fléchées)** ➢ Vérification de la bonne affectation des recettes de convention (en particulier les taux de prélèvement) ➢ Mise à disposition des crédits selon l'annexe financière des conventions et suivi des échéanciers dans le système d'information financier ➢ Suivi des conventions d'occupation des locaux et de certaines conventions (suivi et émission des titres de recettes) ➢ Aide à la confection des rapports financiers liés à l'exécution des conventions **<u>MISSION 2</u> : Gestion des dépenses sur marchés publics et hors marchés publics** ➢ Vérification de la bonne tenue du référentiel fournisseur ➢ Vérification des engagements juridiques (devis, convention, contrats, OM, frais de déplacement) ➢ Saisie des engagements juridiques dans les cas où ils ne peuvent être créés par les services ➢ Certification du service fait dans le système d'information financier ➢ Gestion du paiement et suivi des dépenses des marchés, notamment de travaux (vérification des pièces) ➢ Contrôle du respect du circuit et des règles de la commande publique (participation à l'élaboration de la cartographie des achats) ➢ Gestion des immobilisations **<u>MISSIONS PONCTUELLES :</u>** ➢ Recensement des écritures d'inventaire (charges à payer, provisions, produits à recevoir) ➢ Reporting et suivi de tableau de bord ➢ Archivage des pièces justificatives de dépenses
	En interne / En externe

<table>
<tr><td>Champ d’activité</td><td>- Secrétariat général
- Ensemble des agents</td><td>- Fournisseurs
- Clients
- Organismes financeurs</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d’exercice</td><td colspan="2">Travail exigeant une grande polyvalence.
Contraintes de disponibilité liées au calendrier budgétaire
Cycle hebdomadaire de 38h10.
Une partie des missions est éligible au télétravail.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs/Savoir-faire</td><td>Savoir-être</td></tr>
<tr><td>➢ Connaissance de la réglementation financière et comptable
➢ Connaissance en marché public
➢ Esprit de synthèse et d’analyse
➢ Connaissance des progiciels de la suite Cocktail serait un plus
➢ Maîtrise des outils bureautiques et en particulier Excel</td><td>➢ Rigueur et autonomie
➢ Sens du travail en équipe
➢ Qualités relationnelles
➢ Priorisation et gestion des demandes urgentes</td></tr>
<tr><td>Candidature</td><td colspan="2">Adresser votre dossier de candidature : curriculum vitae + lettre de motivation
A l’attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@vet-alfort.fr</td></tr>
<tr><td>Lieu d’exercice du poste</td><td colspan="2">7 avenue du Général de Gaulle
94700 Maisons-Alfort</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

AgroParisTech
Talents d'une planète soutenable

Campus Agro Paris-Saclay

Direction de la formation

22 place de l'Agronomie

91120 Palaiseau

Chargé(e) de mission montage de projets de formation

N° de poste RENOIRH : A2APT00836
N° du poste : 35418

Catégorie : A
Poste ouvert aux contractuels - CDD de 1 an.
Le poste est ouvert aux candidats reconnus en situation de handicap.

Emploi-type : FPENS018 Ingénieur pédagogique de formation

Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 1	**Groupe RIFSEEP** Ingénieur d'études (Groupe 3) Attaché d'administration (Groupe 4) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27 juin 2023

Vacant

Présentation de l'environnement professionnel

AgroParisTech est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture. Ses domaines de compétence s'adressent aux plans national et international aux grands enjeux du 21e siècle : la gestion durable des ressources naturelles, la protection de l'environnement, les innovations et l'intégration de la bioéconomie, l'alimentation des hommes et les préoccupations nutritionnelles, la santé, la prévention des risques sanitaires et la valorisation des territoires.
L'établissement assure des formations de niveau « M » (ingénieur et master), et de niveau doctoral. Il propose également des formations post-master et professionnelles sous le label « AgroParisTech *Executive* ».

AgroParisTech se structure autour de 5 départements de formation et de recherche, 24 unités de recherche, 1 ferme expérimentale, 1 halle technologique, 5 tiers-lieux ouverts dits « InnLab » et compte 3000 étudiants dont 12% de doctorants et 250 enseignants, enseignants-chercheurs et cadres scientifiques.

AgroParisTech est implanté sur 8 sites : les campus de Palaiseau, Montpellier, Nancy, Clermont-Ferrand et Kourou ainsi que la ferme expérimentale de Grignon, l'unité de recherche et développement ABI à Reims et l'antenne d'Orléans.

La direction de la formation pilote les deux entités de la formation initiale et de la formation professionnelle de l'établissement. Elle est dotée d'un *Pôle Transformation* qui élabore la stratégie de la formation, mets en œuvre l'innovation pédagogique et assure les processus de qualité sur l'ensemble de l'offre de formation initiale et professionnelle. Le poste est situé au sein de ce Pôle sous la responsabilité de la directrice de la formation. Le poste est situé sur le campus de Palaiseau.

Conditions spécifiques :
-Des navettes depuis Paris (Porte d'Orléans et Nation) et Versailles sont organisées par l'établissement pour rejoindre le campus de Palaiseau – accès RER C ou B
-Le télétravail est envisageable pour ce poste.
-Différentes options de temps de travail sont possibles
-Prestations sociales du MASA (chèques vacances, CESU…)

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">-Accès à la restauration collective - parking</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td colspan="2">Positionné à la direction de la formation, le (la) titulaire du poste a pour mission principale de conseiller et d'accompagner les porteurs de projet de l'établissement dans le montage, la négociation et le suivi des projets déposés dans le domaine de la formation, dans le cadre des appels à manifestation d'intérêt (AMI) de France 2030, notamment l'AMI «Compétences et métiers d'avenir ».</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Le (la) titulaire du poste a pour missions :
Conseil aux porteurs de projet :
- Assurer une veille stratégique sur les appels à manifestation d'intérêt lancés notamment dans le cadre de France 2030, concernant l'enseignement et la formation (actualités, calendrier des vagues, nouveaux financements, diagnostics publiés…) ;
- Proposer et mettre en œuvre des actions de sensibilisation au montage de projets des AMI France 2030 ;
- Analyser les critères de réussite à un appel à projet et conseiller les porteurs de projets pour améliorer la qualité des dossiers déposés ;
Appui au montage et dépôt de projets :
- Apporter un appui au montage des projets et dans l'élaboration des réponses aux AMI ;
- Apporter un appui à la rédaction des réponses aux appels à projet et à la coordination des différentes contributions des acteurs sollicités ;
- Aider au dépôt des dossiers de candidature aux appels à projets sur les plateformes dédiées ;
- Accompagner les porteurs de projet dans les phases de négociation et de contractualisation avec les financeurs ;
- S'assurer du bon déroulement des projets en participant aux comités de pilotage / de suivi des projets, veillant à l'élaboration des comptes-rendus, conforment au règlement des AMI et aux conventions.
Suivi de l'activité :
réaliser des tableaux de bord de suivi de l'activité et suivre les indicateurs (bilan, statistiques…).</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Les directions et départements de l'établissement, les enseignants chercheurs impliqués, les ministères et notamment via les porteurs des stratégies France 2030, le Secrétariat général pour l'investissement (SGPI), l'Agence nationale de la recherche (ANR), la Caisse des dépôts et consignations, les partenaires extérieurs impliqués dans les projets.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire / Savoir-être</td></tr>
<tr><td>-Bonne connaissance des métiers et des dispositifs de formation.

-Bonne connaissance des modalités de financement de la formation

-Bonne connaissance du cycle de vie d'un projet de formation et des règles administrative set financières afférentes

-Bonne connaissance du fonctionnement des administrations publiques

-Connaissance générale de la comptabilité publique

-Bonne maîtrise des outils bureautiques (Exel, Word)

-Connaissance des outils et pratiques de veille</td><td>-Capacité d'analyse et de synthèse

-Rigueur

-Réactivité, adaptabilité et curiosité

-Capacité à travailler en équipe, en réseau et en mode projet

-Capacité à rendre compte

-Qualités rédactionnelles

-Savoir expliquer la réglementation applicable

-Savoir organiser son activité en fonction des contraintes et des échéances

-Capacité à travailler en autonomie</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Emilie Lebrasseur, directrice de la formation
emilie.lebrasseur@agroparistech.fr

Carole Foulon, directrice adjointe de la formation
carole.foulon@agroparistech.fr

Sophie Couzinet, chargée de mission RH</td></tr>
</table>

	recrutement@agroparistech.fr Tel : 06.98.64.62.77

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

AgroParisTech
Talents d'une planète soutenable

AgroParisTech - Campus de Palaiseau

Service des concours agronomiques et vétérinaires

22 place de l'Agronomie

91120 Palaiseau

Gestionnaire en charge de l'organisation du concours BCPST

N° de poste RENOIRH : A2APT00852
N° du poste : 35419

Catégorie : B
Poste ouvert aux contractuels en l'application de l'article L.332-2 du code général de la fonction publique. Le poste est ouvert aux candidats reconnus en situation de handicap.

Emploi-type : FPENS032 – Gestionnaire de scolarité

Classement parcours professionnel du poste : /	**Groupe RIFSEEP** Technicien de formation et de recherche (Groupe 2) Secrétaire administratif (Groupe 2) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SR/SDCAR/2023-411 du 27 juin 2023

Poste vacant

Présentation de l'environnement professionnel	AgroParisTech est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle du ministère chargé de l'agriculture. Ses domaines de compétence s'adressent aux plans national et international aux grands enjeux du 21e siècle : la gestion durable des ressources naturelles, la protection de l'environnement, les innovations et l'intégration de la bioéconomie, l'alimentation des hommes et les préoccupations nutritionnelles, la santé, la prévention des risques sanitaires et la valorisation des territoires. L'établissement assure des formations de niveau « M » (ingénieur et master), et de niveau doctoral. Il propose également des formations post-master et professionnelles sous le label « AgroParisTech *Executive* ». AgroParisTech se structure autour de 5 départements de formation et de recherche, 24 unités de recherche, 1 ferme expérimentale, 1 halle technologique, 5 tiers-lieux ouverts dits « InnLab » et compte 3000 étudiants dont 12% de doctorants et 250 enseignants, enseignants-chercheurs et cadres scientifiques. AgroParisTech est implanté sur 8 sites : les campus de Palaiseau, Montpellier, Nancy, Clermont-Ferrand et Kourou ainsi que la ferme expérimentale de Grignon, l'unité de recherche et développement ABI à Reims et l'antenne d'Orléans. Le poste est basé sur le campus de Palaiseau au sein Service des concours agronomiques et vétérinaires (SCAV) et organise les concours d'entrée dans les écoles supérieures agronomiques et vétérinaires. **Conditions spécifiques :** -Des navettes depuis Paris (Porte d'Orléans et Nation) et Versailles sont organisées par l'établissement pour rejoindre le campus de Palaiseau – accès RER C ou B -Le télétravail est envisageable pour ce poste. -Différentes options de temps de travail sont possibles -Prestations sociales du MASA (chèques vacances, CESU…) -Accès à la restauration collective - parking
Objectifs du poste	Assurer auprès du supérieur hiérarchique l'organisation des concours filière A-BCPST et la rédaction d'actes administratifs.

	La ou le gestionnaire des concours organise et suit les diverses opérations permettant la mise en œuvre des concours communs de recrutement dans les écoles agronomiques et vétérinaires.	
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	**Prévoir, Organiser et suivre toutes les opérations nécessaires au bon déroulement des concours voie BCPST, en particulier :** -Rédiger les notices d'instructions et les documents spécifiques aux concours en lien avec les autres gestionnaires de concours dans le souci constant de l'harmonisation et de l'amélioration de la qualité - Suivre et valider les inscriptions (SCEI) -Assurer la liaison avec les classes préparatoires et les universités (tenue à jour des listes : responsables, licences et spécialités, documents…) -Informer régulièrement les candidats et répondre à leurs questions -Constituer les jurys, en lien avec la gestionnaire en charge des membres de jury -Organiser les épreuves écrites et orales en lien avec la chargée de la logistique -Préparer les réunions d'harmonisation et plus généralement toutes les étapes des concours -Planifier et suivre les épreuves orales -Gérer les notes et les classements, la préparation des délibérations d'admissibilité et d'admission, -Notifier et publier les résultats -Suivre les appels et les affectations des candidats -Gérer les bilans des sessions et proposer des pistes d'amélioration -Mettre en forme et diffuser les rapports de session (Internet) -Organiser les réunions bilan annuelles avec les enseignants préparateurs et la cheffe de service - Convoquer les candidats et les membres de jury le cas échéant **Participer aux taches communes pendant la période des concours** : - Préparer les malles - Préparer les sujets d'oraux	
Champ relationnel du poste	-Tous les personnels du SCAV -Ecoles, candidats, usagers, membres de jurys, centres d'organisation des épreuves, prestataires -SCEI, Exatech, Suisse imprimerie, Direct Trans -Les services informatiques et la direction du numérique -Autres services d'AgroParisTech	
Compétences liées au poste	**Savoirs**	**Savoir-faire / Savoir-être**
	-Connaissances réglementaires, juridiques et institutionnelles relatives aux concours agronomiques et vétérinaires -Maîtrise des procédures techniques et réglementaires mises en œuvre pour l'organisation des concours -Maîtrise de l'outil informatique (bureautique) : Word, Excel et Publipostage -Connaissance des applications informatiques métier (SCEI, Pangolin, Viatique, Seafile, Web des directeurs, Moodle, Sphynx, SPIP)	-Aisance relationnelle avec un public externe : candidats, parents, enseignants et inspecteurs -Esprit d'initiative, autonomie -Faire preuve de discrétion -Sens de l'organisation, rigueur -Réactivité -Disponibilité -Faculté d'adaptation -Etre persévérant et rigoureux -Sens des responsabilités -Communiquer et gérer les relations avec les interlocuteurs internes et externes
Personnes à contacter	Pauline Charbonnier, cheffe du service des concours agronomiques et vétérinaires. Mél : pauline.charbonnier@concours-agro-veto.net Sophie Couzinet, chargée de mission RH Tel : 01 89 10 00 44 Mél : recrutement@agroparistech.fr	

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole de Toulouse-Auzeville
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Responsable du pôle patrimoine

N° de poste RENOIRH (impératif**) :** A2EFA00131
N° de poste : 35420
Emploi type : AGFPBAT012

Catégorie : B

Le poste est ouvert aux personnes en situation de handicap.
Poste ouvert aux agents contractuels (fondement juridique : article L332-7 du code général de la fonction publique)

Classement du poste **parcours professionnel : /**	**Groupe RIFSEEP :** **Technicien Formation Recherche (groupe 2)** *Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 26/06/2023*

Poste vacant

Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA). Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé et d'autres. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accréditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MASA. L'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques. Enfin, dans l'exercice de ses missions, l'ENSFEA concourt à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale. L'ENSFEA est située au sein d'un campus de 14 ha et comprend un patrimoine bâti d'environ 17000m² répartis en une quinzaine de bâtiments. Ce parc datant des années 60 est en cours de rénovation.
Missions et Objectifs du poste	Le responsable du pôle patrimoine est le référent technique du Service Patrimoine et Logistique. Technicien en maintenance et entretien du patrimoine, il est chargé, sous l'autorité du chef du service patrimoine et logistique de la conduite des travaux de maintenance, d'entretien et d'aménagement du bâti et non bâti. Il coordonne l'activité d'une petite équipe et l'intervention des prestataires de service. Il participe aux actions de maintenance et le cas échéant à la mise en sécurité des installations ou les prend en charge en fonction des besoins.
Description des activités à exercer ou des taches à exécuter	**Management** - Animer et coordonner les activités d'une équipe - Planifier les activités des opérateurs de maintenance de l'établissement et des prestataires externes - Contrôler l'application des règles, procédures, normes et standards **Technique** - Elaborer des descriptifs des travaux et CCTP pour les petites opérations relatives à la gestion du patrimoine bâti et non bâti. - Estimer le coût des travaux (produits, matériaux, main d'œuvre) et les délais de réalisation. - Participer au choix des techniques en fonction des contraintes de réalisation ou d'exploitation.

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
- Planifier organiser contrôler et réceptionner les petites opérations de travaux
- Conduire, contrôler et optimiser l'exploitation des installations techniques, veiller à en conforter le suivi dans un souci d'économie et de pérennité.
- Piloter et suivre la réalisation des travaux et de l'entretien de maintenance tout corps d'état.
- Suivre et contrôler les interventions réalisées en sous-traitance.

Autre
- Maîtriser, respecter et faire respecter les règles d'hygiène et de sécurité.
- Mettre en application le plan de développement durable de l'établissement dans le cadre des travaux de maintenance immobilière
- Entretenir des relations avec les usagers et avec les prestataires externes
- Respecter et contribuer au système de classement des documents partagés du service
</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">L'agent exercera sous l'autorité directe du chef du service patrimoine et logistique, responsable hiérarchique de l'ensemble des agents du service.
Il aura autorité fonctionnelle sur l'équipe d'entretien et maintenance.
Son champ relationnel est étendu à l'ensemble des services de l'école, aux entreprises et prestataires.</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Techniques des différents corps de métiers du bâtiment (connaissance approfondie)
Techniques d'installation et de maintenance des équipements locaux (connaissance générale)
Réglementation en matière de construction (connaissance générale)
Réglementation sécurité incendie (connaissance générale)
Réglementation en matière d'hygiène et de sécurité (connaissance générale)
Connaissances générales en méthode de gestion et de suivi (notion de base)
Connaissances budgétaires générales (notion de base)
Dessin technique (notion de base)</td><td>Appliquer les techniques d'installation et de maintenance des équipements (maîtrise)
Mettre en œuvre des procédures et des règles (maîtrise)
Piloter des prestataires (application)
Coordonner les activités d'une équipe, l'animer (maîtrise)
Optimiser les moyens à mettre en œuvre (application)
Établir un diagnostic et résoudre des problèmes (maîtrise)
Élaborer un cahier des charges technique (application)
Utiliser les outils bureautiques (maîtrise)
Gérer les matériels et matériaux (application)</td></tr>
<tr><td colspan="2">Savoir-être
Rigueur / fiabilité
Sens de l'organisation
Travail en équipe (fonctionnement en mode participatif)
Sens relationnel
Sens de l'initiative
Sens du partage de l'information
Flexibilité d'esprit</td></tr>
<tr><td>Formations / expériences souhaitées</td><td colspan="2">Diplôme réglementaire exigé pour le recrutement externe : Baccalauréat
Domaine de formation souhaité : bâtiment, exploitation, maintenance

Expérience d'encadrement dans le domaine souhaitée</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Pour tout renseignement lié au poste :
Cyrille PASQUET–Service Patrimoine et Logistique - tél : 05.61.75.32.84
Mail : cyrille.pasquet@ensfea.fr
Pour tout renseignement administratif et organisationnel :
Chantal GUIRAUD - Service des Ressources Humaines - tél. : 05 61 75 34 01
Mail : ressources-humaines@ensfea.fr</td></tr>
</table>

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire
Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole de Toulouse-Auzeville
2, route de Narbonne BP 22687 31326 CASTANET TOLOSAN

Dénomination du poste proposé : Administrateur de systèmes d'information, adjoint du DSI

N° de poste RENOIRH : A2EFA00050
N° de poste : 35421
Emploi type : AGFPNUM012

Catégorie : A

Le poste est ouvert aux personnes en situation de handicap.
Poste ouvert aux agents contractuels (fondement juridique : article L332-7 du code général de la fonction publique)

Classement du poste parcours professionnel : 2	**Groupe RIFSEEP :** Ingénieur de recherche :G3 Ingénieur d'études : G3 Attaché : G4 *Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 26/06/2023*

Poste vacant

Présentation de l'environnement professionnel	L'Ecole Nationale Supérieure de Formation de l'Enseignement Agricole (ENSFEA) est un établissement public d'enseignement supérieur du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA). Elle a pour mission, au plan national, la formation initiale et continue de tous les enseignants et CPE de l'enseignement agricole public et privé. Pour répondre aux nouvelles règles de formation et de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire et technique, l'ENSFEA propose un Master Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, (master MEEF). L'ENSFEA prépare également à des diplômes de Licence et de Master en propre ou en co-accréditation avec les universités toulousaines. Elle réalise des missions d'appui aux établissements d'enseignement technique agricole, des missions d'accompagnement et de production de ressources éducatives au sein du DNA (Dispositif National d'Appui) en lien avec les politiques éducatives du MASA. L'ENSFEA conduit des recherches en sciences de l'éducation, en sciences humaines et sociales et dans les sciences du vivant et agronomiques. Enfin, dans l'exercice de ses missions, l'ENSFEA concourt à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale.
Objectifs du poste	Suppléer le DSI sur l'ensemble de ses prérogatives et plus particulièrement sur les questions liées aux systèmes d'informations. Accompagner l'établissement dans l'informatisation des services et l'urbanisation des systèmes d'information et de seconder le DSI dans le management de la direction des systèmes d'information de l'établissement.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	Rattaché(e) à la DSI, il/elle interviendra sur les missions suivantes : - Assister le DSI dans la mise en œuvre, l'animation et la gestion de la gouvernance SI. -Assister le DSI dans l'organisation, l'animation et l'optimisation de l'activité interne à la DSI et des relations de proximité avec les services de l'ENSFEA et les usagers - Assister le DSI dans la réorganisation des missions support de la DSI (catalogue de services, gestion des escalades), et la refonte des applications nécessaires à l'activité (outil de gestion de projet, outil de gestion des tickets, tableaux de bord techniques et revue service support ...) - Participer à la pérennité de la sécurité du SI et de l'infrastructure hébergeant le SI - Participer à l'élaboration et au développement d'une infrastructure de services pour l'urbanisation des SI - S'assurer du bon fonctionnement de l'exploitation du SI de l'entreprise - Prévoir et proposer les moyens techniques nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation du SI - Participer à la gestion et la mise en œuvre des solutions métiers

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">(chefferie de projet, déploiement et administration) sous la supervision du DSI
- Contribuer aux interventions de l'équipe en matière d'exploitation et de maintenance des systèmes
- effectuer une veille informatique afin d'anticiper les évolutions technologiques</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Directeur des systèmes d’information, équipe DSI, personnels et apprenants de l’ENSFEA, partenaires extérieurs, tutelle</td></tr>
<tr><td rowspan="3">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Administration serveurs linux
Administration de bases de données
Développement d'applications et de connecteurs</td><td>Méthodologie de conduite de projet
Manager une équipe
Communiquer et faire preuve de pédagogie</td></tr>
<tr><td colspan="2">Savoir-être
Sens de la confidentialité
Réactivité</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Un contact entre le candidat et la structure est indispensable.
Tél : 05.61.75.32.32
Pour tout renseignement sur les attendus du poste :
Loïc BARREAU, DSI, loic.barreau@ensfea.fr
Pour tout renseignement administratif et organisationnel :
Chantal GUIRAUD, responsable RH , ressources-humaines@ensfea.fr</td></tr>
</table>

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE TOULOUSE

23 chemin des Capelles – BP 87614

31076 TOULOUSE cedex 3

CONSEILLERE / CONSEILLER DE PREVENTION

Poste ouvert aux agents contractuels CDD en l'absence de candidature de titulaire ou de contractuels en CDI du Ministère en charge de l'agriculture (MASA)

(fondement juridique : articles L332-2 et L332-7 du Code général de la fonction publique)

Emploi ouvert aux agents en situation de handicap

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 35422
N° du poste RENOIRH : A2VTL00099
Catégorie : A - Ingénieur d'études - IE
Référentiel des métiers de la fonction publique :
- AGFPGRH018 Chargée/Chargé de la prévention des risques professionnels</td></tr>
<tr><td>Classement du poste
Catégorie A : PP1</td><td>Groupe RIFSEEP : G2
Référence : Note de service
SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/2023</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de La souveraineté alimentaire (MASA) (www.envt.fr). Elle forme plus de 840 élèves répartis en six promotions et compte environ 350 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques et agents contractuels.

L'Etablissement a pour mission première la formation des vétérinaires (160 diplômés par an) dans le cadre d'un référentiel de formation national qu'il doit de respecter. L'Ecole est soumise à l'évaluation par l'Association Européenne des Etablissements Vétérinaires (AEEEV) et donc soumise au respect des référentiels de cette association.

En matière de recherche, l'Etablissement accueille plusieurs équipes de scientifiques (la plupart sont des unités mixtes de recherche avec une cotutelle éventuelle (INRAE, INSERM, …) en lien avec la santé animale, l'hygiène des aliments ou la génétique).</td></tr>
<tr><td>Motivation et Objectifs du poste</td><td>Le conseiller de prévention, ingénieur en hygiène, sécurité et prévention conseille et assiste la direction de l'ENVT pour la définition et la mise en œuvre des actions de prévention des risques dans les domaines la santé et sécurité au travail des personnels et des usagers, ainsi que de la protection des biens et de l'environnement.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td>• Assister et conseiller le chef d'établissement dans la définition et la mise en œuvre de la politique de prévention des risques de l'ENVT et suivre la réalisation du plan d'action.
• Évaluer, analyser, gérer les risques : incendie, chimique, biologique, radioactif, bâtimentaires, psycho-sociaux...</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">
Organiser et procéder à des visites de sécurité dans les différents services et unités de l'ENVT et en effectuer les comptes rendus.
Veiller à la prévention et à l'analyse des accidents et à la diffusion de l'information à leur sujet.
Proposer aux responsables scientifiques, techniques et administratifs toute mesure susceptible d'améliorer la santé et la sécurité du travail et la prévention des risques professionnels.
Faire effectuer les vérifications et contrôles obligatoires et suivre les mises en conformité. (en lien avec la Direction du Patrimoine et de la Logistique pour les visites techniques réglementaires immobilières).
Assurer la veille réglementaire concernant l'évolution de l'hygiène et de la sécurité au travail et veiller à l'application de la réglementation au sein de l'Ecole.
Animer et professionnaliser le réseau des assistants de prévention.
Collaborer avec le médecin du travail et les conseillers de prévention des autres tutelles des UMR dans le cadre du CHSCT en vue de l'établissement d'un état global des risques de l'entité.
Assurer la préparation des réunions de la « formation spécialisée » du Comité social d'administration compétente dans le domaine de la santé, sécurité et conditions de travail et participer à cette instance.
Organiser la formation des membres de la « formation spécialisée ».
Organiser et animer les formations relatives à l'hygiène, à la sécurité et la prévention des risques
Organiser les exercices de prévention règlementaires et les interventions dans le domaine du risque-incendie et du PPMS (proposition d'évolution de la sureté du site et de ses installations).
Participer à la réunion mensuelle relative à la vie du campus
</td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste</td><td colspan="2">Le poste implique une mobilisation sur le terrain (Unités Mixtes de Recherche-UMR, laboratoires, animaleries, différents postes de travail, évènements étudiants) et des sujétions liées à la gestion des risques d'une école vétérinaire.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste (interne/externe)</td><td colspan="2">L'activité s'exerce au sein du service hygiène et sécurité de l'ENVT sous la responsabilité du directeur de l'établissement avec une forte interaction fonctionnelle avec la direction du patrimoine et de la logistique, le service qualité et actions transverses, le médecin du travail et la direction des ressources humaines.

L'ingénieur a vocation à intervenir sur l'ensemble des entités qui composent l'ENVT en qualité d'expert.et de représentant de la direction dans son domaine de compétence.

Il/elle interagira de concert avec les autres conseillers de prévention des UMR de l'ENVT et animera un réseau structuré d'assistants de prévention.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Maîtriser les techniques de prévention des risques. Éventuellement être spécialisé dans un domaine (chimique, incendie, biologique, électrique, épidémiologique...).

Maîtriser la mise en œuvre des réglementations applicables aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche en matière d'hygiène, d'environnement, de sécurité et de santé au travail.

Connaître les méthodes de travail, les techniques et les matériels mis en œuvre dans les domaines de la</td><td>Savoir établir les données techniques d'un cahier des charges pour la mise en œuvre des moyens de prévention.

Maîtriser les techniques de communication et connaître les techniques de management

Savoir animer un réseau et former des personnels de tous niveaux

Savoir être force de proposition</td></tr>
</table>

	biologie, de la biosécurité et de la chimie. Connaître l'organisation et les circuits de décision des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Connaître les principales règles de gestion comptable et financière publique Connaissances générales en chimie, biologie, physiologie, anatomie, physique, ergonomie, qualité.	Capacités rédactionnelles (rédaction de notes d'information et de rapports clairs et précis) ; Capacité à rendre compte dans le respect du secret professionnel Sens du travail en équipe pluridisciplinaire et relationnel très développé ; Rigueur, sens des responsabilités et de la hiérarchie, discrétion, réactivité, disponibilité, esprit d'initiative et autonomie
Informations complémentaires	Télétravail : possible Droit à Congés : 50 jours Restaurant administratif Site de l'Ecole vétérinaire arboré sur 52 hectares	
Personnes à contacter	Nom : GOMEZ Etienne Secrétaire Général de l'ENVT : Courriel : etienne.gomez@envt.fr Tél : 05.61.19.38.07	
Candidature		
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou sur le site « *Choisir le service public* » (ex PEP)	Date limite de candidature : 9 mars 2024	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE TOULOUSE

23 chemin des Capelles – BP 87614

31076 TOULOUSE cedex 3

Administrateur /administratrice systèmes et réseaux

Poste ouvert aux agents contractuels CDD en l'absence de candidature de titulaire ou de contractuels en CDI du Ministère en charge de l'agriculture (MASA)

(fondement juridique : articles L332-2 et L332-7 du Code général de la fonction publique)

Emploi ouvert aux agents en situation de handicap

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 35423
N° RENOIRH : A2VTL00115
Catégorie : A
Corps/grade : Ingénieur d'études

Référentiel des métiers de la fonction publique :
- AGFPNUM012 Administratrice/Administrateur d'outils, de systèmes, de réseaux</td></tr>
<tr><td>Classement du poste
Parcours professionnel : 1</td><td>Groupe RIFSEEP : G2
Référence : Note de service SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/2023</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) est un établissement public administratif d'enseignement supérieur et de recherche relevant du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire. Elle forme près de 800 élèves répartis en cinq promotions et compte environ 350 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques et agents contractuels.
L'Etablissement a pour mission première la formation des vétérinaires (140 diplômés par an). En matière de recherche, l'Etablissement accueille plusieurs équipes de scientifiques intervenant dans les domaines de la santé animale, l'hygiène des aliments ou la génétique.
L'administrateur réseau et systèmes exerce sa mission sous l'autorité hiérarchique directe de la responsable de la Direction des Systèmes d'Information (DSI)</td></tr>
<tr><td>Objectifs du poste</td><td>L'administrateur/trice systèmes et réseaux maintien en condition opérationnelle les infrastructures réseaux filaires / WIFI, les équipements de sécurité VPN/Firewall, les serveurs majoritairement virtualisés sous OS LINUX Debian (90 unités).
Il/elle doit également assurer la cohésion du parc machines des usagers (600 unités) en totale synergie avec les 3 techniciens, gestionnaires de parc. Enfin l'emploi comporte un volet étude de besoins sur des évolutions structurelles ou fonctionnels des matériels et serveurs.</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td><u>1 – Gestion et Evolution des infrastructures réseaux et de filtrage</u>
• Maintien en condition opérationnelle des équipements réseaux (LAN, WIFI, VPN, Firewall, Supervision Datacenter),
• Gérer l'interconnexion de l'entité avec les réseaux de raccordement
• Valider et expertiser des demandes de modification de politique de sécurité (règles pare-feu)
• Détection, diagnostic des pannes</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">

- Rédaction des clauses techniques des dossiers d'appel d'offre

<u>2 – Gestions et Evolution des infrastructures serveurs virtuels et physiques</u>

- Déploiement et maintien en condition opérationnelle des serveurs
- Définition de l'architecture matérielle et logicielle,
- Référencer et documenter les composants de l'infrastructure
- Rédaction des documentations d'installation
- Monitoring des équipements serveurs,

<u>3 - Contribution à la SSI et activités transverses</u>

- Sécuriser la production, prévoir des solutions de repli ou de contournement (contribution au PRI, PCI)
- Assistance, formation et conseil aux utilisateurs.
- Assurer la veille technologique sur les domaines de compétences

<u>4 – Gestion et encadrement de l'équipe support de proximité</u>

- Organiser et prioriser le travail de l'équipe des 3 techniciens support du parc machines
- Accompagner les évolutions de compétences et veiller au plan de progression individuel
- Réaliser les EPI annuels
- Instaurer une dynamique d'équipe et veiller à l'articulation avec le reste de la DSI

</td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste</td><td colspan="2">

- Capacité d'adaptation
- Disponibilité en fonction des pics d'activités

</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">

- Liaisons internes : tous les personnels et étudiants ENVT.
- Liaisons externes : contact avec les prestataires, les sous-traitants, le réseau des correspondants académiques

</td></tr>
<tr><td>Compétences liées au poste</td><td>Savoirs et savoirs faire</td><td>Savoir-être</td></tr>
<tr><td></td><td>

- Maîtriser les concepts d'architecture réseau et l'environnement technique du système d'information,(LAN,WIFI,VLAN, ACL, Routage, Filtrage de flux)
- Connaître les outils de performance et de métrologie,
- Maîtriser les systèmes d'exploitation serveurs et clients usuels,
- Maitriser la gestion de projets complexes,
- Connaître les fondamentaux de la Sécurité des systèmes d'information et de communication (SSI / PSSI)
- Savoir réaliser un diagnostic et rechercher une résolution de problèmes,
- Techniques de virtualisation sous VMWARE (connaissance approfondie)
- Maitriser l'environnement bureautique et le fonctionnement d'internet et des outils de communication,

</td><td>

- Capacité d'écoute, de dialogue, d'analyse et de synthèse,
- Savoir gérer des situations d'urgence et définir les priorités,
- Savoir animer un réseau d'utilisateurs,
- Pratique de l'anglais technique du domaine informatique,
- Tenir compte des besoins et contraintes
- Savoir valoriser les bonnes pratiques et le travail
- Savoir rédiger et mettre à jour la documentation fonctionnelle et technique,
- Être force de concertation et de proposition,

</td></tr>
</table>

	• Connaître l'organisation et le fonctionnement de l'établissement et de ses partenaires institutionnels, • Connaître la méthodologie de conduite de projet (Connaissance approfondie) • Protocoles de communication • Savoir dérouler une méthodologie de tests, • Savoir organiser le travail dans le cadre de collaboration **Langages et univers systèmes** • Logiciels : LDAP, Radius, Shibboleth, CAS, DNS, WMWARE, Scriptshell • Systèmes d'exploitation : Windows, Linux, (Debian, CentOs, RedHat), Mac OS, Android • Univers : Stormshield, Fortinet, ARUBA, HP switch, UCOPIA • Connaissance de l'anglais technique à minima	• Rigueur et fiabilité. • Respect des principes de confidentialité et d'éthique
Informations complémentaires	Télétravail : possible Droit à Congés : 50 jours Restaurant administratif Site de l'Ecole vétérinaire arboré sur 52 hectares	
Personne à contacter	**Madame Laure GUITTI** – Responsable de la Direction des systèmes d'information de l'ENVT Tel : 05 61 19 38 24 Mèl : laure.guitti@envt.fr	
Candidature	Adresser votre dossier de candidature : une lettre de motivation et un CV personnalisé (vos fichiers seront nommés : NOMPrénom_CV, et NOMPrénom_LM) A l'attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@envt.fr	
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou sur le site « *Choisir le service public* » (ex PEP)	Date limite de candidature : 9 mars 2024	

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE TOULOUSE

23 chemin des Capelles – BP 87614

31076 TOULOUSE cedex 3

CHARGEE / CHARGE D'OPERATIONS IMMOBILIERES

Poste ouvert aux agents contractuels CDD en l'absence de candidature de titulaire ou de contractuels en CDI du Ministère en charge de l'agriculture (MASA)

(fondement juridique : articles L332-2 et L332-7 du Code général de la fonction publique)

Emploi ouvert aux agents en situation de handicap

<table>
<tr><td colspan="2">N° du poste : 35424
N° du poste RENOIRH : A2VTL00249
Catégorie : A - Ingénieur d'études - IE
Référentiel des métiers de la fonction publique :
- AGFPBAT012 Ingénieur patrimoine</td></tr>
<tr><td>Classement du poste
Catégorie A : PP1</td><td>Groupe RIFSEEP : G3
Référence : Note de service
SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/2023</td></tr>
<tr><td colspan="2">Poste vacant</td></tr>
<tr><td>Présentation de l'environnement professionnel</td><td>L'Ecole Nationale Vétérinaire de Toulouse (ENVT) est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche sous tutelle du Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) (www.envt.fr). Elle forme plus de 840 élèves répartis en six promotions et compte environ 350 personnels enseignants-chercheurs, administratifs et techniques et agents contractuels.

L'ENVT est Installée depuis 1964 sur un campus de 54 hectares, son patrimoine immobilier se caractérise par une structure pavillonnaire de 80 bâtiments pour plus de 40 000 m² composée d'espaces tertiaires et de formation (ERP et code du travail), de laboratoires de recherche avec différents niveaux de confinements, d'animaleries, de cliniques, d'équipements sportifs dont un centre équestre, d'un restaurant universitaire et d'une résidence étudiante en délégation de gestion.

Récemment le Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2015/2020 a permis de financer la construction et la restructuration de bâtiments à hauteur de 11 M€.

Le CPER 2021/2027 va permettre de poursuivre cette restructuration du patrimoine immobilier à hauteur de 30 M€, dans le cadre d'un Schéma Directeur Immobilier et d'Aménagement établi en 2022.

De nombreuses opérations immobilières de GER, d'amélioration de la performance énergétique, de mise en conformité ou encore d'aménagement fonctionnel seront conduites en parallèle du CPER 2021/2027.</td></tr>
<tr><td>Motivation et Objectifs du poste</td><td>Conduire des opérations permettant la mise en œuvre de la politique immobilière durable de l'établissement ; assurer la planification et le suivi technique, administratif et financier des opérations immobilières.</td></tr>
</table>

<table>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2">Etablir les études de faisabilité technico-financières des opérations de réhabilitation, mise en sécurité, efficacité énergétique ou de rénovation.

Intégrer les exigences en matière de développement durable dans les opérations immobilières.

Assurer les conduites d'opérations ou les missions de maîtrise d’œuvre.

Participer à la définition d'appels d'offres et assurer leur suivi.

Piloter les études préalables.

Participer à l’élaboration, puis justifier et contrôler l'exécution des budgets prévisionnels des projets.

Proposer les modalités de contractualisation avec les prestataires extérieurs des opérations de travaux.

Conduire ou réaliser les études de conception des ouvrages ; gérer ou suivre l'exécution des travaux.

Renseigner les indicateurs et les bases de données de gestion de ses projets.</td></tr>
<tr><td>Contraintes du poste</td><td colspan="2">Le poste implique une mobilisation sur le terrain (Unités Mixtes de Recherche-UMR, laboratoires, animaleries, différents postes de travail, évènements étudiants) et des sujétions liées à la gestion des risques d’une école vétérinaire.</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations fonctionnelles internes : Ensemble des services et structures de l’établissement.

Relations avec l’extérieur : Prestataires, fournisseurs, collectivités territoriales.</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire</td></tr>
<tr><td>Méthodologie de conduite de projet (connaissance générale)

Réglementation en matière de construction (connaissance générale)

Techniques des différents corps de métiers du bâtiment (connaissance approfondie)

Réglementation sécurité incendie (connaissance générale)

Marchés publics (connaissance générale)

Techniques de négociation (connaissance générale)

Langue anglaise : B1 à B2 (cadre européen commun de référence pour les langues)</td><td>Piloter un projet (maîtrise)

Savoir gérer son activité dans un calendrier et un cadre de gestion complexe (maîtrise)

Expliciter les besoins et les prioriser (application)

Assurer la maîtrise d'ouvrage (maîtrise)

Gérer les relations avec les interlocuteurs (maîtrise)

Savoir rendre compte (maîtrise)

Gérer un budget (maîtrise)

Passer un marché et suivre son exécution (maîtrise)

Sens de l'organisation

Capacité d’adaptation, disponibilité, esprit d’initiative et autonomie</td></tr>
</table>

Informations complémentaires	Télétravail : possible Droit à Congés : 50 jours Restaurant administratif Site de l'Ecole vétérinaire arboré sur 52 hectares
Personnes à contacter	**M. Quentin BENARD** Direction du Patrimoine et de la Logistique – Opérations immobilières Courriel : quentin.benard@envt.fr Tél : 05.61.19.39.60
Candidature	Adresser votre dossier de candidature : une lettre de motivation et un CV personnalisé (vos fichiers seront nommés : NOMPrénom_CV, et NOMPrénom_LM) A l'attention de la Direction des ressources humaines : recrutement@envt.fr
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou sur le site « *Choisir le service public* » (ex PEP)	Date limite de candidature 9 mars 2024

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la souveraineté alimentaire

(L'Institut Agro)

Poste localisé à MONTPELLIER (34), RENNES (35), DIJON (21) ou PARIS (75)

Directeur(trice) des ressources humaines de l'Institut Agro

N° de poste RENOIRH : A2IAG00050 **Poste n° :** 35425 **Catégorie : A** **Emploi-type RMFP : AGFPGRH002 - Directrice / Directeur des ressources humaines** Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 2° de l'article L. 332-2 et article L332-7 du code général de la fonction publique)	
Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 3	**Groupe RIFSEEP :** - **Attaché d'administration : groupe 1** - **Ingénieur de recherche : groupe 1** Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/23
Poste vacant (création)	
Présentation de l'environnement professionnel	L'emploi de Directeur(trice) des ressources humaines de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (l'Institut Agro) est vacant. **Caractéristiques de l'établissement :** Créé en janvier 2020, L'Institut Agro est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement (statut EPSCP- Grand Établissement). Il regroupe trois écoles : l'Institut Agro Montpellier, l'Institut Agro Rennes-Angers et l'Institut Agro Dijon, offrant une palette étendue de formations initiales et continues (cursus ingénieur, master, doctorat, licence pro). Il compte 4900 étudiants (dont 2950 ingénieurs et 400 doctorants), 1380 personnels (dont 300 enseignants-chercheurs), 6 campus, 3 domaines expérimentaux agricoles, 36 unités mixtes de recherche, une fondation, 16 chaires d'entreprise et un incubateur d'entreprises. L'Institut Agro assure également une mission d'appui aux 800 établissements de l'enseignement technique agricole. Le budget consolidé de l'Institut s'élève à 136 M€. L'Institut Agro couvre l'ensemble des thématiques et filières du végétal et de l'animal, y compris la vigne et le vin, l'horticulture, l'halieutique et le paysage. L'Institut est placé sous la double tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Son siège est à Paris, au 42 rue Scheffer (16ème Arr.). En savoir plus : www.institut-

	agro.fr **Localisation et rattachement hiérarchique** Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique directe du Secrétaire général de l'Institut Agro. Il pourra être localisé au siège de l'une des écoles de l'Institut (Rennes, Montpellier ou Dijon).
Missions & activités	**Missions** : La Direction des ressources humaines regroupe 36 agents répartis au sein des trois écoles. Dans ce contexte, le poste de DRH, rattaché au secrétaire général de l'Institut est un poste stratégique pour assurer la cohérence d'ensemble du pilotage des ressources humaines de l'établissement en lien avec les responsables RH des 3 écoles dont il anime le collectif. Il propose et met en œuvre une politique de ressources humaines adaptée à la stratégie et au pilotage de l'établissement. **Description des activités :** Le Directeur(trice) des ressources humaines devra notamment : - Proposer et mettre en œuvre la stratégie RH de l'Institut afin de permettre notamment le déploiement d'une politique RH cohérente et attractive tout en préservant la gestion de proximité dans les écoles, - Définir, avec le secrétaire général, la nouvelle organisation de la fonction RH de l'Institut et accompagner les équipes dans sa mise en place, - Animer le collectif des responsables RH des trois écoles, - Assurer la coordination des chantiers RH et leur exécution tout en garantissant la qualité des activités en fiabilisant les processus de gestion., - Assurer la mise en œuvre du SIRH Institut, en lien avec le DSI permettant de fiabiliser les actes de gestion par la production d'outils de pilotage, - Piloter la masse salariale et les emplois en lien avec la responsable du pilotage masse salariale et emplois de l'Institut qui lui est directement rattachée. - Coordonner la production d'indicateurs (bilan social, enquêtes...), - Mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, - Participer à l'organisation des instances et contribuer fortement à maintenir un dialogue social de qualité, en lien avec la responsable des instances de l'Institut - Coordonner, en lien avec le responsable juridique de l'Institut, l'organisation des élections professionnelles **Contraintes particulières** : De par la structure de l'établissement (trois écoles, six campus), le poste implique des déplacements sur les sites de Rennes, Angers, Dijon et Montpellier ainsi qu'au siège à Paris. Cette fonction requiert une forte capacité de travail et une très grande réactivité.
Profil recherché/ compétences attendues	**Savoirs et savoir-faire** • Maitrise des concepts et procédures en matière de RH • Connaissance du pilotage de la masse salariale et des emplois • Capacité de compréhension des enjeux et des évolutions d'une organisation • Capacité à conduire le changement et maitriser les méthodes de conduite de projet • Capacité à manager des équipes dans une configuration multi-sites • Capacité à articuler une stratégie RH et sa mise en œuvre opérationnelle • Gestion des priorités **Savoir-être** • Forte capacité de dialogue, d'écoute et de négociation

	• Savoir organiser une bonne circulation de l'information auprès des divers interlocuteurs pour créer un climat propice aux échanges et au dialogue social • Sens de la discrétion et de la confidentialité • Rigueur et organisation • Diplomatie • Autonomie et capacité d'initiative
Contacts **Modalités de recrutement**	Renseignements sur le poste : Le Secrétaire général de l'Institut Agro (betrand.abraham@institut-agro.fr) Fournir : - un CV personnalisé et une lettre de motivation. Les fichiers seront nommés : CV NOM Prénom et LM NOM Prénom - une copie d'un arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif et le corps d'appartenance, nommé : Arrêté NOM Prénom - une copie du bulletin de salaire pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommé : Bulletin NOM Prénom - le dossier mobilité disponible sur https://www.institut-agro-montpellier.fr/recrutement-des-personnels/offres-demploi **(candidats fonctionnaires ou en CDI de la Fonction publique externes au MASA)** **Les candidats titulaires ou en CDI du MASA doivent déposer leur dossier de candidature dans AgriMob** https://agorha.agriculture.gouv.fr/mobilite/ Dossier de candidature à envoyer par mail à sylvie.romand@supagro.fr
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou à sur le site choisir le service public	Date limite de candidature : 10 mars 2024 Date de prise de fonctions envisagée : 1er juin 2024

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la souveraineté alimentaire

L'Institut Agro

Poste localisé à MONTPELLIER (34), RENNES (35), DIJON (21) ou PARIS (75)

Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) / Délégué(e) à la Protection des données

N° de poste RENOIRH : A2IAG00051 **Poste n° :** 35426 **Catégorie : A** **Emploi-type RMFP : AGFPNUM049 -** Responsable sécurité des systèmes d'information Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 2° de l'article L. 332-2 et article L332-7 du code général de la fonction publique)	
Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 2	**Groupe RIFSEEP :** - **Ingénieur de recherche : Groupe 2** - **Ingénieur d'études : Groupe 2** - **Attaché d'administration de l'Etat : Groupe 2** Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/23
Poste vacant (création)	
Présentation de l'environnement professionnel	**Caractéristiques de l'établissement :** Créé en janvier 2020, L'Institut Agro est un établissement public d'enseignement supérieur et de recherche dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement (statut EPSCP- Grand Établissement). Il regroupe trois écoles : l'Institut Agro Montpellier, l'Institut Agro Rennes-Angers et l'Institut Agro Dijon, offrant une palette étendue de formations initiales et continues (cursus ingénieur, master, doctorat, licence pro). Il compte 4900 étudiants (dont 2950 ingénieurs et 400 doctorants), 1380 personnels (dont 300 enseignants-chercheurs), 6 campus, 3 domaines expérimentaux agricoles, 36 unités mixtes de recherche, une fondation, 16 chaires d'entreprise et un incubateur d'entreprises. L'Institut Agro assure également une mission d'appui aux 800 établissements de l'enseignement technique agricole. Le budget consolidé de l'Institut s'élève à 136 M€. L'Institut Agro couvre l'ensemble des thématiques et filières du végétal et de l'animal, y compris la vigne et le vin, l'horticulture, l'halieutique et le paysage. L'Institut est placé sous la double tutelle du ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire et du ministère chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Son siège est à Paris, au 42 rue Scheffer (16ème Arr.). En savoir plus : www.institut-

	agro.fr **Localisation et rattachement hiérarchique** Le poste est placé sous l'autorité hiérarchique directe du Secrétaire général de l'Institut Agro. Il pourra être localisé au siège de l'une des écoles de l'Institut (Rennes-Angers, Montpellier ou Dijon). Le RSSI pourra s'appuyer sur la Direction des Systèmes d'Information de l'Institut Agro. Cette direction assure des missions pour le système d'information de l'Institut Agro, des missions au titre de l'appui au système d'information de l'enseignement agricole et réalise également des prestations de service. Cette direction regroupe 11 services répartis en différents pôles transverses : ingénierie applicative, infrastructure, gestion de parc. L'effectif total de la DSI est de 90 agents.
Missions & activités	**Missions** : Sous l'autorité du secrétaire général de l'institut Agro, le poste regroupe deux fonctions distinctes et complémentaires : • Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information de l'Institut Agro (RSSI), en étroite collaboration avec des RSSI adjoints basés dans les différentes écoles. • Délégué à la Protection de la Donnée, en étroite collaboration avec les juristes des écoles et de l'Institut **Description des activités :** • Au titre de la fonction de RSSI : • Définir et mettre en œuvre la politique de sécurité du Système d'Information de l' Institut Agro • Piloter les projets techniques et organisationnels liés à la mise en œuvre de la PSSI de l'Institut Agro. • Elaborer et mettre en œuvre le Plan de Continuité et de Reprise d'Activité (PCA / PRA) et le Schéma Directeur de la Sécurité, en lien avec la Direction des Systèmes d 'Information • Intervenir dans les projets pour veiller à la prise en compte des contraintes SSI et piloter les homologations de sécurité des briques du SI • Concevoir et superviser les stratégies de communication et participer aux actions de sensibilisation des utilisateurs • Animer le réseau des RSSI adjoints des 3 écoles • Préparer et alimenter les tableaux de bord SSI de l'Institut Agro • Accompagner les services en matière de conseil dans la mise en œuvre de la sécurité des Systèmes d'information. • S'assurer du bon fonctionnement de la chaîne fonctionnelle SSI • En cas d'incident sécurité, participer au fonctionnement de la cellule de crise en lien avec la direction de l'Institut et les interlocuteurs institutionnels (Fonctionnaire Sécurité Défense, Fonctionnaire de sécurité des SI du ministère de l'Agriculture, Agence Nationale de Sécurité des SI, RENATER) • Elaborer et mettre en œuvre des exercices SSI • Assurer une veille technique et réglementaire en matière de SSI • Au titre de la fonction de DPO : • Appliquer la réglementation relative à la protection des données • Elaborer et mettre en œuvre une organisation et des procédures garantissant la prise en compte du RGPD au sein de l'Institut Agro • S'assurer de la mise à jour le registre des traitements • Apporter conseil et expertise en matière de RGPD au sein de l'Institut Agro

	• Assurer une veille réglementaire en matière de RGPD **<u>Contraintes particulières</u>** : De par la structure de l'établissement (trois écoles, six campus), le poste implique des déplacements sur les sites de Rennes, Angers, Dijon et Montpellier ainsi qu'au siège à Paris.
Profil recherché/ compétences attendues	**Savoirs et savoir-faire** • Titulaire d'un master informatique et / ou d'une expérience significative dans le domaine de la sécurité des systèmes d'information. Des certifications pertinentes en sécurité informatique seraient un atout. • Connaissance approfondie des aspects juridiques de la sécurité et de la protection des données (RGPD), des institutions et acteurs de la sécurité (CNIL, ANSSI) • Excellentes compétences en communication et travail d'équipe • Gestion de crise **Savoir-être** • Qualités relationnelles et rédactionnelles • Rigueur, esprit de synthèse • Curiosité et ouverture d'esprit • Sens de l'analyse et de l'anticipation
Contacts **Modalités de recrutement**	<u>Renseignements sur le poste</u> : Le Secrétaire général de l'Institut Agro (betrand.abraham@institut-agro.fr) <u>Fournir</u> : - un CV personnalisé et une lettre de motivation. Les fichiers seront nommés : CV NOM Prénom et LM NOM Prénom - une copie d'un arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif et le corps d'appartenance, nommé : Arrêté NOM Prénom - une copie du bulletin de salaire pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommé : Bulletin NOM Prénom - le dossier mobilité disponible sur https://www.institut-agro-montpellier.fr/recrutement-des-personnels/offres-demploi **(candidats fonctionnaires ou en CDI de la Fonction publique externes au MASA)** **Les candidats titulaires ou en CDI du MASA doivent déposer leur dossier de candidature dans AgriMob** https://agorha.agriculture.gouv.fr/mobilite/ Dossier de candidature à envoyer par mail à sylvie.romand@institut-agro.fr
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou à sur le site choisir le service public	Date limite de candidature : 10 mars 2024 Date de prise de fonctions : 1er juin 2024

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (L'Institut Agro)

Institut Agro Montpellier
2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier cedex 2

Assistant(e) de direction

N° de poste RENOIRH : A2MSA00249
N° du poste : 35427

Catégorie : B

Emploi-type RMFP : AGFPDIR038 - Assistante/ Assistant de direction

Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 2° de l'article L. 332-2 et article L332-7 du code général de la fonction publique) et aux personnes en situation de handicap.

Classement parcours professionnel du poste catégorie A : /	**Groupe RIFSEEP :** - Secrétaire administratif : groupe 2 - Technicien de formation et de recherche : groupe 2 Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SD-CAR/2023-411 du 27/06/2023

Poste vacant

Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Institut Agro) a un statut d'EPSCP Grand Etablissement (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel). Il regroupe 1 200 agents et 4 500 étudiants. L'institut Agro est structuré en trois écoles : Institut Agro Rennes-Angers, Institut Agro Dijon et Institut Agro Montpellier. Le poste se situe à l'Institut Agro Montpellier. Il est rattaché à la direction et à la direction des services généraux dont les missions consistent à : Au niveau de la direction : animer, organiser et contrôler les missions confiées à l'école. Au niveau de la direction des services généraux : piloter et gérer les fonctions supports (ressources humaines, financier, patrimoine et architecture, informatique, achat marchés, prévention et résidences) Campus agréable à proximité du centre-ville et disposant de nombreux espaces botaniques. Restauration sur place avec participation financière de l'établissement. Nombreuses activités sportives et culturelles organisées sur place pour le personnel en dehors du temps de travail. Pour en savoir plus : https://www.institut-agro.fr/fr www.institut-agro-montpellier.fr
Objectifs du poste	Assister les membres de la direction (le directeur adjoint chargé des formations, la directrice de la recherche, la chargée de mission de direction, le secrétaire général, le secrétaire général adjoint) dans l'organisation quotidienne de leur travail. Animer et assister les activités de la direction des services généraux.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	• **Assister les membres de la direction :** Assister au quotidien les membres de la direction dans l'accomplissement de leurs missions Gérer les agendas, les messageries partagées, organisation, préparation et suivi des réunions Assurer l'accueil physique et téléphonique et orienter les interlocuteurs dans leur démarche

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">Traiter, suivre et diffuser le courrier institutionnel et autres documents internes
Favoriser la circulation et les flux d'information, veiller et contribuer à la mise à jour des moyens de communication de la direction (intranet, internet, …)

• Assurer des missions relevant de la direction de l'école :
Assister au comité de direction de l'école
Organiser les déplacements des agents attachés à la direction
Assurer la suppléance de l'assistante de la directrice

• Assurer le suivi et l'instruction de dossiers relevant de la compétence du secrétariat général :
Organisation des réunions des chefs de service, élaboration des comptes rendus
Gestion administrative et financière du budget de la direction des services généraux
Gestion des déplacements des agents de la direction des services généraux, des membres des jurys de concours enseignants-chercheurs et des administrateurs du conseil d'école
Contrôle de tous les documents soumis à la signature de la direction
Référent travaux de la direction et de la direction des services généraux, déclarer et assurer le suivi
Organisation des séminaires, réceptions

• Participer à l'organisation des instances :
Participer à l'organisation logistique du conseil d'école, de la commission des enseignants, de la commission recherche et innovation (convocation, organisation logistique, mise en forme des documents)</td></tr>
<tr><td>Champs relationnels du poste</td><td colspan="2">Relations quotidiennes avec les membres de la direction.
Relations fréquentes avec les chefs de service de la direction des services généraux, les responsables de composantes et plus généralement l'ensemble des personnels de l'établissement</td></tr>
<tr><td>Conditions particulières d'exercice</td><td colspan="2">Tributaire des urgences</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs</td><td>Savoir-faire et Savoir-être</td></tr>
<tr><td>Maîtrise des techniques de communication orale et écrite.

Organisation du travail avec des outils collaboratifs

Connaissance des techniques de gestion administrative et de secrétariat.</td><td>Maîtrise de Word, Excel, Power Point, et des outils de messagerie
Comprendre les enjeux et hiérarchiser les priorités dans un temps toujours contraint
Comprendre, analyser et gérer l'information
Capacité rédactionnelle et esprit de synthèse
Travailler en équipe
Savoir s'adapter à ses interlocuteurs
Savoir gérer les aléas
Savoir utiliser les outils collaboratifs
Organiser une bonne circulation de l'information auprès des divers interlocuteurs pour créer un climat propice aux échanges et au dialogue

Sens de la confidentialité
Sens relationnel
Polyvalence
Sens de l'organisation
Esprit d'initiative
Disponibilité
Réactivité
Capacité d'adaptation</td></tr>
</table>

Personne à contacter	Renseignements sur le poste : M. Nicolas Bissez, secrétaire général Mél : nicolas.bissez@supagro.fr Renseignements administratifs : Mme Sylvie Romand, chargée de GPEC Service des ressources humaines Tel : 04 99 61 23 67 Mél : sylvie.romand@supagro.fr **A fournir impérativement :** - un CV personnalisé et une lettre de motivation. Les fichiers seront nommés : CV NOM Prénom et LM NOM Prénom - une copie d'un arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif et votre corps d'appartenance, nommé : Arrêté NOM Prénom - une copie du bulletin de salaire pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommé : Bulletin NOM Prénom - le dossier mobilité disponible sur https://www.institut-agro-montpellier.fr/recrutement-des-personnels/offres-demploi **(candidats titulaires et en CDI de la Fonction publique externes au MASA)** **Les candidats titulaires ou en CDI du MASA doivent déposer leur dossier de candidature dans AgriMob** https://agorha.agriculture.gouv.fr/mobilite/ Dossier de candidature à envoyer par mail à nicolas.bissez@supagro.fr avec copie à sylvie.romand@supagro.fr
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou sur le site choisir le service public	Date limite de candidature : 10 mars 2024

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

(L'Institut Agro)

Institut Agro Montpellier

2 place Pierre Viala - 34060 Montpellier cedex 2

Gestionnaire financier

N° de poste RENOIRH : A2MSA00102

N° du poste : 35428

Catégorie : B

Emploi-type RMM–RenoiRH : AGRGFIBC04 - Chargée/ Chargé d'opérations budgétaires et/ou comptables

Poste ouvert aux agents contractuels (fondements juridiques 2° de l'article L. 332-2 et article L332-7 du code général de la fonction publique) et aux personnes en situation de handicap.

Classement parcours professionnel du poste catégorie A : sans objet	**Groupe RIFSEEP :** - Technicien de formation et de recherche (groupe 3) - Secrétaire administratif (groupe 3) Réf. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411 du 27/06/2023

Poste susceptible d'être vacant

Présentation de l'environnement professionnel	L'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Institut Agro) a un statut d'EPSCP Grand Etablissement (Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel). Il regroupe 1 200 agents et 4 500 étudiants. L'institut Agro est structuré en trois écoles : Institut Agro Rennes-Angers, Institut Agro Dijon et Institut Agro Montpellier. Le poste se situe à l'institut Agro Montpellier. Il est rattaché au département de Biologie et Ecologie. Le département comprend 35 membres (22 EC et 13 AITOS) qui portent des enseignements tout au long de la formation des élèves ingénieurs, mais aussi pour des masters et des licences professionnelles. Les agents du département assurent en parallèle des activités de recherche dans six Unités Mixtes de Recherche (UMR) réparties sur différents sites de la métropole montpelliéraine. Ces activités comprennent le portage et la participation à des projets de recherche dont la gestion financière est assurée par le département. Pour en savoir plus : https://www.institut-agro.fr/fr www.institut-agro-montpellier.fr
Objectifs du poste	Gestion financière et budgétaire des soutiens de programme et des contrats de recherche des Enseignant-Chercheurs (EC) et des personnels associés de plusieurs Unités Mixtes de Recherche (UMR) associées au Département Biologie & Ecologie
Description des missions	La mission principale de ce poste est la gestion financière du budget lié aux activités de recherche des enseignants chercheurs des différentes UMRs (dotation soutiens de programme et contrats de recherche). Cette mission comprend différentes activités détaillées ci-dessous : • Appui à l'élaboration du budget prévisionnel (soutiens de programme et contrats de recherche) du département en appui aux EC et à la direction du département • Elaboration et réception des Engagements Juridiques – vérification de l'éligibilité des dépenses

	sur contrat • Contrôle des dépenses budgétaires • Traitement des recettes et envoi aux clients • Commande et réservation des titres de transports, restauration, bus • Gestion des gratifications de stage • Saisie des ordres de mission et traitement des frais de déplacement du personnel et des partenaires scientifiques • Organisation de la logistique de communication avec les UMRs
	Nombreuses relations, en interne à l'établissement (direction du département, service financier, enseignants chercheurs, ingénieurs et techniciens) et en externe (gestionnaires des UMR, fournisseurs et prestataires).
Conditions particulières d'exercice	Une charge de travail variable à prévoir en fonction de la vie des projets de recherche et des échéances (budgets rectificatifs et initiaux, clôture des comptes…)

Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	• Bonne connaissance des procédures administratives d'un établissement public et plus particulièrement d'un établissement d'enseignement supérieur. • Bonne maitrise de la comptabilité générale et de la gestion budgétaire et comptable publique.	• Autonomie et prise d'initiative, capacités d'organisation et de planification du travail, réactivité par rapport aux dossiers urgents et imprévus • Maîtrise des outils bureautiques (traitement de texte, tableur, messagerie électronique). • Capacités d'organisation • Rigueur • Adaptabilité • Qualités relationnelles

Personne à contacter et modalités de candidature	Renseignements sur le poste : M. Florian Fort et Jean-François Martin Mél : dept-be-direction@supagro.fr Renseignements administratifs : Mme Sylvie Romand, chargée de GPEC Service des ressources humaines Tel : 04 99 61 23 67 Mél : sylvie.romand@supagro.fr **A fournir impérativement :** - un CV personnalisé et une lettre de motivation. Les fichiers seront nommés : CV NOM Prénom et LM NOM Prénom - une copie d'un arrêté ou de tout autre document précisant le statut administratif et le corps d'appartenance, nommé : Arrêté NOM Prénom - une copie du bulletin de salaire pour connaître les indemnités et autres émoluments, nommé : Bulletin NOM Prénom - le dossier mobilité disponible sur https://www.institut-agro-montpellier.fr/recrutement-des-personnels/offres-demploi **(candidats externes au MASA)** **Les candidats titulaires ou en CDI du MASA doivent déposer leur dossier de candidature dans AgriMob** https://agorha.agriculture.gouv.fr/mobilite/ Dossier de candidature à envoyer par mail à dept-be-direction@supagro.fr avec copie à sylvie.romand@supagro.fr
Cadre réservé à une publication au fil de l'eau	Date limite de candidature :

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Souveraineté Alimentaire
Oniris VetAgroBio Nantes - Ecole Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation

Campus vétérinaire - CS 40706 - 44307 NANTES CEDEX

Contrôleur/ Contrôleuse de gestion

N° de poste RENOIRH : A2ONI00445
N° du poste : 35429

Catégorie : A (Attaché, IE)
Poste ouvert aux agents contractuels
Poste ouvert aux agents en situation de handicap

Emploi-type : FPGBF003 chargée / chargé d'analyses budgétaires (stratégiques)

Classement parcours professionnel du poste 1	**Groupe RIFSEEP** Attaché G4, IE G3

Poste vacant

Présentation de l'environnement professionnel	**Etablissement d'enseignement supérieur et de recherche**, **Oniris,** l'Ecole Nationale Vétérinaire, Agroalimentaire et de l'Alimentation à Nantes propose à plus de 1200 élèves un large éventail de formations initiales (**BTSA, diplôme d'ingénieur, doctorat d'exercice vétérinaire**) et de formations continues et est co-accrédité à délivrer des diplômes de **Masters et le diplôme de docteur d'Université**. L'ambition d'Oniris est de **former des professionnels aptes à répondre aux grands enjeux internationaux en matière de santé et d'alimentation**, en contribuant activement au concept « *one health* ». Grâce à ses **différentes accréditations,** l'établissement possède un dispositif attractif de formation-recherche, ouvert sur les différents organismes de recherche, INRAE, INSERM, CNRS, IFREMER, ANSES. 4 thématiques positionnent plus particulièrement Oniris, dans un **réseau de partenariats institutionnels, académiques et professionnels** : • Maîtrise de la santé des animaux d'élevage • Sécurité et qualité de l'aliment • Procédés alimentaire, management et développement durable • Santé humaine, recherche clinique et biomédicale, translationnelle Le campus vétérinaire, basé à la Chantrerie à Nantes, est le siège principal des formations vétérinaires. Le campus des sciences de l'alimentation, basé à la Géraudière, est le siège principal des formations en ingénierie. Le poste à pouvoir se situe au sein de la Direction des affaires financières, du secrétariat général, composée de 3 services : - Service budget, composé de 6 agents (6 B) - Contrôle de gestion, composé de 2 agents (1 A, 1 B) - Service achats/marchés, composé de 2 agents (1 A et 1 B)
Objectifs du poste	Le contrôleur de gestion est chargé de la mise en œuvre du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique de l'établissement. A ce titre, il a pour objectif de : - Concevoir la comptabilité analytique de l'établissement et en assurer sa mise en œuvre - Suivre et piloter la masse salariale de l'établissement - Réaliser des études de coûts à la demande des services et de

<table>
<tr><td></td><td colspan="2">la direction générale

- Assurer appui et conseil auprès des coordinateurs budgétaires de la DAF et des services sur l'ensemble des sujets financiers</td></tr>
<tr><td>Description des missions à exercer ou des taches à exécuter</td><td colspan="2"><u>Mise en œuvre de la comptabilité analytique</u>
- Produire la comptabilité analytique et accompagner la transition vers un nouvel outil métier
- Développer et documenter les nouveaux process liés à la mise en œuvre de la comptabilité analytique
- Etre le garant du référentiel analytique de l'établissement et des règles de gestion analytique
- Retraiter les charges et recettes dans le cadre de la réalisation de compte de résultat par service/unité
-
<u>Suivi et pilotage du budget de masse salariale</u>
- En lien étroit avec la DRH, prévoir, suivre et analyser la consommation des dépenses de masse salariale
- Analyser les différents facteurs d'évolution et calculer leur impact

<u>Réalise des études :</u>
- Réalise des études financières : audits, enquêtes ou projets</td></tr>
<tr><td>Champ relationnel du poste</td><td colspan="2">Relations fonctionnelles internes : Les gestionnaires de proximité et les secrétaires des unités de recherche et d'enseignement ainsi que la direction générale, le secrétariat général et les responsables d'unité.

Relation externes : Ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, autres établissements d'enseignement supérieur</td></tr>
<tr><td rowspan="2">Compétences liées au poste</td><td>Savoirs et Savoir-faire</td><td>Savoir-être</td></tr>
<tr><td>Maîtrise les principes du contrôle de gestion et de la comptabilité analytique

Maîtrise de la réglementation budgétaire et comptable

Aisance informatique pour adaptation à l'évolution des solutions logicielles budgétaires

Connaissance de l'organisation et du fonctionnement d'un établissement public

Maîtrise des logiciels suivants : pack office en particulier Excel renforcé, SI financier (PEP Premium)</td><td>Très bonnes qualités relationnelles.

Autonomie, force de proposition

Esprit de synthèse

Rigueur</td></tr>
<tr><td>Personnes à contacter</td><td colspan="2">Sylvia TARASSENKO, Directrice des affaires financières
sylvia.tarassenko@oniris-nantes.fr

Nathalie JOUBERT, chargée des mobilités titulaires
Tel : 02 40 68 28 27
Mél : nathalie.joubert@oniris-nantes.fr</td></tr>
<tr><td>Cadre réservé à une publication au fil de l'eau ou à la PEP</td><td colspan="2">Date limite de candidature :</td></tr>
</table>

école nationale supérieure de paysage
Versailles Marseille

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

L'École Nationale Supérieure de Paysage

recrute son

Directeur adjoint des affaires financières en charge du contrôle de gestion et des déplacements (F/H)

(Versailles – Yvelines)

Catégorie : A **Quotité : 100%**

Poste ouvert aux titulaires de la fonction publique et contractuels

Prise de Poste : au plus tôt (création de poste)

Date limite de candidature : le 10 mars 2024

Classement parcours professionnel du poste catégorie A : 1

Groupe RIFSSEP :
Attaché d'administration (groupe 4)
Ingénieur de recherche (groupe 3)
Ingénieur d'étude (groupe 3)

Ref. Note de service relative au régime indemnitaire : SG/SRH/SDCAR/2023-411du 27/06/2023

N° de poste RENOIRH : A2PAY00072 - 3543

Emploi-type : AGRGFIBC10

Présentation de l'environnement professionnel	Établissement public administratif national d'enseignement supérieur sous tutelle du Ministère chargé de l'agriculture, l'École Nationale Supérieure de Paysage (ENSP) forme des paysagistes concepteurs. Outre la mission de formation initiale, l'ENSP assure des actions de formation continue pour un public extérieur et conduit des actions de recherche dans ses thématiques. L'établissement est implanté sur le site historique du Potager du Roi, à Versailles, dont il assure la gestion, la conservation et la valorisation. Il dispose également d'un site de formation et de recherche à Marseille. (www.ecole-paysage.fr) L'agent est placé sous l'autorité hiérarchique directe du directeur

	des affaires financières. La Direction est positionnée elle-même sous l'autorité du secrétaire général. La Direction des Affaires Financières est composée de 5 agents, dont - Un directeur - Un directeur adjoint en charge du contrôle de gestion & des déplacements - Un adjoint au directeur en charge de la migration du système d'information Finances et du Contrôle Interne Financier. Ces 2 derniers postes sont vacants, en tant que créations de poste.
Objectifs du poste	Missions principales et responsabilités : Le directeur adjoint assiste son directeur dans le pilotage des affaires financières de l'établissement. Il conduit, sous son autorité, une partie des missions de ce dernier. La répartition des missions se fait en accord entre le directeur et son adjoint, en fonction des appétences de chacun et des enjeux de l'établissement en sachant que l'adjoint doit être en capacité de remplacer son directeur sur n'importe quel sujet (et inversement). Il assure néanmoins les missions spécifiques à un contrôle de gestion et au suivi des déplacements. Il participe à la gouvernance de l'école, contribue à la construction du projet d'établissement et à sa mise en œuvre. Il rend compte de son activité.
Description des missions à exercer ou des taches à exécuter	En particulier, le DAF adjoint conduit les missions suivantes : - Formalisation des procédures (chaine de la dépense AE & CP, des recettes...) - Mise en place d'une Gestion Électronique des Données en partenariat avec la DSI (dans un 1er temps finalisation de la GED sur les engagements) - Élaboration d'une comptabilité analytique adaptée aux besoins et enjeux de l'établissement et qui permette à moyen terme la mise en place d'une approche coûts complets des formations. - Élaboration et suivi de la politique en matière de déplacements (trajets, véhicules, hébergement, frais de missions, relationnel avec le voyagiste, procédures internes…) - Collecte et analyse des données quantitatives et qualitatives et contrôle & amélioration de leur fiabilité - Construction et mise en place des outils d'analyse, de pilotage, de régulation (indicateurs, tableaux de bord)

<table>
<tr><td></td><td>- Contribution à la recherche du modèle économique des activités de l'établissement</td></tr>
<tr><td rowspan="4">Profil recherché / compétences attendues</td><td>Savoirs</td></tr>
<tr><td>• Maîtriser les techniques et outils statistiques et informatiques de collecte et d'analyse de données
• Connaissances budgétaires et comptables (notamment GBCP)
• Expérience du fonctionnement d'un établissement public
• Compétences en management d'équipes
• Large pratique de la conduite de projet complexe
• Développer une stratégie, analyser, synthétiser
• Mettre en œuvre des procédures et des règles
• Exprimer et structurer des idées par écrit
• Élaborer des fiches de procédure
• Résoudre des problèmes</td></tr>
<tr><td>Savoir-être</td></tr>
<tr><td>• Sens des relations humaines
• Aptitude à la négociation et à la communication – sens du dialogue et de l'écoute
• Capacité à être force de proposition
• Aptitude à faire preuve d'adaptabilité et réactivité
• Sens de l'organisation – grande réactivité
• Autonomie / Confiance en soi
• Capacité de raisonnement analytique
• Rigueur / fiabilité</td></tr>
<tr><td></td><td>Bac+ 4 avec une formation et une expérience professionnelle en lien avec la fiche de poste</td></tr>
<tr><td>Caractéristiques du poste</td><td>Le poste est basé à Versailles.

L'organisation du travail est régie par un règlement intérieur (RIALTO).

L'école est fermée les 15 premiers jours d'août et la semaine entre Noël et Jour de l'an et les agents placés en congés sur ces périodes. L'école est également fermée 1 semaine en février et les agents qui le souhaitent placés en télétravail.</td></tr>
</table>

Renseignements sur l'emploi	Personnes à contacter : Jean MAHAUD, directeur adjoint, j.mahaud@ecole-paysage.fr Et pour les questions relatives aux contrats, recrutement@ecole-paysage.fr
Modalités de candidature	Les dossiers de candidature composés d'un Curriculum-Vitae, d'une lettre de motivation et des 3 derniers bulletins de salaire doivent être adressés par messagerie électronique uniquement à l'adresse : recrutement@ecole-paysage.fr avec copie : j.mahaud@ecole-paysage.fr au plus tard à la date indiquée en début de document

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’enseignement et de la recherche
Service de l’enseignement technique
Sous-direction politiques de formation et d’éducation
Bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue
1ter avenue Lowendal 75007 PARIS

Chargé.e de mission Appui méthodologique et GRH aux CFA/CFPPA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35445 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A3CMI00001**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	3
Inspecteur de l'enseignement agricole	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l’agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. La direction générale s’appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration
centrale.
La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaire, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.
Au sein de la sous-direction, le bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC) suit et met en œuvre les politiques de formation professionnelle : apprentissage, formation professionnelle continue (dont formations réglementées), préparation à l’installation en agriculture et partenariats professionnels.

Description du poste et description des missions

Les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLEFPA) sont de plus en plus mobilisés pour déployer des formations par apprentissage et des formations continues, qui répondent à des enjeux croissants. Leur rôle d’employeur direct d’un nombre croissant d’agents s’exerce dans un environnement complexe, qui justifie qu’un appui à leur intention soit mise en place. Afin d’améliorer la gestion en termes de ressources humaines et sécuriser les agents et les cadres des établissements, une cellule d’appui juridique et méthodologique est mise en place au sein de la DGER. Elle est composée de deux agents complémentaires, dont le chargé de mission « appui méthodologique et GRH aux CFA/CFPPA »
Accompagner les établissements dans le déploiement des outils RH développés à leur intention
Animer le réseau des directeurs de CFA/CFPPA et le réseau des SG sur des thématiques RH
Mettre en place et actualiser une FAQ sur les aspects de gestion courante, dont celle des contrats de travail
Accompagner les établissements dans les démarches RH complexes
Travailler en lien étroit avec le chargé de mission « appui juridique aux CFA/CFPPA » pour apporter un appui global et de qualité
Mettre en place un dialogue de qualité et efficace avec les directeurs d’EPLEFPA, les directeurs des CFA/CFPPA et les SG
Au-delà des autres sous-directions et bureaux de la DGER et l’Inspection de l’enseignement agricole, le ou la chargé(e) de mission interagit directement avec les EPLEFPA, ainsi que, principalement avec :
- les services du ministère en région (DRAAF/SRFD)
- la Direction générale du travail
- les organisations syndicales

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé. Connaissance de l’enseignement agricole et de ses missions Maîtrise du droit public et du droit RH	Aptitudes à la rédaction. Capacités d’analyse et de synthèse. Sens du relationnel. Animation. Travail en réseau. Travail en équipe.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Andréas Seiler, Sous-directeur des politiques de formation et d’éducation
01 49 55 51 48 – andreas.seiler@agriculture.gouv.fr
Anne Detaille, Adjointe au sous-directeur

01 49 55 52 05 – anne.detaille@agriculture.gouv.fr
Mathieu BOOGHS Chef du bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue
01 49 55 48 48 – mathieu.booghs@agriculture.gouv.fr

Copie à : Département des affaires transversales
Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’enseignement et de la recherche
Service de l’enseignement technique
Sous-direction politiques de formation et d’éducation
Bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue
1ter avenue Lowendal 75007 PARIS

Chargé.e de mission Appui juridique aux CFA/CFPPA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35446 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A3CMI00002**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	3
Inspecteur de l'enseignement agricole	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l’agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement. Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. La direction générale s’appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration
centrale.
La sous-direction des politiques de formation et d'éducation est chargée de la définition et de l'animation des politiques d'enseignement, de formation et d'éducation relevant du ministère chargé de l'agriculture pour l'ensemble des dispositifs scolaire, d'apprentissage et de formation professionnelle continue, notamment celles concourant à l'installation en agriculture.
Au sein de la sous-direction, le bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue (BAFPC) suit et met en œuvre les politiques de formation professionnelle : apprentissage, formation professionnelle continue (dont formations réglementées), préparation à l’installation en agriculture et partenariats professionnels.

Description du poste et description des missions

Les établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLEFPA) sont de plus en plus mobilisés pour déployer des formations par apprentissage et des formations continues, qui répondent à des enjeux croissants. Leur rôle d’employeur direct d’un nombre croissant d’agents s’exerce dans un environnement complexe, qui justifie qu’un appui à leur intention soit mise en place. Afin d’améliorer la gestion en termes de ressources humaines et sécuriser les agents et les cadres des établissements, une cellule d’appui juridique et méthodologique est mise en place au sein de la DGER. Elle est composée de deux agents complémentaires, dont le chargé de mission « appui juridique aux CFA/CFPPA »
Veiller à la diffusion d’une information claire et partagée et accompagner les CFA/CFPPA dans la bonne application du cadre réglementaire.
Expertiser les demandes des établissements et répondre en posant un cadre juridique sécurisé
Eclaircir les points juridiques difficiles pour faciliter le travail des établissements et éviter les litiges
Actualiser la trame nationale de protocole local en fonction des évolutions réglementaires
Travailler en lien étroit avec le chargé de mission « appui méthodologique et GRH aux CFA/CFPPA » pour apporter un appui global et de qualité
Mettre en place un dialogue de qualité et efficace avec les directeurs d’EPLEFPA, les directeurs des CFA/CFPPA et les SG
Assurer une veille juridique
Au-delà des autres sous-directions et bureaux de la DGER et l’Inspection de l’enseignement agricole, le ou la chargé(e) de mission directement avec les EPLEFPA, ainsi que, principalement avec :
- les services du ministère en région (DRAAF/SRFD)
- la direction des affaires juridiques du ministère (DAJ)
- la DGAFP et la Direction générale du travail
- les organisations syndicales

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé. Connaissance de l’enseignement agricole et de ses missions. Maîtrise du droit public et du droit RH	Aptitudes à la rédaction. Capacités d’analyse et de synthèse. Sens du relationnel. Travail en réseau Travail en équipe

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Andréas Seiler, Sous-directeur des politiques de formation et d’éducation
01 49 55 51 48 – andreas.seiler@agriculture.gouv.fr

Anne Detaille, Adjointe au sous-directeur
01 49 55 52 05 – anne.detaille@agriculture.gouv.fr
Mathieu BOOGHS Chef du bureau de l’apprentissage et de la formation professionnelle continue
01 49 55 4848 – mathieu.booghs@agriculture.gouv.fr

Copie à : Département des affaires transversales
Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction générale de l’enseignement et de la recherche
Service de l’enseignement technique
Sous-direction des établissements, des dotations et des compétences
1ter avenue Lowendal 75007 PARIS

Chargé.e de mission Animation du travail en réseau avec les EPLEFPA

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35447 **Catégorie : A1**	**Référence du poste : A3CMI00003**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Attaché d'administration de l'état	2.1
Inspecteur de l'enseignement agricole	2.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) exerce les compétences du ministère de l’agriculture relatives à la formation initiale et continue, à la recherche, à la politique d'innovation et au développement.
Elle a la responsabilité des orientations pédagogiques et de l'activité éducatrice des plus de 800 établissements de l'enseignement agricole, de la 4e au doctorat. La direction générale s’appuie sur les compétences d'environ 200 collaborateurs en administration centrale.
La sous-direction des établissements, des dotations et des compétences (SDEDC) est chargée de l’organisation et du fonctionnement de l’enseignement technique agricole public et privé dans le domaine budgétaire et sous l’angle de la répartition des dotations et de la valorisation des compétences.
En particulier, elle pose le cadre et apporte un soutien à l’activité des établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricoles (EPLEFPA).

Description du poste et description des missions

Les EPLEFPA déploient des activités variées, de la formation initiale des jeunes à l’appui aux acteurs des territoires pour les transitions, dans un environnement complexe. Les missions assurées par les cadres qui composent les équipes de direction des EPLEFPA sont fondamentales pour répondre aux enjeux multiples auxquels l’enseignement agricole fait face. Le développement d’un travail en réseau avec ces cadres doit permettre de leur offrir un appui de qualité et de disposer d’une expertise « métier » sur les différents chantiers portés par la DGER pour l’enseignement agricole.
Ce poste est placé auprès du sous-directeur EDC. Le travail s’organise avec l’adjoint au SDEDC délégué aux parcours et au développement des compétences.
Les missions du poste sont les suivantes :
- Mettre en place un dialogue de qualité et efficace avec les différents corps de métiers des équipes de direction d’EPLEFPA, en s’appuyant sur les réseaux existants au niveau national et régional, et en associant les SRFD/SFD afin d’assurer, notamment, la bonne cohérence avec les travaux de l’administration centrale.
- Structurer une feuille de route et un agenda de travail en réseau pragmatiques et réalistes
- Proposer des outils de partage d’information, de capitalisation et d’accompagnement, en veillant à une diffusion simple et large avec l’ensemble des membres des équipes de direction d’EPLEFPA
- Organiser l’expertise et contribuer à construire les analyses sur les sujets à l’agenda de travail, en lien avec l’ensemble des structures de la DGER compétentes, et en identifiant les experts métiers pertinents au sein des réseaux d’équipes de direction d’EPLEFPA
- Coordonner l’organisation de temps forts du travail en réseau, dont un séminaire annuel avec l’ensemble des équipes de direction en janvier et une réunion de rentrée avec les directeurs d’EPLEFPA début octobre.

Au-delà des autres sous-directions et bureaux de la DGER et l’Inspection de l’enseignement agricole, le ou la chargé(e) de mission interagit directement avec les EPLEFPA, ainsi que, principalement avec :
- les services du ministère en région (DRAAF/SRFD)
- le service des ressources humaines du Ministère

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé. Solide connaissance de l’enseignement agricole et de ses missions Expériences en EPLEPFA souhaitées	Solides aptitudes à la rédaction. Solides capacités d’analyse et de synthèse. Grand sens du relationnel. Solide expérience du travail en réseau et de l’animation. Grande capacité d’écoute et pragmatisme

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** non
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

Cédric MONTESINOS, sous-directeur des établissements, des dotations et des compétences
Tel : 01 49 55 51 75 – courriel : cedric.montesinos@agriculture.gouv.fr
Sandrine MARTINAGE, adjointe au sous-directeur
Tel : 01 49 55 51 75 - courriel : sandrine.martinage@agriculture.gouv.fr
Angélique PLUTA, adjointe au sous-directeur
Tel : 01 49 55 46 26 - courriel : angelique.pluta@agriculture.gouv.fr

Copie à : Département des affaires transversales
Mapat-pag-rh.dger@agriculture.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Direction Départementale des Territoires du Tarn
service économie agricole et forestière
19 rue de Ciron
81013 ALBI cedex 9

Adjoint.e à la cheffe du SEAF

N° de publication : 35450 **Catégorie : A2**	**Référence du poste : A5D8100006**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :**
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement	3
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-22	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

Le département du Tarn possède des activités agricoles et forestières très variées, importantes dans l'économie locale. Le service « Economie agricole et forestière », composé de 27 agents titulaires et d'agents vacataires est chargé, pour le atran, de mettre en œuvre la politique agricole commune (« PAC »), les politiques de développement rural, forestières et cynégétiques, ainsi que de contribuer à la gestion économe des sols et, de façon plus générale, à promouvoir une agriculture durable.

Description du poste et description des missions

Encadrer le bureau « contrôle des structures et aides conjoncturelles »
Appuyer la cheffe de service dans la gestion des équipes, les représentations extérieures et assurer l'intérim.
Effectuer une veille de l'actualité agricole et se tenir au fait des politiques publiques agricoles et forestières (y compris chasse et prédation)
Assurer le suivi qualité du service, en particulier pour les thématiques RH et logistiques
Veiller à l'équilibre entre le rôle de chef de bureau et celui d'adjoint
Adjoint
- Suivi du recrutement des contractuels au regard des besoins du service et en lien avec le SGCD
- Implication dans la « commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers », en lien avec le « bureau agriculture et territoire » en charge de cette commission
- Suivi des sujets louvetiers et des aides forêt (France 2030), des certificats monichon et des autorisations de coupes en lien avec le « bureau forêt et chasse ».
- Sécurisation de la mise en place des aides « Feader prédation » (contrôle interne et lien avec la région)

Chef de bureau
- Pilotage du contrôle des structures et des autorisations d'exploiter ; application du schéma des baux ruraux ; mise en œuvre de la Loi Sempastous.
- Gestion des dispositifs de « l'indemnité de solidarité nationale » et autres aides de crises agricoles
- Accompagnement du suivi des GAEC et lien à assurer avec le dispositif de prévention mal-être agricole (dispositif piloté MSA et chambre)
- Suivi mesures d'installation (en lien avec la région) et de la mise en œuvre des dispositifs « AITA » et « PPP ».

En interne : le chef du service, le CODIR, les agents du service et des autres services DDT
En externe :
- la SAFER
- la chambre d'agriculture du Tarn
- la MSA
- la DRAAF, la préfecture, la DDETSPP
- la Région, les collectivités territoriales
- l'agence de service et de paiement, les organismes bancaires
- la profession agricole et forestière
- la fédération de chasse, les lieutenants de louveterie, les associations de protection de l'environnement…

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Aucun diplôme vétérinaire exigé politiques publiques de soutien à l'agriculture (assurance récolte et Indemnité de solidarité nationale, structures), la forêt et la chasse, réglementation et procédures afférentes - milieu professionnel agricole et forestier	travail et mobilisation d'équipe, anticipation et organisation des tâches des agents en fonction des priorités, - capacité d'analyse et de synthèse - pédagogie - expression en public - animation de réunion - réactivité - respect des délais

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Management :** oui
- **Logé :** non
-

Personnes à contacter

M. Maxime CUENOT, Directeur de la DDT
Tel : 0 581 275 008, mail : maxime.cuenot@tarn.gouv.fr

Mme Laure DEUDON, Cheffe du service économie agricole et forestière
Tel : 0 581 275 960, mail : laure.deudon@tarn.gouv.fr

Ministère de l’Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Secrétariat général – Direction des affaires juridiques
Sous-direction du droit des public général
3, rue Barbet de Jouy - 75349 Paris SP 07

Adjoint.e sous-directeur du droit public général

Poste ouvert aux candidats en situation de handicap

N° de publication : 35455 **Catégorie : A3**	**Référence du poste : A5SAJ00016**
Nature de l'emploi : Ouvert aux titulaires et aux contractuels	**Nature du contrat :** NC
Corps	**Groupe RIFSEEP**
Administrateur de l'état	1.4
Attaché d'administration de l'état	1.1
En cas d'absence de candidature de titulaire, le poste peut être pourvu par contrat en application de la loi 84-16 modifiée Art. L. 332-2 (2°)	
Poste V (Vacant)	

Descriptif de l'employeur

La direction des affaires juridiques exerce une fonction de conception, de conseil, d’'expertise et d’'assistance juridique pour le compte du cabinet du ministre, de l’'administration centrale, des services déconcentrés et des établissements publics. Elle assure également le traitement du contentieux né de l’'action du ministre et des services centraux. Elle est dirigée par un membre du Conseil d’'Etat.

Description du poste et description des missions

La sous-directrice et ses deux adjoints sont ensemble chargés d’'animer l’'activité des bureaux et partagent la responsabilité de la validation de leurs productions. Les adjoints peuvent être chargés de piloter spécifiquement certains dossiers et de traiter eux-mêmes des questions sensibles ou urgentes.
En l’'absence de la sous-directrice, les adjoints assurent son intérim.
La sous-direction est composée de trois bureaux comprenant exclusivement des agents de catégorie A : le bureau du droit de l’'administration, le bureau du droit public économique et le bureau du droit européen et international.
Dans ses domaines de compétence, la sous-direction assure toutes les missions dévolues à la DAJ :
- expertises juridiques, y compris sur les textes législatifs ou réglementaires ;
- traitement du contentieux ;
- représentation de la DAJ ou du ministère.

La sous-direction est en contact permanent avec le cabinet du ministre, les autres directions du ministère, les services chargés de la coordination de l'action gouvernementale (SGG, SGAE), le Conseil d’'Etat et les juridictions administratives. Selon la nature des dossiers, elle peut également être en contact avec les services déconcentrés, les établissements publics sous tutelle du ministère et les autres ministères intervenant dans le domaine d’'activité de la sous-direction.

Descriptif du profil recherché

Savoirs	Savoir-faire
Solides acquis en droit et en contentieux administratif et en droit de l’UE ; Expérience du travail interministériel Une expérience juridictionnelle ou en direction des affaires juridiques serait appréciée.	Aptitude à l'encadrement et à l'animation et l’'organisation du travail en équipe, notamment pour le traitement des urgences ; Qualités relationnelles.

Informations complémentaires et critères candidats

- **Télétravail possible :** Télétravail possible
- **Niveau d'expérience minimum requis :** Confirmé
- **Management :** oui
- **Logé :** non
- **Niveau d'études :** Master/diplômes équivalents

Personnes à contacter

Madame Blandine Manokha, sous-directrice du droit public général (01 49 55 54 19) blandine.manokha@agriculture.gouv.fr

Copie des candidatures à Carmela Borel, Cheffe de la mission d'appui, carmela.borel@agriculture.gouv.fr